

CHRONIQUE FEMINISTE

périodique bimestriel 100 f • septembre octobre 86 - n° 19

POLITIQUE FAMILIALE
ET POLITIQUE DE L'EMPLOI

Les femmes au Sri Lanka

"COHABITANTES DE TOUT
LE PAYS, SEPAREZ-VOUS"

Université des Femmes

UNIVERSITE DES FEMMES

Place Quêtelet 1a, 1030 Bruxelles, tél: 021219.61.07.

Equipe

Françoise Hecq
Martine La Haye
Hedwige Peemans-Poullet
Geneviève Simon
Edith Rubinstein
Nadine Plateau
Fanny Filosof
Genevière Braun

Louise Thirion
Laurence Broze
Anne Van Seymourtier
Louisa Soriano
Colette Ingels
Alla Denesiok
Linda De Reys
Christine Seghuin

• Cours, Conférences, Séminaires

Participation aux frais
Pour toutes les activités
de l'année: 1.500 fr.
Par séance: 100 fr.

• Centre de Documentation

Consultation de livres, revues, documents bibliographies.
Information et assistance pour travaux de mémoires.
Ouvert du lundi au vendredi
de 10 h à 17 h: le mardi de 10 h à 19 h et sur rendez-vous.

• Publication bimestrielle

CHRONIQUE FEMINISTE

Au numéro

Sur demande à l'Université des femmes (contre versement au compte ci-dessus) ou dans les librairies.

Abonnement à 6 numéros:

Belgique 500 fr.b.

Etranger 620 fr.b.

A verser au compte n° 001-1118659-34 de «Université des Femmes - Chronique* (bien préciser le nom et l'adresse de l'abonné)

«TROPISMES»

Galerie des Princes 11, 1000 Bruxelles

TAI. 021512.88.52

«LA NOUVELLE ETINCELLE»

chée de Wavre 86, 1050 Bruxelles

Tél. 021512.01.43

«LIBRARIE CANDIDE»

place Brugmann 2, 1060 Bruxelles

TAI. 021344.81.94

«ARTE'NYS»

chée d'Ixelles 249, 1050 Bruxelles

TAI. 021647.95.17

Réserve aux femmes

«SORGELOOS»

chée de Waterloo 365, 1060 Bruxelles

«LA MAISON DU NOUVEL AGE»

chée de Charleroi 71, 1060 Bruxelles

«FNAC - CITY 2»

1000 Bruxelles

TAI. 02/217.47.20

«VRINDTS»

rue de la Croix de Fer 53

1000 Bruxelles

TAI. 02/512.84.15

Impression

I.D.I.

rue du Méridien 15

1030 Bruxelles

Mise en page

Alla Denesiok et Linda De Reys.

Les activités d'éducation permanente de l'Université des Femmes sont réalisées avec l'appui du Ministère de la Communauté Française et de la Commission Française de la Culture.

Chronique est éditée avec l'aide de la CGER.

SOMMAIRE

Pré-texte

Le patriarcat ou les avatars d'un concept 3

Programme de l'université des Femmes

Calendrier 4

Droits sociaux

La politique familiale ou la politique de l'emploi? 5-7

«Les cohabitantes de tout le pays, divorcez-vous» 12-15

Sauvettes d'ici 9-11

Créatives

Rebecca Horn et moi 16-17

Du côté des femmes 18

Reportages

Les femmes à Sri Lanka 20-23

Tilff, Université d'été des femmes 24-25

Attentives

Agnès 26

Avortement 26

Machiavel à la sauce du 20ème siècle 27

En Irlande, Satan ne mènera pas le bal 28

Lectures

Women of Ideas (and what men have done to them) 29

Elle Atait toujours souriante 29-30

Bibliothèque

Incomplètes 35

Le patriarcat ou les avatars d'un concept

Posons-nous d'emblée cette question. Avons-nous encore besoin du mot patriarcat, de son contenu que l'on sait à présent si incertain? Est-il encore capable de rendre compte de l'enchevêtrement des rapports sociaux? En fait, nous n'en savons rien. Et pour savoir il faut apprendre. Alors, procédons avec méthode. En un premier temps simpliste. Examinons le mot, l'histoire du mot qui déjà révèle certains malaises.

Au 19^e siècle, le mot est fort utilisé par les Romantiques (Victor Hugo, Vigny, etc...) avec une connotation positive, il exalte la société communautaire primitive où l'organisation fondée sur la hiérarchie des sexes est à la fois la principale base concrète et le modèle des rapports sociaux.

Société sans classes, société de paix, âge d'or, qui exige cette hiérarchie «bonne et naturelle, bonne parce que naturelle, appelée naturelle parce que jugée bonne» (Christine Delphy).

Il en va de même de l'adjectif patriarcal dans son sens commun. N'évoque-t-il pas la simplicité des mœurs et des vertus de cette société?

Assez curieusement, Bachofen et Morgan qui ont pourtant basé leur conception de l'histoire sur un renversement du matriarcat, utilisent peu les mots patriarcat et même patriarcal, pour désigner les sociétés ultérieures.

Quant à Marx, il emploie le mot, en le nimbant du même prestige poétique que Victor Hugo.

Et actuellement direz-vous? A en croire Ernest Borneman, dans la préface de son livre, le mot aurait toujours mauvaise presse, chez les ethnologues et sociologues contemporains. Ils se livreraient à des exercices d'acrobatie verbale pour l'éviter. Souci de rigueur scientifique? Autres raisons moins avouables?

Une certitude. Ce sont les féministes qui l'ont introduit franchement sur la scène politique, tout chargé qu'il soit de ses ambiguïtés. Et frappé cette fois du sceau péjoratif, puisqu'il nomme le responsable de l'oppression des femmes. Et il est vrai que dès son entrée il a fait problème à l'intérieur du mouvement féministe.

Concept mal connu? Mal étudié?

Passé de mode, dit dans «L'Un est l'Autre» Elisabeth Badinter, qui l'enterre pour cause de désuétude.

Toujours intéressant, nous ont dit, par contre, Bérangère Marques Pereira et Anne Drumaux dans le séminaire «Femmes et Etat».

Pour en savoir plus, nous allons toutes lire ou tout lire sur ce qui fût peut-être, un des plus grands putschs de l'histoire.

LE SAVOIR ET LE FAIRE

Programme 1986-1987: OCTOBRE - NOVEMBRE

Jeudi 23 octobre à 20 h 30**Séance d'ouverture:****«FAMILIALISME ET CRISE ECONOMIQUE»**

par Hedwige PEEMANS-POULLET, membre de l'Université des Femmes.

Au cours de son exposé la conférencière faisant état non seulement d'un passé récent (et notamment des décisions de Val Duchesse) mais aussi d'événements plus anciens, s'efforcera de montrer qu'à travers un vocabulaire «familialiste», les gouvernements néolibéraux sont à la fois anti-sociaux et anti-familiaux.

La clef de voûte de cette politique réactionnaire se trouve dans l'ensemble des mesures injustes qui frappent les femmes mariées/cohabitantes qui exercent ou cherchent à exercer une activité professionnelle.

Jeudi 30 octobre à 20 h 30**SEMINAIRES****Femmes et Histoire**

Après une année centrée sur la méthodologie spécifique de l'histoire orale et sur la collecte de biographies de femmes, les participantes du séminaire envisagent cette année un travail critique des documents réunis et la préparation de leur publication.

Différents projets de recherches historiques peuvent être mis en chantier parallèlement. Les suggestions sont nombreuses. Rendez-vous aux amateurs.

Femmes et Sociologie**Analyse et critique du projet de loi sur la filiation**

La Belgique, en retard sur d'autres pays de la Communauté Européenne, va voter une loi qui mettra fin aux discriminations entre les enfants, les uns dits légitimes, les autres naturels.

Ainsi, un homme marié pourra-t-il reconnaître l'enfant conçu pendant le mariage avec une autre femme que l'épouse, pour autant que la mère de l'enfant y consente.

C'est une bonne loi, disent certains, et pour les enfants, c'est vrai.

C'est le harem légalisé, disent d'autres.

Que faut-il en penser?

Jeudi 6 novembre à 20 h 30**Conférence:****«ELISABETH BADINTER, POUR QUI? POUR QUOI?»**

par Fanny FILOSOF, membre de l'Université des Femmes.

«L'Un est l'Autre» titre Elisabeth Badinter qui nous embarque à l'extrémité des extrêmes, là où l'homme découvre sa «maternité», la femme sa «virilité». Des ressemblants, dit-elle.

Mais où sont les femmes et les hommes de l'immense entre-deux?

«Il devient impossible» écrit-elle page 340 «de dire quels sont les pouvoirs d'un sexe sur l'autre, dès qu'ils accèdent tous deux aux sphères économique, politique, sociale, culturelle,...»

Comme si l'accès de quelques-unes ouvrait à l'égalité pour toutes. Au mythe de la ressemblance, posons d'anciennes questions:

- aux mêmes diplômes, les mêmes emplois?

- aux mêmes emplois, les mêmes salaires?

- aux mêmes ambitions, les mêmes réussites?

Et pourtant on ne peut nier que des changements sont apparus dans les rapports individuels entre les hommes et les femmes.

Nouveaux couples, nouveaux pères, nouvelles maternités, nouvelles filiations: des cachettes, peut-être, pour masquer les discriminations fondamentales?

Jeudi 13 novembre à 20 h 30**SEMINAIRES:****Femmes et Histoire****Femmes et Sociologie****Samedi 15 novembre****Rencontre de 10 h à 13 h****«COMMENT COMBATTRE LE SEXISME A L'ECOLE»**

En mars 86, l'Université des Femmes avait organisé une journée d'étude sur le sexisme caché à l'école dans le but de faire connaître les résultats de la recherche féministe à propos de ce problème largement méconnu en Belgique.

Dans le contexte actuel de crise de l'enseignement et de remise en question de valeurs prônées par un projet d'école démocratique, il est urgent de réfléchir et d'agir avec tous ceux qui craignent que le système scolaire ne devienne, sous la pression de l'idéologie libérale, un système élitiste et d'intégrer à cette réflexion et à cette action la problématique du sexisme à l'école sans laquelle un projet scolaire ne peut être vraiment démocratique.

A partir du document essentiel publié par les Communautés Européennes, «Guide pour l'Action?», nous proposerons des pistes de réflexion et d'action.

Jeudi 20 novembre à 20 h 30**Conférence:****«PATRIARCAT»**

par Françoise HECQ, membre de l'Université des Femmes

Je vais lire Ernest BORNEMAN qui a écrit «Le Patriarcat». En avant-préface de son livre il dit ceci: «Ce livre est dédié aux femmes. Il est destiné à servir la cause des femmes comme LE CAPITAL a servi celle des travailleurs en leur fournissant à la fois une analyse du passé, une clé de l'avenir et une arme dans la lutte quotidienne du présent».

Je vais relire aussi «La Politique du Mâle» de Kate Millett parce que je n'en ai plus que des souvenirs imprécis.

Jeudi 27 novembre à 20 h 30**Conférence:****«LA REFORME DU DROIT DE LA FILIATION»**

par Marie-France LAMPE, Maître de conférence à l'ULB.

Exposé des principales modifications relatives à l'établissement et aux effets de la filiation.

La recherche de la vérité biologique dans l'établissement de la filiation ne crée-t-elle pas un paradoxe par rapport aux «nouvelles parentalités»?

Le principe de l'égalité des effets des filiations dans et hors mariage doit-il être absolu ou relatif?

Politique familiale ou politique de l'emploi ?

Le premier numéro des cahiers de l'APRE (Atelier Production/Reproduction) se consacre largement au thème de la politique familiale en période de crise.

La thèse qui se dégage de ce numéro grâce à l'excellente intervention de Marie-Agnès BARRERE-MAURISSON c'est que la politique familiale est une manière cachée de mener une politique de l'emploi. Autrement dit que la politique familiale est un mode de gestion du personnel, du personnel féminin surtout. Si en période de crise il y a un retour aux « politiques familiales » c'est surtout qu'il y a de nouvelles nécessités dans le domaine de la gestion du personnel, mais cela n'a rien à voir avec la famille.

« La politique familiale n'est pas une politique de la famille. C'est une politique de la femme masquée sous une politique de l'enfant. Si elle concernait vraiment la famille et l'enfant, ce pourrait être une politique de l'homme, de l'homme qui a des enfants, une politique des pères et des mères. Pour que ce soit une politique de la femme on utilise un discours de politique nataliste. Mais la politique nataliste n'est pas non plus une politique de la natalité. On sait qu'elle est sans effet. Le problème fondamental n'est pas la naissance d'un enfant. Le problème fondamental, c'est de construire socialement l'infériorité de la femme. Pour cela il faut lui donner une double identité, c'est-à-dire aucune. La question ne se pose pas en terme d'alternative au foyer ou au travail puisque la femme est à l'un et à l'autre. Mais quand elle est au travail, elle est une négation de la femme au foyer, et c'est ainsi qu'elle est infériorisée dans le travail. L'homme au travail est pleinement « au travail ». Quand elle est au foyer, elle est en puissance d'être au travail. C'est donc là que se construit son infériorité puisqu'elle n'a jamais pleinement une identité.

On peut alors reprendre la notion de mobilité, en termes de mobilité dans la définition sociale de la femme et pas seulement dans le temps et dans l'espace. L'exemple magistral, c'est bien le travail à temps partiel, qui permet de tenir les discours de l'harmonie, de l'équilibre, de la complémentarité et qui est en fait, le summum de la négation.



Dessin tiré des Cahiers de l'Action Juridique n° 35-36

Dans ce discours on peut se payer le luxe de ne pas dire que le temps partiel (comme le congé parental) c'est pour la femme, parce qu'on n'est plus dans le contexte d'une politique familiale de la « femme au foyer ».

Pour que les femmes gardent bien « à chaque seconde » deux identités, il faut qu'il y ait l'enfant. A la limite peu importe le nombre, le plus grand danger socialement parlant est qu'il n'y en ait aucun » (1).

Je cite ce long extrait de ce dossier de l'APRE parce que nous sommes ici en présence d'une thèse fondamentale qui bouscule ce que l'on croit spontanément. En effet, l'hypothèse est ici posée que l'Etat, et notamment les institutions destinées à promouvoir la politique familiale, se préoccupent moins de la famille que de l'emploi et surtout de la manière dont les femmes doivent se situer dans l'emploi et dans les nouvelles formes de travail.

LE PARTAGE DES TACHES?

Au cours du séminaire qui a travaillé sur ce sujet, Louise Vandelac a fait observer que le thème du « partage des tâches » avait une fonction idéologique dans cet ensemble. « En effet, loin de constater une disparition de la division sexuelle du travail, on assiste, selon elle, à un élargissement des écarts en termes de temps de travail et de revenus » (2). Les femmes partagent de plus en plus la contribution aux ressources économiques du ménage sans qu'elles obtiennent une contrepartie équivalente en termes de travail ménager de la part de leur conjoint. Le « partage des tâches » fonctionne donc de manière idéologique puisqu'il contribue à masquer la division sexuelle non seulement au sein de la famille mais aussi sur le marché du travail.

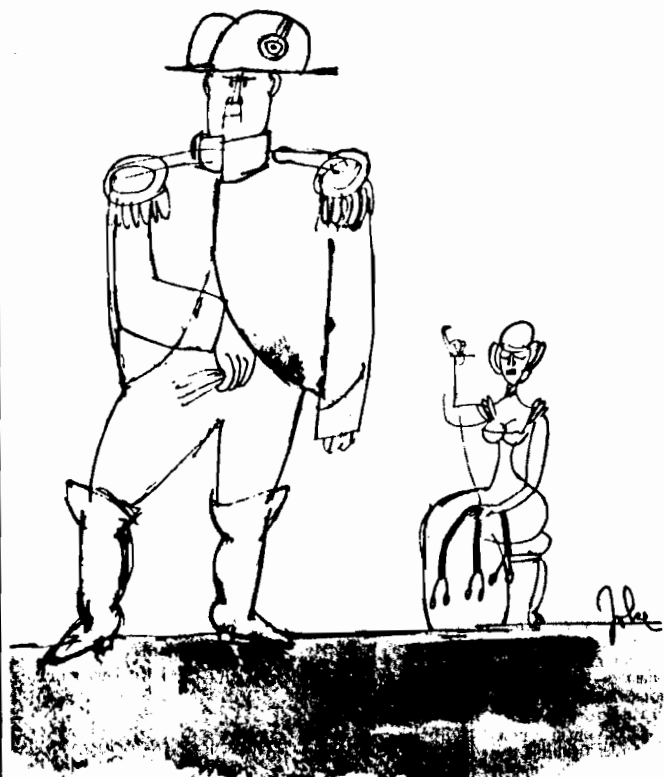
Ces hypothèses rejoignent un certain nombre de celles que j'ai défendues moi-même. En effet, il m'est apparu que la résurgence du *familialisme*, en période de crise avait plusieurs fonctions.

FAMILIALISME ET NATALITE

Au cours de la crise des années trente, cette résurgence a contribué au développement d'une interprétation de la crise en termes de sous-consommation/sur-production. Il s'agissait alors de transférer vers la démographie les conséquences du libéralisme économique (3).

FAMILIALISME ET BAISSSE DU SALAIRE REEL

Cette interprétation permet d'imputer à l'insuffisance du travail ménager des femmes (incompétence et manque de travail) la diminution du salaire réel des travailleurs. Cette idée n'est pas propre à la crise des années trente. Nous la trouvons dans d'innombrables textes sociaux du XIX^e siècle qui prétendent trouver dans un surcroît de travail ménager une solution à la « question sociale ». En Belgique, le mouvement ouvrier féminin et peut-être plus particulièrement le mouvement ouvrier chrétien, a articulé ses institutions d'éducation permanente et ses revendications à propos de l'enseignement ménager sur ce thème (4).



Du code Napoléon à la crise...
LE FAMILIALISME A TOUTES FINS UTILES
 (extrait de KNACK 12.2.86)

Par ailleurs, le retour à la politique familialiste doit être interprété également en termes de gestion des conflits sociaux (5).

LES CONFLITS SOCIAUX

Ici nous trouvons principalement deux types de problèmes. Le premier c'est celui de la sélectivité du chômage. En effet, en période de crise, pour atténuer les troubles sociaux qui découleraient d'une mise en chômage massif, les pouvoirs politiques (et syndicaux) réussissent à faire passer l'idée que le chômage est plus grave pour certains que pour d'autres. On passe alors des rapports sociaux de classe (l'ensemble des travailleurs/producteurs face au capital) à des rapports sociaux de sexe: les chômeurs masculins, les chefs de ménage face aux chômeuses, aux «cohabitantes», etc... Ces rapports de sexe sont effectivement introduits dans le chômage par le biais de la référence à la situation familiale qui est imputée de manière *différente* aux hommes et aux femmes. Parmi les chômeurs, ceux dont le chô-

mage est considéré comme «plus grave» sont amenés à accepter plus facilement le chômage des autres.

GESTION DE LA MAIN-D'OEUVRE

Le deuxième aspect de la «gestion des conflits sociaux» est celui qui est soulevé dans la discussion de l'APRE, celui du travail à temps partiel.

En fait, au cours de cette crise, les organisations sociales ont commencé par revendiquer une réduction généralisée du temps de travail et un partage égal du travail disponible entre tous les demandeurs d'emploi et travailleurs occupés.

Mais le patronat, de son côté, voulait dans le cadre de l'accroissement de la *productivité* du travail, et dans celui de la *dérégulation* du marché du travail, instaurer le travail à temps partiel. Il prétend aussi, grâce à l'instauration du temps partiel, restaurer le «plein emploi» étant entendu que celui-ci se-

rait inégalement réparti. Il éviterait une réduction généralisée du temps de travail qui coûterait plus cher.

La politique «familialiste» a permis aux organisations syndicales de trouver un terrain d'entente avec le patronat sans avoir à avouer une défaite sociale. Tout le monde fait «comme si» certains travailleurs avaient plus «besoin» d'un travail (à temps plein) que d'autres. La référence à la situation familiale qui est *imputée différemment* selon les sexes permet d'opérer cette sélectivité.

Ici, je rejoins donc tout à fait les recherches de l'APRE: la politique familialiste est une politique de gestion inégalitaire de la main-d'œuvre. Et j'ajouterais: elle permet d'éviter certains conflits sociaux.

Dans un récent article portant toujours sur la crise des années trente mais s'inspirant aussi de ce qui se passe actuellement, j'ai évoqué le rôle du familialisme dans les *transferts* (6).

FAMILIALISME ET TRANSFERTS

Dans les *transferts sociaux* d'abord. La compression des dépenses sociales ne peut «passer» que si elle se réalise de manière très inégalitaire. La sélectivité dans l'attribution de prestations inégalitaires, de prestations réduites, le transfert de certains *assurés sociaux* vers l'*assistance sociale* et enfin la suppression des droits sociaux de certains assurés, se réalisent au cours de chaque crise économique sur la base d'une référence au statut familial. Ce «familialisme» qui est affirmé dans les politiques sociales, implique toujours une *réduction* de la partie du revenu familial qui est apportée par la femme mariée. Il s'agit donc de faire admettre une diminution du revenu des ménages, en faisant croire -mais à qui?- que le revenu de la mère de famille est superfétatoire. Cette réduction ne présente une réelle économie dans la sécurité sociale que si, par ailleurs, les travailleuses mariées *restent sur le marché du travail* où elles continuent à payer pleinement leurs cotisations de sécurité sociale. En effet, il semble qu'il n'y a pas d'autres catégories de travailleurs à qui l'on puisse faire admettre de souscrire à une police d'assurances sociales et de payer pleinement leur con-

tribution à ces assurances, tout en étant spolié ou privé partiellement de leurs prestations lorsque le risque survient! C'est donc à cette catégorie d'assurés sociaux -les travailleuses mariées- qu'est imputé l'essentiel de la charge des compressions quant aux dépenses sociales.

Dans les *transferts publics* ensuite. Les diverses crises sont marquées par un accroissement des interventions de l'Etat au bénéfice du secteur privé. Ces interventions proviennent, faut-il le rappeler, de l'impôt. On connaît «grosso modo» la part qui découle des revenus professionnels des femmes.

Officiellement, la raison invoquée pour justifier ces transferts de l'Etat au bénéfice du secteur privé c'est l'emploi: maintien ou sauvegarde de l'emploi, création de l'emploi.

Selon la logique propre à ces justifications, la plus grande efficacité de ces transferts serait réalisée par la création ou le maintien d'emplois peu coûteux, puisqu'avec un même montant d'intervention on pourrait mettre un maximum de chômeurs au travail. Peu coûteux sont les emplois qui sont mis en œuvre par peu de capital. Ils sont d'autant plus intéressants à créer que la fiscalité et la parafiscalité sont assises principalement sur le salaire. Or, ces emplois dont la création est peu coûteuse sont largement féminisés. Inutile de dire que l'efficacité de l'intervention économique de l'Etat ne va pas être retenue!

Les pouvoirs publics vont en effet intervenir en fonction d'autres critères. Dans les faits, ils participent à la restauration du taux de profit et, dans ce sens, ils interviendront auprès du capital dont le patronat assure le meilleur «lobbying». Ils vont chercher par ailleurs à éviter des mouvements sociaux trop importants et, dans ce sens, ils interviendront auprès des entreprises dont les organisations syndicales assurent, de leur côté, le meilleur «lobbying».

Inutile de dire que de part et d'autre ce ne sont pas des entreprises à main-d'œuvre féminine importante qui vont «bénéficier» des interventions publiques.

Ces transferts publics sont donc très inégalitaires. Indirectement ils contribuent au dépouillement de la collectivité

des travailleuses qui paient leurs impôts comme tout le monde mais qui, le moment venu, voient la structure du marché du travail soutenue de manière qui leur est défavorable (7). Or, il s'agit ici d'une politique de l'emploi qui est sans aucun doute discriminatoire pour les femmes mais qui ne s'appuie pas sur l'idéologie familialiste.

On pourrait dire la même chose de la politique de l'emploi qui est menée à travers la militarisation de l'économie. Elle est très discriminatoire comme l'a judicieusement montré le dernier numéro des «Nouvelles Questions Féministes» (8) mais elle ne s'appuie pas non plus sur un discours familialiste.

Nous découvrons ainsi des politiques de l'emploi qui sont sexistes mais non ancrées dans le familialisme.

Revenons maintenant aux hypothèses proposées par l'APRE. Avec lui, nous sommes bien d'accord que, sous le couvert du familialisme, les pouvoirs publics ne mènent pas une politique destinée à la famille. Nous sommes bien d'accord aussi que le plus souvent le familialisme est utilisé pour redéfinir ou accroître une hiérarchisation entre les sexes. Celle-ci permet donc d'installer des politiques de gestion du personnel ou de dérégulation du marché du travail, de mener à «bien» (sans troubles sociaux) des licenciements massifs, des compressions exorbitantes des dépenses sociales et une réduction drastique du pouvoir d'achat des salariés etc...

Par contre, il y a des politiques de l'emploi discriminatoires pour les femmes et des transferts publics qui le sont également et qui n'éprouvent pas le besoin d'utiliser le familialisme. Il faudrait expliquer ces différences.

FAMILIALISME ET HIERARCHIE DANS LA FAMILLE

Enfin, il me semble qu'on ne peut écarter l'hypothèse inverse qui consisterait à dire que toute la politique inégalitaire sur le marché du travail est destinée à maintenir une inégalité de revenus qui, elle seule, assure aux hommes la présence à leurs côtés d'une femme qui - volens nolens - assure «gratuitement» l'essentiel du travail ménager et familial.

Il me semble en effet que la «préférence discriminatoire» (9), qui est économiquement irrationnelle, est précisément ce «lieu commun» aux patrons et aux travailleurs masculins, cette convergence de leurs points de vue qui, quelque part, tourne autour de leur volonté de maintenir dans la famille l'inégalité qui autorise l'ensemble des hommes à ne pas (ou peu) effectuer le travail ménager et familial.

De plus, à côté de ce thème fort intéressant de la «double identité» des femmes, qui serait la méthode par laquelle le système patriarcal les prive de toute identité, il faudrait examiner ce qu'il en est de l'identité masculine.

S'il est vrai qu'une mère de famille travailleuse se perçoit au travail comme une femme au foyer manquée et, qu'à ce titre, elle accepte n'importe quelles conditions de travail et de rémunération puis que cette même femme se perçoit au foyer comme une travailleuse de seconde zone, n'ayant aucune autorité à faire valoir son travail professionnel et ses revenus pour exiger un partage du travail ménager et familial, qu'en est-il inversement du travailleur père de famille? Il semble bien que sa double identité joue pour lui, au contraire, doublement en sa faveur.

Au travail, il peut faire valoir sa qualité de «chef de ménage» et de «père de famille» pour obtenir une accélération de sa carrière professionnelle. Diverses études ont montré, en effet, qu'à qualification équivalente le père de famille est favorisé dans l'ascension professionnelle. D'autre part, à la maison, il peut faire valoir l'importance de son travail professionnel pour ne pas partager le travail ménager. Les avantages que lui procure cette double identité sont attribués sans aucune vérification. Un père de famille, qui est un père et un époux indigne, peut bénéficier des mêmes avantages que les pères et époux qui assument ce que la tradition leur impose. De même, le fait d'avoir perdu son travail volontairement ou involontairement n'implique, en aucune façon, que l'homme assumera davantage le travail domestique.

La double identité des femmes leur fait perdre toute identité. Nous avons un a priori favorable à cette idée. Mais comment expliquer que l'inverse soit inversement vrai pour l'homme

qui est précédé d'une identité renforcée grâce à sa double identité?

Reste le problème de l'enfant. Pour terminer sa réflexion l'APRE dit que l'enfant est la clef de voûte du système décrit. Il suffit qu'il y en ait un. Le plus grand danger pour l'édifice social, serait qu'il n'y en ait pas ou plus. C'est évidemment une question fondamentale qu'il conviendrait d'étudier. D'une certaine façon, cette idée rejoint la théorie qui fait de la venue de l'enfant un facteur de «conservatisme» social. En tout cas, en ce qui concerne les rapports sociaux de sexe, diverses études ont déjà fait observer que l'égalité dans un couple était généralement mise en échec lors de la naissance d'un enfant. Mais y a-t-il alors un lien automatique entre cet enfant et l'inégalité sur le marché du travail?

Par un mouvement spontané d'opinion, on aurait tendance à répondre par l'affirmative. Mais il faudrait le prouver, par une analyse sur le marché du travail du statut des travailleurs des deux sexes selon leurs responsabilités parentales. Il est probable que les choses seraient alors moins évidentes...

Pour conclure, soulignons l'intérêt du questionnement de l'APRE. Ultérieurement, si nous devons convenir que la «politique familialiste» est une méthode utilisée pour mener des

politiques de l'emploi discriminatoires, ne faudrait-il pas renvoyer la balle au pouvoir politique et lui montrer, que seule une politique égalitaire sur le marché du travail peut se défendre du point de vue de l'avenir de la «famille»? Mais avons-nous à prendre appui sur la famille pour vouloir l'égalité pour nous-mêmes?

Hedwige PEEMANS-POULLET

- (1) APRE, Cahiers n° 1, février 1985, p. 86.
- (2) *ibid.*, p. 84
- (3) H. Peemans-Poullet, dans M.A. Macciocchi, *Les femmes et leurs maîtres*, p. 115-120
- (4) *Ibidem*, p. 120-121 (Mais la recherche reste à faire).
- (5) *Ibidem*, p. 121-124 et H. Peemans-Poullet, *Crise: accroissement de l'inégalité entre les sexes...*, dans *Contradictions*, n° 48, 1986, p. 16-17.
- (6) H. Peemans-Poullet, *Crise: accroissement...*, dans *Contradictions*, n° 48, 1986, p. 17-18.
- (7) *Quelques exemples chiffrés dans GRIEFS DES FEMMES*, Cahier n° 1, Université des Femmes, mars 1985.
- (8) NQF, n° 11-12, Hiver 1985, *La militarisation et les violences à l'égard des femmes*.
- (9) Voir H. Peemans-Poullet, *L'indépendance économique et l'autonomie des femmes*, dans *Chronique Féministe*, n° 18, juin-juillet 1986.



Dessin tiré des Cahiers de l'Action Juridique n° 35-36

Petit journal féministe: les femmes au jour le jour.

21 MAI

Hélène Passtoors a été reconnue coupable de trahison par la Cour suprême de Johannesburg. Elle a été condamnée à dix ans de prison. En Belgique, s'est constitué un comité de soutien «Hélène Passtoors libre» qui demande que la Belgique condamne l'Afrique du Sud et exige la libération inconditionnelle d'Hélène Passtoors. Le département des Affaires étrangères rechercherait plutôt une extradition ou une expulsion.

22 MAI

Le téléphone arabe a fonctionné à Bruxelles et une vingtaine de femmes se sont retrouvées à l'appel du VOK pour entreprendre une action pendant que Wilfried Martens prononcerait la déclaration gouvernementale issue du conclave de Val Duchesse. Mais il a dû paniquer puisque la déclaration a été reportée au lendemain.

23 MAI

Nous nous retrouvons à une douzaine devant le Parlement. La voix pâteuse du Premier ministre nous parvient par l'intermédiaire d'un transistor. Nous sortons nos panneaux et nos instruments de musique, en l'occurrence des casseroles, et entamons notre concert tandis qu'un homme de l'agence Belga, après une interview, nous photographie. Le chahut durera en tout et pour tout trois minutes. La police ne badine pas dans la zone neutre! Tout se déroule d'ailleurs fort civilement. Il est à peu près 2 h 30 et nous sommes emmenées à sept, six femmes du VOK et moi. Histoire de connaître une expérience que je n'avais pas encore vécue jusqu'à présent, l'incarcération. Pour tout vous dire c'est plutôt du genre désagréable même si nous avons connu les meilleures conditions possibles dans ce genre d'aventure: des flics sympathiques, la possibilité de téléphoner, être enfermées ensemble et la quasi certitude de sortir à 7 h 30 ce qui s'est effectivement produit. Ainsi se trouvait mis en évidence pour un cas bien mineur le pouvoir que s'arroge des autorités policières de «punir» arbitrairement des contrevenants. Notre action ne mérita d'ailleurs pas une ligne dans la presse.

25 MAI

Annemie Neyts, présidente du PVV et «féministe», ne voit absolument rien d'anormal à

mettre les cohabitantes sous la dépendance financière totale de leur compagnon. «La mesure ne concerne que celles qui sont en droit d'attendre l'aide du «cohabitant». Mais voyons! Une présidence de parti vaut bien une trahison.

28 MAI

Le Comité de Liaison, dans un communiqué, s'élève contre les mesures qui frappent les femmes. Les femmes du PSC s'abstiennent. Le KAV (le pendant flamand de Vie Féminine) s'oppose à toutes les mesures dirigées contre les femmes. L'organisation dit non, mais la sénatrice qui les relaie et avait prononcé un discours énergique, vote oui. Le Conseil national des femmes flamandes s'oppose principalement à la diminution des indemnités d'accouchement et à l'élévation de l'âge de la pension à 65 ans.

28 MAI

Les femmes de l'action socialiste tant du Nord du pays que du Sud ont manifesté à la Bourse contre les mesures de Val Duchesse et surtout contre les mesures anti-femmes. Elles ont reçu l'appui du Comité de Liaison des femmes et du VOK, des écologistes et des Rebelles Vrouwen. Elles scandalisent «Martens-Gol à la casserole» et «Miet Smet op de dop» (Miet Smet au chômage). Un groupe s'est dirigé vers le cabinet de Miet Smet, Secrétaire d'état à l'émancipation sociale et y ont remis une lettre ouverte renfermant les griefs des femmes socialistes.

28 MAI

A la Chambre, la majorité vote à l'unanimité, avec ses femmes, avec Miet Smet et Huberte Hanquet, avec Annemie Neyts, la motion de confiance (c'est-à-dire les décisions de Val Duchesse) après un débat où l'opposition, à plusieurs reprises, a critiqué les projets concernant les femmes sans beaucoup d'originalité, les associant souvent dans un même souffle à la famille, aux enfants, aux jeunes et aux handicapés. Les interventions les plus importantes furent évidemment prononcées par les femmes et l'une d'entre elles, Maria Vogel (AGALEV) la ponctua, par une première au Parlement, en s'attachant un tablier de cuisine. Un député socialiste, dont le discours était principalement axé sur la politique de santé des femmes, a terminé son laïus par la spirituelle envolée suivante: «... Je

terminerai en observant que les discours doivent être comme les mini-jupes, longues assez pour couvrir l'essentiel mais courtes assez pour captiver l'attention».

29 MAI

Vrouw en Maatschappij (CVP) craint que Val Duchesse ne frappe spécifiquement les femmes dans leur emploi notamment dans l'enseignement, les soins de santé, les secteurs sociaux et le textile. Leur relais Miet Smet, qui est en même temps Secrétaire d'état à l'émancipation sociale, a voté en faveur du plan.

Le Soir publie la nécrologie de l'Université des femmes.

30 MAI

Vie féminine envoie un télégramme à Jean-Juc Dehaene, Ministre des affaires sociales: «Bien reçu vos dernières mesures en matière de politique familiale et de lutte contre la pauvreté. Bravo! Les femmes paient toujours plus. Nous ne sommes pas dupes. A bientôt pour d'autres actions».

Les femmes du MOC (Vie féminine, femmes CSC, JOC/F) constituent un «front du refus»: «Nous sommes des citoyennes à part entière. Nous avons acquis des droits à la sécurité sociale par notre travail. Nous n'acceptons pas que le mariage ainsi que la vie familiale nous les retirent».

Quant à Miet Smet, elle reste aveugle et sourde au fait que les femmes sont frappées non seulement dans leurs revenus mais aussi dans leur statut. Son porte-parole fait savoir qu'elle suit les réactions de près et qu'elle est d'avis, qu'à l'intérieur du plan budgétaire dans les divers domaines, il faudra tenir compte aussi des réactions des femmes (merci) comme des autres réactions. Elle préconise une concertation entre le gouvernement et les femmes sur des points définis, et notamment l'abaissement des indemnités d'accouchement (comme par hasard!).

31 MAI

Dora Russell est décédée à l'âge de 92 ans. Dès les années 20 elle milite comme féministe ce qui ne l'empêche pas d'épouser Bertrand Russell, futur Prix Nobel de littérature mais qu'on connaît plutôt pour ses prises de position pacifiste et démocratique. Mais ces op-

tions généreuses ne le mettront pas à l'abri de tendances phallogocratiques qui entraîneront leur divorce en 1935. Elle a décrit, entre autres, ses démentis avec lui dans son autobiographie «The Tamarisk Tree».

Toute sa vie, elle a milité en faveur de la paix et plus tard contre l'armement atomique et en 1983, dans une chaise roulante, elle a conduit une manifestation pacifiste à Londres contre l'installation des missiles Cruise.

Dora Russell, une femme remarquable qui fut occultée par l'ombre de son mari.

31 MAI

L'action commune socialiste a rassemblé une énorme manifestation de plusieurs centaines de milliers de manifestants. L'Université des femmes s'était mise en tenue de deuil pour distribuer la nécrologie signalant le décès de la directive 79/17 CEE sur l'égalité des hommes et des femmes dans la sécurité sociale. Sans vouloir faire de l'esbrouffe, elle rencontra un succès certain. Femmes et politique défila en mariées pour ironiser sur le sort fait aux femmes mariées. Par contre peu de groupes de femmes FGTB ou socialistes. Des bruits ont couru que les femmes avaient été découragées de manifester séparément.

Les congressistes du congrès du CVP furent accueillis par plusieurs dizaines de femmes syndicalistes flamandes de la CSC qui distribuaient des tracts et portaient des calicots de protestation. Quand Miet Smet est passée, elles lui ont dit, «Miet, tu nous as déçues».

2 JUIN

Trois cents femmes de la CSC et des sous-statuts des provinces de Liège, Anvers, et Luxembourg ont manifesté devant le Cabinet de Michel Hansenne, Ministre de l'emploi et du travail. Vous avez pu voir cette manifestation à la RTBF et à la BRT.

3 JUIN

Des femmes de la CSC et des sous-statuts du Limbourg, de Louvain, du Brabant wallon ont tenté de se rendre chez le Ministre du budget Guy Verhofstadt. Des militants de la FGTB ont rejoint ce cortège en vue d'une lutte commune contre Martens VI. Vous avez pu voir cette manif à la BRT mais pas à la RTBF. Le soir, le Premier Mi-

Petit journal féministe: les femmes au jour le jour.

nistre soi-même et notre dévouée (mais à qui?) Secrétaire d'état à l'émancipation sociale Miet Smet, ont reçu pendant trois heures les délégations d'organisations de femmes chrétiennes, socialistes et libérales ainsi que le Comité de liaison des femmes et le Conseil national des femmes. Trois heures de concertation bidon.

Gretie d'Hondt, propagandiste nationale de la CSC, reconnaissait que l'entretien n'avait pas apporté beaucoup de résultats concrets tandis que Mia De Vidts, de la FGFB, résume sa position: «Nous refusons de négocier sur les modalités. Ce sont les mesures elles-mêmes qui pour nous doivent être l'objet de la négociation, pas les virgules ou les points».

Au cours de son intervention au Sénat, Nora Staels-Dompas cite des chiffres terribles concernant la pension des femmes.

«Des 286.066 femmes pensionnées, seules 18.569 perçoivent un montant supérieur à vingt mille francs par mois (267.497 ont moins de vingt mille francs!!!). La pension moyenne pour les travailleuses féminines ne s'élève qu'à 9.760 francs contre dix-sept mille pour les hommes et seize mille pour les veuves. Désormais, toutes les femmes devront continuer à travailler jusqu'à 65 ans pour obtenir la même pension»...

La motion de confiance est adoptée au Sénat à l'unanimité par la majorité avec ses femmes, alors que certaines sénatrices CVP et notamment Nora Staels-Dompas avaient tenu des discours sévères concernant les mesures contre les femmes. Les femmes libérales votèrent également la motion, mais leur vote est cohérent avec leurs paroles.

Il nous faut bien réaliser que les sénatrices libérales éprouvent le plus profond mépris pour les femmes et qu'il devient indispensable que nous reconnaissons en elles l'instrument même des phallos qui nous gouvernent.

4 JUIN

Des femmes de la CSC et des sous-statuts du Hainaut, de Flandre orientale et de Flandre occidentale se sont rendues aux cabinets du Ministre des affaires sociales Jean-Luc Dehaene et de la Secrétaire d'état à l'émancipation sociale. Comme les jours précédents une délégation fut reçue par leurs

excellences. Miet Smet a déclaré qu'elle allait, au sein du gouvernement, défendre avec énergie le point de vue des femmes (pauvre petit moineau). Vous avez pu voir cette manif à la BRT mais pas à la RTBF.

5 JUIN

Des femmes de la CSC et des sous-statuts de tout le pays se sont à nouveau rendues aux cabinets des différents ministres. Elles étaient accompagnées par des bonzes de la FGFB pour constituer un cortège de cinq mille personnes. Et puis un mouton rasé et un coq, le premier exprimant que le mouton social a déjà été tondu et le coq (Haan en flamand) symbolisant la trahison du Ministre Dehaene.

Le Comité de Liaison manifeste à la Bourse en distribuant des tracts qui dénoncent les mesures discriminatoires dirigées contre les femmes issues de Val Duchesse. Il fait signer une carte de protestation: «Les femmes disent non à Martens VI».

6 JUIN

Des femmes de la CSC, de Vie Féminine et des sous-statuts se sont rendues au cabinet du Ministre Dehaene. Elles ont remis au ministre des milliers de cartes signées où il a pu lire: «Nous avons acquis des droits économiques et des droits à la sécurité sociale par notre travail. Nous n'acceptons pas que le mariage ainsi que la vie familiale nous les retirent. Les femmes qui luttent pour leurs droits ne font pas partie de l'histoire ancienne». Et pour lui faire comprendre qu'elles n'ignorent pas que ce sont principalement les femmes mariées qui sont visées, elles ont remis en même temps des centaines d'anneaux de mariage soulignant ainsi que seuls le célibat ou le divorce s'offriraient comme solution aux femmes.

7 JUIN

Mia Doornaert, présidente de l'Association générale des journalistes professionnels de Belgique, a été élue à la présidence de la Fédération Internationale des Journalistes.

Dans «Het Volk» une longue interview de Miet Smet à faire dresser les cheveux sur la tête! Quelques exemples: «En sécurité sociale il est évidemment ridicule de prétendre que ce sont les femmes qui sont visées spécialement: il est vrai

par contre, qu'à cause des circonstances ce sont surtout les femmes qui sont touchées. Mais même alors il faut encore tenir compte des chiffres et des équilibres à atteindre... «On ne peut pas dire que ce gouvernement agisse contre la famille... Les indemnités d'accouchement peuvent paraître dirigées contre la famille, mais le principe qui justifiait au départ cette indemnité était qu'il ne pouvait pas y avoir de perte de revenus consécutive à la grossesse. Or à présent, l'indemnité entraînait une augmentation de ce revenu...». «D'autre part, parmi les candidates à la pension se trouvent pas mal de chômeuses. Pour elles, l'augmentation de l'âge de la pension peut être avantageuse parce que les indemnités de chômage sont souvent plus élevées que la pension qu'elles pourront toucher, par exemple à la suite d'une carrière incomplète. Le même raisonnement vaut pour l'invalidité». Concernant les cohabitants: «Nous sommes partis du principe du maintien du droit individuel... Nous maintenons donc le droit individuel mais nous introduisons la suspension. Personne ne peut donc être exclu du chômage... Et papa Houthuys était passé par là car Miet Smet peut annoncer: «La norme de revenu familial est peut-être trop basse mais il est probable qu'elle puisse être rediscutée»... Triste à pleurer!

10 JUIN

Le Comité de Liaison des femmes de Charleroi, créé sur le modèle de celui de Bruxelles, a organisé une manifestation motorisée de quatre-vingts voitures pour s'opposer au plan de Val Duchesse.

11 JUIN

Les députées de tous les partis ont constitué un Comité d'avis, Statut des femmes. Elles pensent bien pouvoir aboutir à des accords concernant la sécurité sociale. Elles auraient préféré constituer une authentique commission parlementaire mais celle-ci requiert un minimum de 23 membres et elles ne sont que 13. Le Comité est présidé par Huberte Hanquet. Le Comité a déjà déposé à la Chambre une proposition de résolution réclamant l'application de la directive européenne sur l'élimination de toutes discriminations fondées sur le sexe, soit directes soit indirectes. La résolution demande notamment que l'on supprime les références à l'état matrimonial et familial.

12 JUIN

Les femmes de Vie Féminine (national) prennent le relais ce jeudi à la Bourse. Des bruits courent déjà que le bourgmestre socialiste de Bruxelles voit avec agacement ces actions du jeudi. Vie Féminine a apporté ses panneaux, ses drapeaux et offre en même temps que les tracts un petit bonbon acidulé au citron pour concrétiser nos malheurs. Soudain, un bruit qui gonfle: les postiers qui font la grève débouchent du boulevard Anspach drapeaux bleus, rouges et verts flottant au vent. Et ce fut la grande fraternisation aux cris: «Les femmes avec nous!», «Les hommes avec nous». Echanges amicaux avec des femmes postières. Une ambiance de fête et de solidarité. Vous avez vu la manif des postiers à la RTBF, mais comme par hasard, alors que les techniciens étaient là, sur notre écran les images se sont juste arrêtées à l'arrivée des postiers à la Bourse.

19 JUIN

Les femmes CSC se retrouvent à la Bourse. Nous portons ombre à la Bourse, paraît-il. Les drapeaux verts émergent de la gueule des lions. Il fait estival. L'action se déroule d'une manière très décontractée.

21 JUIN

La grossesse de l'homme est techniquement possible mais c'est tellement grotesque que seul le Nouvel Obs pouvait y trouver vraiment un sujet d'excitation.

21 JUIN

Les femmes travailleuses et sans emploi de la FGFB publient dans «Syndicats» une lettre ouverte aux femmes et aux travailleuses sans emploi de la CSC:

LETTRE OUVERTE AUX FEMMES ET AUX TRAVAILLEURS SANS EMPLOI DE LA CSC

Les femmes, travailleuses et sans emploi, de la FGFB saluent la manifestation de la CSC

Nous sommes heureuses de constater que vous aussi, vous réagissez et passez à l'action.

Certes, une travailleuse est une femme; une chômeuse est aussi une femme.

Nous avons toutes des objectifs communs.

Petit journal féministe: les femmes au jour le jour.

C'est pour cette raison qu'aujourd'hui nous aurions souhaité être en masse avec vous.

La direction de la CSC ne veut pas entendre parler d'actions communes.

En effet, malgré nos demandes répétées, la CSC n'a pas voulu que vous soyez à nos côtés en masse pendant nos grèves, de même qu'à notre grand rassemblement des 150.000 manifestants, le samedi 31 mai dans les rues de Bruxelles.

Tant de souhaits pour un combat commun!

Dont vous rêvez sans doute également...

Mais la réalité est bien différente.

Pour nous une chose est bien sûre:

NOUS NE NOUS LAISSERONS PAS ACHETER AVEC DES COMPROMIS SUR DES DETAILS.

Demain, certains vous présenteront des concessions secondaires, comme des victoires importantes!

La CSC annoncera qu'il n'y aura pas 50.000 femmes, mais «seulement» 30.000 qui seront exclues du chômage, que des modalités ou des délais d'application seront modifiés...

mais les mesures seront toujours là!

Ne tombez pas dans ce piège.

Ensemble, nous devons continuer le combat.

- Aucune modération pour les allocataires sociaux;

- 40 ans de travail, c'est assez;

- Plus d'emplois pour les femmes.

C'est ce que veut la FGFB!

Cela doit être aussi la volonté de la CSC!

Ensemble, luttons unis pour l'obtenir.

Femmes travailleuses et sans emploi de la FGFB

Syndicats 21.6.86.

Du 21 au 26 juin a eu lieu à Oslo, dans le Campus de l'Université Blindern, la deuxième Foire internationale du livre féministe, deux ans après Londres. Elle fut mise sur pied par deux Elisabeth, E. Middelthon et E. Bjelland. Plus de cent cinquante éditeurs, représentant plus de trente pays étaient représentés! La foire connut un succès considérable.

25 JUIN

Les femmes et les sans-emplois de la CSC ont tenu une conférence de presse pour réaffirmer leur position, qu'elles soutiendront au Conseil na-

tional de la CSC du 27 juin 1986, notamment en matière de chômage. Elles considèrent que l'introduction d'une enquête sur les ressources pour l'attribution du droit aux indemnités de chômage correspond à introduire un cheval de Troie dans la sécurité sociale belge.

26 JUIN

Brouhon nous a eues à l'usure. Les femmes du PS (national) manifestent à la place de la Monnaie.

27 JUIN

L'Association des femmes au foyer flamande se retire du Conseil national des femmes parce qu'elle considère que ses intérêts ne sont pas suffisamment défendus.

28 JUIN

La Fédération générale du travail indépendant, association de classes moyennes poujadiste, a recueilli 191.252 signatures pour réclamer, entre autres, la suppression du cumul dans la fiscalité. Elle annonce une manifestation de femmes en octobre. Ce qui prouve bien que des points de convergence peuvent exister entre des mouvements qui n'ont rien en commun d'autre part.

30 JUIN

Du 30 juin au 4 juillet s'est tenue à Tilff la première session de l'Université d'été des femmes.

3 JUILLET

Les femmes du PC ont pris le relais et ont manifesté devant l'église du Finistère. Elles seraient championnes pour le nombre de cartes signées contre Val Duchesse.

4 JUILLET

Tandis que le monde occidental se contente de pieuses déclarations hypocrites, la lutte contre l'apartheid se poursuit en Afrique du Sud. A côté de Winnie Mandela, d'autres femmes combattent avec énergie. Comme Winnie Mandela, Albertina Sisulu est l'épouse d'un condamné à vie. Elle est coprésidente du Front Démocratique Uni, qui regroupe des centaines d'organisations anti-apartheid. Malgré ses emprisonnements longs et fréquents, elle demeure en première ligne.

9 JUILLET

Le concours d'affiches de cinéma organisé par la Chambre belge de la cinématographie a été remporté par Myriam De Groote.

10 JUILLET

La peintre et graphiste surréaliste Marie Carlier est morte à l'âge de 66 ans. Elle jouissait d'une grande réputation tant en Belgique qu'à l'étranger et ses œuvres sont exposées dans une vingtaine de musées.

15 JUILLET

Les femmes du SEP ont repris le flambeau et ont manifesté devant les galeries Agora. Nos manifestations du jeudi, que la RTBF n'a toujours pas signalées bien que les femmes paient également la taxe radio-TV, ont pu être observées par pas mal d'étrangers.

17 JUILLET

Femmes et politique ont poursuivi l'action à la place Sainte-Catherine, au milieu des échoppes du marché.

22 JUILLET

Une réunion s'est tenue à Bruxelles en vue de produire un film représentant douze vies de femmes des douze pays de la Communauté. Il s'agira chaque fois d'une femme qui aura tenté de se distancer des rôles traditionnels. Le film est destiné à être diffusé à la TV dans chaque pays de la Communauté et le projet est soutenu par le service d'information de la Commission européenne. Les productrices de films qui ont déjà accepté de s'associer à cette initiative sont:

Pour la France: Josée Dayan et Elisabeth Badinter;
Pour la Grande-Bretagne: Laura Mulvey;
Pour l'Espagne: Emma Cohen;
Pour l'Irlande: Pat Murphy;
Pour la RFA: Gabi Kubach;
Pour les Pays-Bas: Nouska van Brakel;
Pour la Belgique: Marion Hansel;
Pour le Danemark: Astrid Hemming Jensen;
Pour l'Italie: Anna Azan.

Il existe des chances sérieuses d'associer encore le Luxembourg, le Portugal et la Grèce.

24 JUILLET

Les Femmes prévoyantes socialistes ont investi la place de la Monnaie devant l'Hôtel Mé-

tropole et la signature des petites cartes s'est poursuivie sans incident notable, sans répercussion non plus à la RTBF. Mais finalement comment en être surpris. Le niveau général de l'information tant à la radio qu'à la TV est si bas, une véritable spéléo, qu'il n'y a aucune raison qu'ils s'aperçoivent que les femmes protestent chaque jeudi depuis six semaines.

25 JUILLET

Si dans les sauvettes précédentes j'ai donné l'impression de croire que Miet Smet était plus attachée à sa carrière qu'au sort des femmes voici qui va vous convaincre du contraire. Elle a déclaré vouloir contribuer à une garantie de chances égales pour les hommes et les femmes à l'armée et à la gendarmerie, par des modifications structurelles. Il s'agirait surtout de revoir les normes physiques exigées pour les femmes pour être admises dans les différents corps d'armée.

26 JUILLET

Le parc-safari de Giuskud est en deuil. L'éléphant mâle Frédéric est mort d'une attaque cardiaque consécutive aux persécutions des sept éléphants qui partageaient sa vie. Chaque fois qu'il approchait une femelle dans l'intention de la lutiner, les autres s'interposaient, poussées par la jalousie. Ces frustrations répétées lui auront été fatales.

27 JUILLET

Le Ministre de la Défense Xavier de Donnéa (PRL) a refusé la nomination de Mieke Van Haegendoren comme professeure à l'Ecole Royale Militaire. Cette docteure en sociologie avait pourtant été proposée par le Conseil académique de l'ERM après avoir brillamment remporté les épreuves prévues pour ce poste. Mieke Van Haegendoren a, aux yeux de l'établissement militaire, deux défauts majeurs: elle est femme et elle est socialiste. Mais, dans le premier cas la discrimination est flagrante et directe, dans le second il s'agirait plutôt d'un interdit professionnel qui n'est pas admis chez nous. Ce déni de justice a évidemment occasionné des remous et des protestations. Le président du SP s'est découvert une vocation de défenseur des (pauvres) femmes. Léona Detliege a réuni une pétition signée par cinquante et un parlementaires dont la PSC Huberte Hanquet. Le Front des femmes

Petit journal féministe: les femmes au jour le jour.

socialistes et le Vrouwenoverlegkomitee ont lancé des communiqués indignés. Quant à Mieke Van Hemeldonck, députée européenne SP, elle estime: «qu'il est plus que temps que les femmes universitaires se mettent à réagir contre la manière dont l'establishment masculin installe uniquement des hommes dans les fonctions dirigeantes ou prestigieuses». Elle s'en prend de plus à la Secrétaire d'état à l'émancipation: «si elle est d'avis qu'elle n'a pas à intervenir dans les nominations de femmes, elle peut tout aussi bien s'en aller». Miet Smet rétorque à cela qu'elle n'a aucunement l'intention d'aller tirer l'oreille aux Ministres pour chaque problème de nomination. C'est évidemment un peu faible et un peu court!

30 JUILLET

Wi vina Deme Secrétaire d'état à la santé publique, veut mettre sur pied un colloque en mai 87 qui traitera des problèmes bio-éthiques et génétiques. Des pontes de toutes les disciplines académiques seront représentées. Les principales intéressées, les femmes, seront une fois de plus les grandes absentes alors qu'elles sont concernées très directement. Encore bon que ce soit une femme qui en a pris l'initiative.

Uuf! Le Conseil de contrôle qui a été constitué se compose des professeurs Molitor et Kerkhofs, et des docteurs Farber et Schoysman.

31 JUILLET

Une femme Ecolo était là pour assurer la permanence du jeudi, devant la Gare centrale. Heureusement que quelques autres femmes étaient venues par solidarité. Décidément, toutes les femmes Ecolos devaient être en vacances, sinon on aurait pu les accuser d'irresponsabilité.

5 AOUT

Beryl Markham, la première femme pilote à avoir relié l'Angleterre à l'Amérique du Nord en 1936, est décédée à Nairobi à l'âge de 83 ans. Cette femme, dont la vie fut un véritable roman à rebondissements, croisa également sur son chemin Karen Blixen, inspiratrice -paraît-il- de «Out of Africa», qui la décrit dans un de ses livres.

7 AOUT

Les femmes du PS (section Bruxelles) se sont retrouvées, cette fois, devant le Passage 44 (là s'arrête l'imagination de Brouhon). L'action s'est déroulée

avec le succès habituel et le silence tout aussi habituel.

8 AOUT

Une équipe américaine prétend pouvoir déterminer le sexe d'un enfant en procédant à sa fécondation in vitro grâce à une méthode de sélection des spermatozoïdes avant la rencontre avec l'ovule.

Selon le professeur Jacques Testart, le taux de réussite ne serait que de 60 à 65 %. Moi je détermine à coup sûr le sexe d'un enfant, sans manipulation aucune, avec un taux de réussite de 50 %.

14 AOUT

Les Veuves travailleuses pensionnées victimes de l'Arrêté royal n° 30 ont mis leur point d'honneur à prendre leur tour dans les manifestations du Comité de liaison. Elles étaient venues nombreuses à la Bourse pour exprimer leur indignation contre la spoliation scandaleuse dont elles sont victimes. Elles avaient apporté des calicots bien sentis.

21 AOUT

L'Université des Femmes, nous quoi, avons pris notre tour dans les jeudis de protestation et, sous l'œil amorphe d'Albert I,

avons interpellé les femmes qui passaient devant l'Albertine.

24 AOUT

Dian FOSSEY, la naturaliste américaine qui vécut pendant de longues années au Rwanda au milieu de ses amis les gorilles, avait été trouvée assassinée le 29 décembre 1985. Elle a peut-être été tuée par un collègue américain naturaliste, qui tentait ainsi de s'approprier ses travaux pour étoffer une thèse qu'il devait présenter incessamment.

25 AOUT

A 97 ans, s'est éteinte Germaine ACREMANT, auteur d'un roman «Ces Dames aux chapeaux verts» qui a ravi toute une génération (et peut-être deux).

28 AOUT

Les femmes de Vie Féminine (section Bruxelles), assistées par les Veuves travailleuses pensionnées avaient déroulé les calicots devant l'Eglise du Finistère. Le va et vient y est important et de nombreuses personnes se sont intéressées à la manifestation. Non loin de nous, un orchestre chilien qui jouait d'ailleurs fort bien.

ROSA YERGANIAN NOUS A QUITTEES

Rosa est partie comme elle a vécu, en cherchant à ne déranger personne. Elle s'est éteinte le 18 juin 1986, au moment où les rues retentissaient des cris des manifestants mobilisés contre les mesures de Val Duchesse. J'aime à croire qu'elle a pu suivre jusqu'à la fin des événements qui ont marqué la réalisation d'un de ses vœux les plus chers, elle qui était attachée en priorité à la tolérance. Pour elle, le sectarisme était à l'origine de tous les maux. Cette enseignante a dû apprécier la fraternisation entre les différents réseaux et l'apparition d'un front commun syndical.

Militante infatigable depuis 40 ans, elle a travaillé dans plusieurs organisations, conservant toujours son sens critique et un arrière fond anarchisant; au Parti communiste jusqu'en 1968, syndicaliste à la CGSP enseignement, elle a, en outre, animé des associations liées à l'éducation. Elle avait finalement trouvé chez les féministes un mode de fonctionnement où elle se sentait parfaitement à l'aise. Elle se chargea pendant de longues années de l'organisation de voyages féministes mémorables.

Je garde d'elle le souvenir d'une femme courageuse, n'hésitant pas à jouer de son âge déjà avancé pour arriver à ses fins. Je la vois encore à Rome, au bras d'une copine, franchir tranquillement un cordon de troupes en armes pour assister à un procès de violeurs tandis que des milliers de femmes manifestaient devant le Palais de justice.

Sa curiosité était insatiable et bien qu'elle éprouvât de grandes difficultés à se déplacer, si elle ne marchait pas vite elle arrivait toujours, tellement était vive sa soif d'information.

A présent Rosa s'en est allée sur la pointe des pieds. Elle était une sorcière comme les autres.

E.R.



Le sort des droits directs et des charges familiales

«Cohabitanes de tout le pays, séparez-vous»

Jusqu'à présent malgré les protestations de tous bords, rien de fondamental n'a changé depuis les décisions de Val Duchesse. En ce qui concerne le chômage tous les arrêts d'application ne sont pas encore sur la table (semble-t-il), mais à la télévision, le 8 septembre, le Premier Ministre a confirmé l'intention du gouvernement de supprimer les allocations de chômage des «cohabitants qui n'en sont plus», dont le chômage est anormalement long et dont le conjoint ou concubin a un revenu supérieur à un certain montant (50.000 frs semi-brut). Il a affirmé qu'il pensait que la nouvelle formulation des catégories de chômeurs mettrait la Belgique en conformité avec la Directive de la CEE. Il a aussi prétendu une fois de plus, comme le font d'ailleurs tous les responsables politiques qu'un(e) cohabitant(e) n'avait pas de «charges familiales».

Ainsi ci-dessous je montrerai d'une part que la réglementation du chômage contrevient à la Directive sur l'égalité dans la sécurité sociale, d'autre part je restituerai aux femmes travailleuses mariées ces responsabilités familiales qu'on semble leur dénier. Enfin, je poserai des questions sur le sort différent qui est fait aux droits directs et aux droits dérivés en sécurité sociale.

Les nouvelles mesures sont en infraction par rapport au droit communautaire.

Les cohabitants ont perdu leur dénomination et leur droit. Ils sont une espèce en voie de disparition. Depuis six ans leurs allocations se réduisent comme peau de chagrin. Maintenant on leur supprime le droit aux allocations si leur chômage dure «trop» longtemps et si leur conjoint gagne plus qu'un certain montant...

Cette suppression atteindra, dès la première volée, quelque

12 à 20.000 cohabitants. Probablement 19.000, dont 90 % de femmes. Il leur en coûtera quelque deux milliards par an. Après cette première volée, la durée moyenne du chômage aura diminué et on pourra à nouveau supprimer les allocations de tous les cohabitants qui ont un chômage anormalement long. Et ainsi de suite... N'y aurait-il plus que deux chômeurs que la durée du chômage de l'un des deux peut être anormalement longue...

Et tout cela est parfaitement illégal et contraire au Droit européen (1). Très récemment la Commission des Communautés Européennes l'a encore explicitement dit au gouvernement belge, dans ce qu'on appelle un «avis motivé» dont je vais analyser le contenu.

Mais d'abord rappelons qui sont ces cohabitants contre lesquels les gouvernements s'acharnent depuis 1980. Il s'agit de chômeurs qui ne sont ni chefs de ménage, ni isolés. Statistiquement, ces cohabitants sont dans la grande majorité des cas des chômeuses mariées. Cette nouvelle catégorie a été créée en 1980. Depuis, elle n'a cessé de voir écorner ses droits: réduction des allocations au forfait en 3^e période, diminution de 6 % des allocations, montant minimum réduit, sélectivité plus grande quant à l'exclusion pour «chômage anormalement long», et depuis Val Duchesse, exclusions automatiques dans certains cas et conditions puis enfin, introduction de la même notion de cohabitants en invalidité avec, bien sûr, diminution des prestations.

Et, sur cette base, les cohabitants sont parfois exclus de leurs droits tandis que les droits dérivés sont préservés ou renforcés. Le caractère social et injuste de cette situation, sera abordé plus loin.

Il est donc clair que les mesures que le gouvernement prend à l'encontre des cohabitants sont un défi à l'égard du droit communautaire.

Mr. Delors confirme

Mais que fera la Commission des Communautés Européennes? Elle redit continuellement ses bonnes intentions: «Elle continue et continuera à suivre l'application effective de ces Directives d'autant plus que la situation économique actuelle pourrait entraîner des discriminations à l'égard des femmes», disait récemment Jean Degimbe, directeur général, dans un numéro de l'Europe Sociale consacré à la politique communautaire en faveur de l'égalité entre hommes et femmes.

Ou plus énergique encore était la réponse que Jacques Delors, président de la Commission des Communautés Européennes, avait fait tenir à l'Universi-

té des Femmes. Celle-ci avait, en effet, à la suite de Val Duchesse, diffusé largement une annonce mortuaire de la Directive sur l'égalité des hommes et des femmes dans la sécurité sociale. «La commission n'entend en aucune façon prendre acte de ce décès», fait-il répondre. «Elle considère, au contraire, que la Directive est bien vivante et elle est prête à en administrer la preuve, si nécessaire, aux gouvernements qui pourraient en douter, en recourant le cas échéant à des procédures d'infraction».

Pourvu que cette preuve arrive avant que tous les cohabitants n'aient été astreints au divorce, à la séparation, ou à se répartir judicieusement les enfants afin de bénéficier des allocations qui leur permettront de survivre...

COMMISSION
DES
COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES
DIRECTION GÉNÉRALE
DES AFFAIRES SOCIALES
ET DE L'ÉDUCATION

V/B/1 1987

Bruxelles
AL/cit

U. G. EMPLOI, AFF. SOC. ET ÉDUC.
V. B. DÉP. X. REF.
11.07.88 008583

Madame Nadine PLATEAU
Présidente de l'Université
des Femmes
Place Quetelet, 1a
1030 BRUXELLES

Madame la Présidente,

Monsieur le Président DELORS a bien reçu votre lettre du 6 juin 1986 lui transmettant le "faux-part du décès de la directive 79/77/CEE".

Je puis vous répondre, en son nom, que la Commission n'entend en aucune façon prendre acte de ce "décès". Elle considère, au contraire, que la directive est bien vivante et elle est prête à en administrer la preuve, si nécessaire, aux Gouvernements qui pourraient en douter, en recourant, le cas échéant, à des procédures d'infraction.

Permettez-moi, pour le reste, de vous féliciter d'une initiative qui, en mettant autant d'esprit que d'engagement au service de la cause de l'égalité de traitement entre hommes et femmes, représente par ailleurs une excellente opération publicitaire pour la directive qui tend à mettre en oeuvre ces mêmes principes en matière de sécurité sociale.

Veuillez agréer, Madame la Présidente, l'expression de mes sentiments distingués.

J. DELORS
Directeur Général

Adresse postale: Rue de la Loi 200 - B-1049 Bruxelles - Belgique
Téléphone: Standard 220 11 11/220 11 11 - Ligne directe 23
Téléc: COMELU 8 2187 - Adresse télégraphique: COMELUR Bruxelles



Que dit la Commission?

Elle rappelle tout d'abord dans son avis motivé du 2 juin les principes de la Directive 79/7 qui impose l'égalité des hommes et des femmes dans la sécurité sociale. Il est interdit de faire des différences aussi bien dans le prélèvement des cotisations que dans le calcul de l'attribution des prestations, et dans les conditions de durée ou de maintien du droit.

Elle réaffirme que de telles discriminations ne peuvent être instaurées ni *directement* (c'est-à-dire de manière explicite), ni *indirectement* (c'est-à-dire de manière détournée ou cachée). Ainsi on ne peut pas faire référence au statut familial ou matrimonial pour établir ces différences dans le calcul des prestations.

Or, le gouvernement belge adopte des réglementations qui, de manière détournée, permettent de discriminer des chômeurs cohabitants (qui sont majoritairement des femmes mariées) à la fois dans le calcul du montant des allocations, dans la durée de l'attribution de celles-ci et dans le *maintien* du droit.

Le principe qu'il poursuit, il ne le cache pas: les économies en sécurité sociale, il affirme vouloir les faire sur la base d'une «*sélectivité familiale*». Le 20 mai,

dans une conférence de presse, le ministre des Affaires sociales déclarait encore que les montants des prestations de sécurité sociale doivent «tenir compte de la situation familiale réelle des bénéficiaires d'allocations». Cette déclaration est donc formellement en contradiction avec la Directive de la CEE.

Discrimination indirecte

Quels que soient les termes utilisés pour désigner les catégories de bénéficiaires de la sécurité sociale, s'il apparaît qu'il y a une disproportion manifeste entre les pourcentages d'hommes et de femmes qui sont regroupés dans les diverses rubriques, c'est signe qu'il y a discrimination. C'est ainsi que la Commission estime «que le traitement préférentiel organisé en Belgique... en matière de calcul des allocations de chômage au profit des chômeurs chefs de ménage lesquels sont pour une part largement prépondérante représentés par des ayants droits masculins, fait apparaître une discrimination indirecte au détriment des ayants droits féminins dépourvue de justification objective et comme telle incompatible avec la Directive 79/7 de la CEE».

Ce qui était vrai pour la catégorie des «chefs de ménage» le demeure évidemment aussi

pour la nouvelle catégorie des «travailleurs justifiant de la perte d'un revenu unique et de charges de famille...» qui est la nouvelle dénomination des chefs de ménage.

Porte ouverte

La Commission n'est cependant pas insensible à la situation difficile dans laquelle se trouvent les chômeurs et chômeuses qui ont des charges de famille. Ainsi elle laisse la porte ouverte à l'attribution d'un supplément pour cette charge mais elle impose des conditions.

La première c'est que ce supplément soit un montant forfaitaire identique pour tous les conjoints à charge et non proportionnel au salaire perdu du titulaire. L'attribution d'un montant proportionnel au dernier salaire perdu, comme c'est le cas dans la législation belge du chômage et bientôt dans celle de l'invalidité, apparaît donc comme «illégitime au regard du principe de l'égalité de traitement».

Défi

Ce n'est pas tout. Selon la Commission, cette majoration qui doit être forfaitaire ne peut être attribuée que lorsqu'elle vient «compléter des presta-

tions sociales garantissant à leur bénéficiaire un minimum de ressources.

C'est donc seulement dans le cadre du MINIMEX (de l'assistance sociale) que l'on peut envisager d'attribuer un supplément forfaitaire au titre de charges familiales.

Cette considération renvoie aux fondements mêmes de la sécurité sociale. A l'heure actuelle, les bénéficiaires de droits directs se voient, lorsqu'ils sont «cohabitants» soumis à des enquêtes directes ou indirectes sur les ressources.

On constate donc que cette catégorie de «cohabitant» a été créée pour pouvoir diminuer les droits d'un groupe particulier d'assurés sociaux, celui-ci majoritairement composé de femmes mariées ou vivant en concubinage.

Ces mesures s'opposent tout à fait au Droit de la Communauté Européenne. C'est pourquoi dès leur introduction, les associations de femmes regroupées dans le Comité de Liaison des Femmes, ont porté plainte auprès de la Commission des Communautés. Celle-ci a entamé une procédure d'infraction contre le gouvernement belge, lui a demandé de se justifier, n'a pas accepté ses explications et vient de le «sommé» de se mettre en règle avec le Droit Européen. C'était le 2

juin. Le délai était d'un mois. Et qu'en advient-il? Le gouvernement vient encore d'aggraver son cas et surtout le sort des «cohabitants».

Bien sûr, il a changé les dénominations des catégories de chômeurs, mais il supprime le bénéfice du droit (l'octroi des allocations...) à une partie d'entre eux, des femmes mariées pour la plupart. Mais revenons à la Commission des Communautés Européennes et à son AVIS MOTIVÉ.

Les «cohabitants» n'ont-ils réellement pas de charges familiales.

Selon les nouveaux critères donc, de très nombreuses chômeuses cohabitantes vont être privées de leurs allocations de chômage comme si celles-ci étaient pour elles du «superflu». En outre pour ceux qui restent bénéficiaires d'allocations de chômage, selon les nouveaux critères de calcul, une différence de 20 ou 25 % distingue désormais les chômeurs qui peuvent justifier de charges de famille de ceux qui ne peuvent pas en justifier. Il s'agit du réaménagement d'un vieux principe de la sécurité sociale, selon lequel il convient de majorer le revenu de remplacement de celui qui est supposé être l'unique gagnepain de la famille. Depuis que ce principe est apparu dans la sécurité sociale, pas mal de choses ont changé dans la structure de la famille, la stabilité des couples et dans la composition des revenus du ménage. Aujourd'hui l'application de ce principe est devenue injuste et inacceptable. Il est difficile dans cet article d'analyser l'ensemble des pré-supposés que comporte cette réglementation. Je me contenterai de montrer, à travers quelques exemples, le potentiel d'injustice qu'elle comporte.

Qu'est-ce qu'une charge de famille?

Ne nous berçons pas d'illusion. La nouvelle réglementation, pas plus que l'ancienne (2), ne vise à rencontrer réellement les charges de famille. En effet, elle est par exemple totalement indifférente au nombre de personnes à charge, à l'autonomie économique potentielle d'une personne à charge, etc. Ainsi un adulte avec un enfant sera considéré comme ayant des charges familiales mais deux adultes et quatre enfants ne seront pas tous les deux considérés comme ayant des charges

familiales. Ou encore un homme marié sans enfant pourra recevoir l'allocation de chômage maximale si sa femme reste tranquillement à la maison, tandis qu'on réduira voire supprimera l'allocation de chômage de la femme mariée, mère d'une famille nombreuse, qui s'est pendant des années décarcassée pour travailler afin de pouvoir partager avec son mari les frais de l'éducation des enfants.

Il y a d'autre part, des charges de famille qui entraînent une majoration de l'allocation de chômage tandis que d'autres entraînent la diminution ou la suppression de cette allocation. Ainsi un ou une célibataire en chômage qui accepte de prendre chez soi un parent pensionné âgé nécessitant beaucoup de soins et de patience, se voit réduire le montant de ses allocations de chômage, tandis que, comme nous l'avons dit plus haut, le jeune chômeur marié qui fait tenir son ménage, entretenir ses vêtements, etc, par sa «femme au foyer», recevra une majoration de son allocation.

Il peut donc arriver que le chômeur qui se dévoue soit «pénalisé» tandis que celui qui se fait servir soit «récompensé».

A qui sert le supplément pour charges familiales?

Dans la majorité des cas, le supplément pour charges familiales sera versé dans le budget d'un ménage vivant déjà sur la corde. Mais rien ne garantit le bon usage de ces suppléments. Chacune d'entre nous connaît malheureusement des cas où des hommes mariés, pères de famille, ne donnent pas ou pas assez d'argent pour le ménage et les enfants. Ou encore celui d'hommes qui, même lorsque les revenus du ménage diminuent, ne prétendent pas réduire leurs propres dépenses, par exemple, celles réservées à leur voiture ou à leurs loisirs (comme l'assistance à des matches de football). Il est donc tout à fait malvenu de laisser croire que la situation des personnes à charge est automatiquement assurée par l'attribution au titulaire «avec charges» d'un supplément destiné à la subsistance des premières. Pensons au cas des pensions alimentaires des enfants après une séparation ou un divorce... Il y a des chômeurs qui reçoivent comme chefs de ménage des suppléments et qui ne versent pas les pensions alimentaires de leurs enfants!

Et le revenu des «cohabitants»?

Si l'attribution de «suppléments pour charges familiales» peut faire croire que les revenus attribués au chef de ménage bénéficient automatiquement au ménage et aux personnes à charge, les réductions et suppressions imposées aux cohabitants font croire, de leur côté, que les revenus des cohabitants ne servent pas à l'entretien de la famille, autrement dit que le cohabitant n'a pas de personnes à charge.

Or, qu'en est-il dans la réalité? Rappelons une fois encore, qu'aujourd'hui la majorité des enfants vivent dans des familles où les deux parents ont une activité professionnelle. Que la décision d'avoir des enfants, le choix du moment, la structure de l'habitat et les autres dépenses familiales sont engagés sur la base de l'apport de ces deux revenus. Dans ces familles, majoritaires aujourd'hui, la charge économique de la famille est partagée. Ainsi, le cohabitant assume d'abord totalement sa propre subsistance (alimentation, vêtements, transports, santé, loisirs, etc.) et à ce titre la justice la plus élémentaire veut qu'il conserve au moins, une allocation d'isolé. Le conjoint qui est, aujourd'hui, obligé d'assumer totalement ou partiellement l'entretien de son mari ou de sa femme en chômage, continue cependant à verser ses cotisations à la sécurité sociale pour l'ensemble de la population active!

Il paie pour tous mais en plus il doit assumer les frais encourus par le chômage de son propre «cohabitant» qui a, lui aussi, cotisé pour tous! C'est un déni au caractère social de cette assurance!

Au-delà de sa propre subsistance, les revenus du cohabitant servent le plus généralement à l'entretien de l'ensemble du ménage et à l'éducation des enfants. Par exemple, une travailleuse mariée et mère de famille assume courageusement les frais d'alimentation, de vêtements, de teinturerie, de santé, les petits frais de scolarité et de loisirs de ses enfants.

La plupart des travailleuses des familles moyennes et modestes consacrent la plus grosse partie de leur argent à la famille. Elles en utilisent très peu

pour elles-mêmes. Quand elles font un «extra» c'est encore souvent pour améliorer l'habitation familiale.

Il est donc tout à fait malhonnête de faire croire, par des législations telles que celle qui prévaut actuellement en chômage, que les cohabitants n'ont pas de «charges familiales». Au contraire, on peut même pré-supposer que la vie quotidienne des enfants est le plus directement menacée par la réduction des revenus de leur mère. Aujourd'hui dans les dépenses des ménages on constate que les dépenses «autres» se maintiennent tandis que les dépenses «alimentation» diminuent. N'est-ce pas déjà un début de preuve?

La sécurité sociale doit-elle avoir une opinion sur le style de vie des familles?

Quand les responsables politiques accepteront-ils de reconnaître la réalité de la vie des ménages d'aujourd'hui? Quand accepteront-ils de reconnaître qu'une famille où les deux conjoints travaillent, c'est une famille qui fait preuve, par sa double activité, que son organisation familiale repose sur deux revenus professionnels, tandis qu'une famille à un revenu professionnel fait la preuve que la sienne repose sur un seul revenu professionnel soit que, dans ce cas, l'épouse ait des biens personnels, soit qu'elle exerce une activité en noir, soit enfin que ses qualités ménagères soient plus rentables qu'un faible revenu professionnel (3).

Au nom de quoi la sécurité sociale aurait-elle à se prononcer sur ces choix, surtout à posteriori, c'est-à-dire après que les conjoints à deux revenus aient, tous les deux, payé la cotisation à la sécurité sociale et que les familles à un revenu n'aient payé qu'une cotisation?

Dissocier revenus de remplacement et politique familiale...

Il est donc temps que l'on cesse de faire croire au public qu'on mène une politique familiale quand on diminue ou supprime le revenu de remplacement d'un des deux parents ou conjoints. Il est temps aussi que l'on cesse de faire croire qu'on mène une politique fami-

liale, quand on cherche à discriminer les familles, majoritaires aujourd'hui, où les deux conjoints exercent une activité professionnelle. Désormais, pour ces familles qui paient deux fois la sécurité sociale, et pour elles seules, certains risques ne sont plus couverts! La sélectivité familiale, c'est une forme de désocialisation de la sécurité sociale.

Est-ce à dire qu'il ne faut pas se préoccuper de la charge que représentent les enfants? Nullement. Mais cette charge ne peut pas être rencontrée par des mesures injustes qui frappent certains de leurs parents. Une solution juste serait d'attribuer à tous les allocataires sociaux des prestations calculées sur la même base et de rencontrer les charges que représentent les enfants par des prestations forfaitairement majorées, pour chaque enfant, lorsque les parents perçoivent des revenus de remplacement (4).

En effet, on ne peut admettre qu'à travers le mécanisme du supplément pour «personnes à charge» s'introduise insidieusement une prestation familiale qui est proportionnelle au revenu antérieurement gagné, ce que personne n'admettrait dans le cadre des allocations familiales.

Ainsi, ne nous y trompons pas, les nouveaux mots «travailleurs pouvant justifier de charges familiales» et «travailleurs ne pouvant pas justifier de charges familiales» cachent une politique qui n'est ni sociale, ni familiale...

Cachez ces droits dérivés. Il scelle une dépendance à laquelle le pouvoir tient tant.

Tout ce qui vient d'être dit du chômage va pouvoir être dit sous peu des indemnités d'invalidité. On commence par y créer la catégorie des cohabitants. On réduit les prestations de ceux-ci. Voyez où on en arrive... Dans le domaine des pensions, une femme qui a travaillé toute sa vie durant et qui devient veuve, bénéficie d'une pension à peine plus élevée (10 %), ça veut dire le plus souvent un supplément de 2.000 frs par mois! que la veuve qui n'a exercé aucune activité professionnelle et n'a jamais rien payé à la collectivité! Ainsi pendant que l'on réduit ou supprime les droits à la sécurité sociale de celles qui ont acquis personnellement ces droits (droits directs) sous prétexte

qu'elles sont mariées, on laisse intacts les droits de celles qui n'en bénéficient qu'indirectement parce qu'elles sont ou ont été mariées à des titulaires. Bien curieux mariage qui fait fondre les droits sociaux des travailleuses et consolide ceux des femmes au foyer!

Depuis quelques années, en effet, toutes les économies de la sécurité sociale se font au détriment des titulaires de droits directs alors que les bénéficiaires ou titulaires de droits dérivés sont largement préservés. Quel but poursuit-on ainsi? De plus, les références directes ou indirectes à «l'état de besoin» portent sur les revenus professionnels (contributifs à la sécurité sociale). Les revenus patrimoniaux ou autres ne sont pas pris en compte. Ainsi, il vaut mieux être chômeur et marié à une riche rentière que chômeur et marié à une modeste travailleuse! Il vaut mieux n'avoir jamais travaillé et être la veuve d'un PDG ou d'un haut fonctionnaire que d'avoir travaillé toute sa vie durant et de devenir la veuve d'un salarié ou d'un agent des services publics de niveau moyen. Est-ce acceptable dans le contexte de la sécurité «sociale»?

Mais revenons aux discriminations dont sont victimes les droits directs par rapport aux droits dérivés. Les droits directs sont ceux que l'on acquiert soi-même par son travail. Les droits dérivés sont ceux qui sont acquis en raison de relations familiales ou ménagères qui existent entre une personne et le titulaire de droits directs (5).

L'accroissement des dépenses sociales provenant de l'extension des droits dérivés est toujours passé sous silence. L'augmentation du coût des allocations de chômage est présentée comme une catastrophe. Mais qui parle du poids des pensions de survie et des prestations de santé de celles qui n'ont jamais travaillé et dont l'espérance de vie s'allonge et est d'autant plus élevée (en moyenne) que la pension de survie l'est également?

Pourquoi ces deux traitements différents? Pourquoi ce déni de l'addition d'un double droit chez ceux qui ont été à deux à travailler?

Prenons le cas des pensions. Deux travailleurs mariés qui ont travaillé et cotisé toute leur vie durant, ne pourront bénéficier ni l'un ni l'autre d'une pension au taux ménage (6), un des

deux ne bénéficiera jamais d'une pension de survie et l'autre ne pourra bénéficier que d'un tout petit fragment de celle-ci.

Mais le plus grave, c'est qu'un titulaire de droits directs qui a cependant acquis ces droits en contribuant par son travail au financement de la sécurité sociale, se voit de plus en plus souvent contesté dans son droit, menacé d'enquête sur «l'état de besoin», voire suspendu de ses prestations. Rien de pareil ne menace les bénéficiaires de droits dérivés qui ne perçoivent cependant ce droit que par le biais des relations familiales ou ménagères qu'ils ont avec les titulaires de droits directs!

Voici le cas d'une travailleuse mariée qui, après dix années de travail, tombe en chômage. D'emblée on lui réduit ses droits aux allocations parce qu'elle est supposée n'être pas dans le besoin. Si son chômage est «anormalement» long, on va même faire une enquête sur le montant des revenus de son conjoint. Le cas échéant, on lui supprimera le droit aux allocations.

Faut-il que les travailleurs choisissent entre le mariage et la sécurité sociale?

Parce qu'elle est «cohabitante», cette titulaire de droits directs est traitée comme si elle n'avait pas de droits propres.

Par contre, une femme au foyer qui devient veuve ne subit aucune enquête sur son état de «besoin», elle reçoit sa pension de survie sans condition de durée. Elle ne peut se remarier sous peine de la perdre, mais rien ne l'empêche de cohabiter et de conserver pleinement son droit.

Ainsi, on se demande pourquoi ce sont les seuls titulaires de droits directs qui sont soumis à cette forme de suspicion qui mène à ce déni de droit. Bien que je sois par principe opposée à l'application en sécurité sociale de l'enquête sur les ressources ou sur l'état de besoin, il semblerait cependant moins injuste d'appliquer celle-ci aux droits dérivés, puisque ceux-ci ne sont pas (hormis les allocations familiales), précédés de cotisations spécifiquement destinées à assurer leur couverture.

Soulignons pour terminer que si le statut de cohabitant (7) comporte en quelque sorte une référence implicite à l'état de besoin, les ressources qui sont indirectement prises en compte sont les seuls revenus professionnels. Ainsi on peut bénéficier du statut de chef de ménage en étant soi-même millionnaire ou en étant l'époux d'une riche rentière, tandis que l'on perd ce statut préférentiel si on est le conjoint d'une simple employée de bureau... Est-ce bien juste et bien social?

Dénigrement des droits directs des travailleurs «cohabitants» et préservation ou même renforcement des droits dérivés sont les deux faces d'une même médaille. La sélectivité familiale dans la sécurité sociale consiste surtout à sélectionner des familles auxquelles on réserve la plénitude de la sécurité sociale.

Les seules familles retenues dans cette sélection sont les familles où la femme reste au foyer! Et dire que l'avenir de la sécurité sociale se joue sur cette forme de «sélectivité» et qu'il y a des femmes qui se demandent s'il est encore nécessaire d'être féministes!

Hedwige PEEMANS-POULLET

(N.B. Remaniement d'articles paru dans La Cité des 11, 14, 15 et 19 août).

(1) A la Directive 79/7 sur l'égalité entre hommes et femmes en matière de Sécurité sociale. A lire: l'Europe Sociale, supplément n° 2, 1986 (1975-1985, Dix ans de politique communautaire en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes).

(2) Celle qui classait les chômeurs en «chef du ménage», «isolé» et «autres» ou cohabitants.

(3) Comme le veut la théorie de l'arbitrage entre travail professionnel et travail domestique.

(4) En cas de perte de revenu professionnel, il semblerait logique que les allocations familiales couvrent le coût minimal réel de chaque enfant en fonction de son âge.

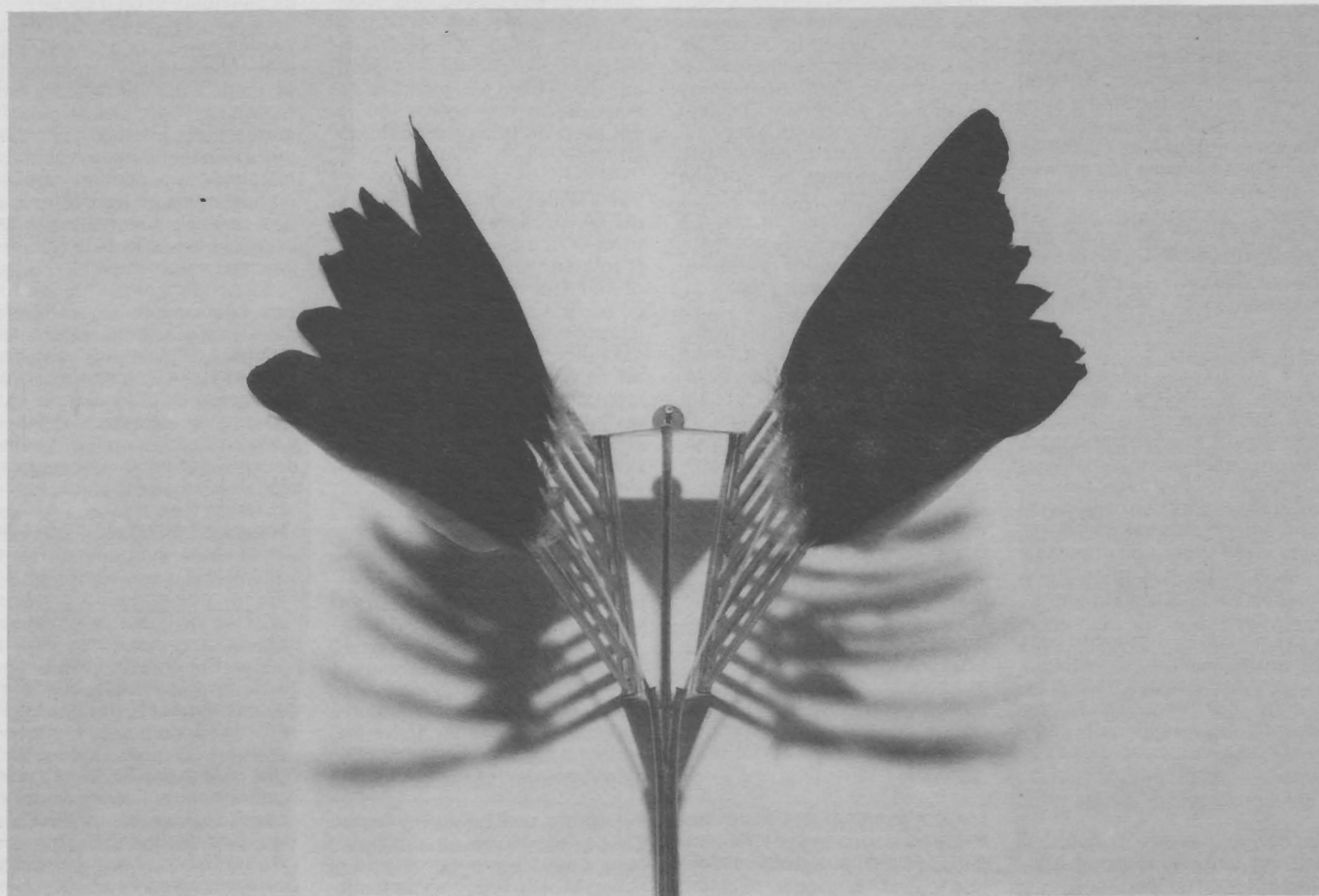
(5) Les principaux droits dérivés sont les allocations familiales, les pensions de survie, les remboursements de santé des personnes à charge, les suppléments pour personnes à charge, le taux ménage de la pension de retraite.

(6) A moins que l'un des deux ne renonce à ses droits directs!

(7) Ancienne formule ou nouvelle formule.

Rebecca Horn

et moi



Machine papillon, New York, 1986

Rebecca est allemande, voyage beaucoup. Née en 1944, il m'a semblé qu'elle est célèbre. Moi, je ne savais rien d'elle. Un anonymat réciproque. Or, voici qu'à Paris, par une belle journée d'août, je l'ai rencontrée. Au palais de Chaillot. Dans les salles où sont installées ses machines cinétiques.

Dans ses appartements provisoires, elle a choisi de me raconter une histoire (l'éternelle histoire dont on dit: quelle histoire!).

*Métamorphose de Béatrice
Béatrice se posa par accident
sur une étoile
L'étoile explosa
Béatrice tomba au bord du 3^e cercle
de l'Enfer
La chute fit d'elle une libellule
Dante la cherche désespérément
avec ses jumelles.*

Et me voici devant un grand bac rectangulaire, lourd de la liquidité grise du mercure. Pesant immobile mais non figée puisqu'à la surface, affleurent de grosses pustules qui ne peuvent qu'éclater, exaspé-

rées. Il est vrai que de petites machines invisibles et plongées, animent sournoisement cette inertie. Elles bougent les bulles, paraît-il, mais elles se déplacent si lentement, si lentement qu'il faut attendre.

Quand je les ai vues, elles dormaient ou plutôt feignaient de dormir. Etal de boursoufflures: certaines, flasques, d'autres dodues, d'autres encore, lourdes tellement, qu'elles n'en peuvent plus.

Je les quitte. En m'avançant dans ce grand corps animé et machiné, je m'arrête devant un

disque noir. Il est grand, couvert de charbon de bois, réduit en poussière. Et du plafond tombe un long compas d'acier. Effilé au bout, poignard de condottière.

Elle tourne la pointe. Je m'assieds, nous nous asseyons, adossées à la sécurité du mur. En retrait. Dans l'angoisse. Car dans son oscillation, voilà qu'elle vient, nous cible. Là au lieu de rencontre de nos fragilités et de nos petites désespérances. Elle nous cherche? Heureusement, une fois le coup porté, elle remonte pour mener à bien l'élégance de sa

courbe cruelle. La voici qui revient. Et si nous restions là. Ce serait toujours pareil. Elle nous viserait dans la récurrence de son mouvement. Non, pas ça. On se lève et je vois: ce bout d'acier qui m'agresse et me laisse tranquille, jamais, n'atteint le disque noir. Disque suaire matière inerte. Morte.

Oh Dante, toi qui cherches Béatrice dans le Royaume des Ombres, que faisiez-vous dans l'intimité de la vie vivante? Rebecca a son idée, je pense, puisqu'un petit marteau picvert acharné, picore des bâtons de fusain qui s'effritent sur tes jumelles. Noircies. Occultées. Alors, Dante. Tout occupé à fouiller tes plaies, tout occupé de toi, tu ne voyais pas Béatrice? La preuve? Tes jumelles.

Tes jumelles, instruments d'voyeur, c'était pour la suivre quand elle était au loin: savoir avec qui elle était, ce qu'elle faisait. Tes jumelles pour t'assurer la possession à distance. Elles ne t'ont servi à rien. Béatrice t'échappait, présente, absente (tu aurais pu peut-être te demander pourquoi, puisqu'à l'évidence, tu n'es pas un homme ordinaire).

Un jour, elle a disparu et à tout jamais. Tu la suivis par le passage obligé des grands miroirs que Rebecca a installés dans un endroit plus resserré du plateau. Palais glacé du labyrinthe où on se voit sur pied avec toutes les coutures. Pas de quartiers pour l'ego. Une épreuve, telle que l'éternité vous change. Et en effet, tu es sorti changé, puisqu'au delà des glaces, le compas est là et veut une

rencontre. Rejoindre. Mais quoi? Rien. Il touche le plancher vide et sa circonvolution n'en est que plus vaine et dérisoire.

Béatrice y-a plus! Mais où donc est-elle passée? Regarde, Dante, elle est là, piquée sur le mur. Une somptueuse libellule, non pas enfermée dans la vitrine de l'entomologiste, mais libre, toute vivante de plumes d'or qui se plient et se déplient et se replient dans le temps vibratoire d'une longue palpitation.

Plus que tu n'en peux supporter; et tu te noies dans le grand bassin glauque et obscur, celui de la nuit qui n'en finit plus. Même si de part et d'autre du bac, des machines propulsent des ricochets qui ne se rejoindront jamais.

DANTE, LA DIVINE COMEDIE

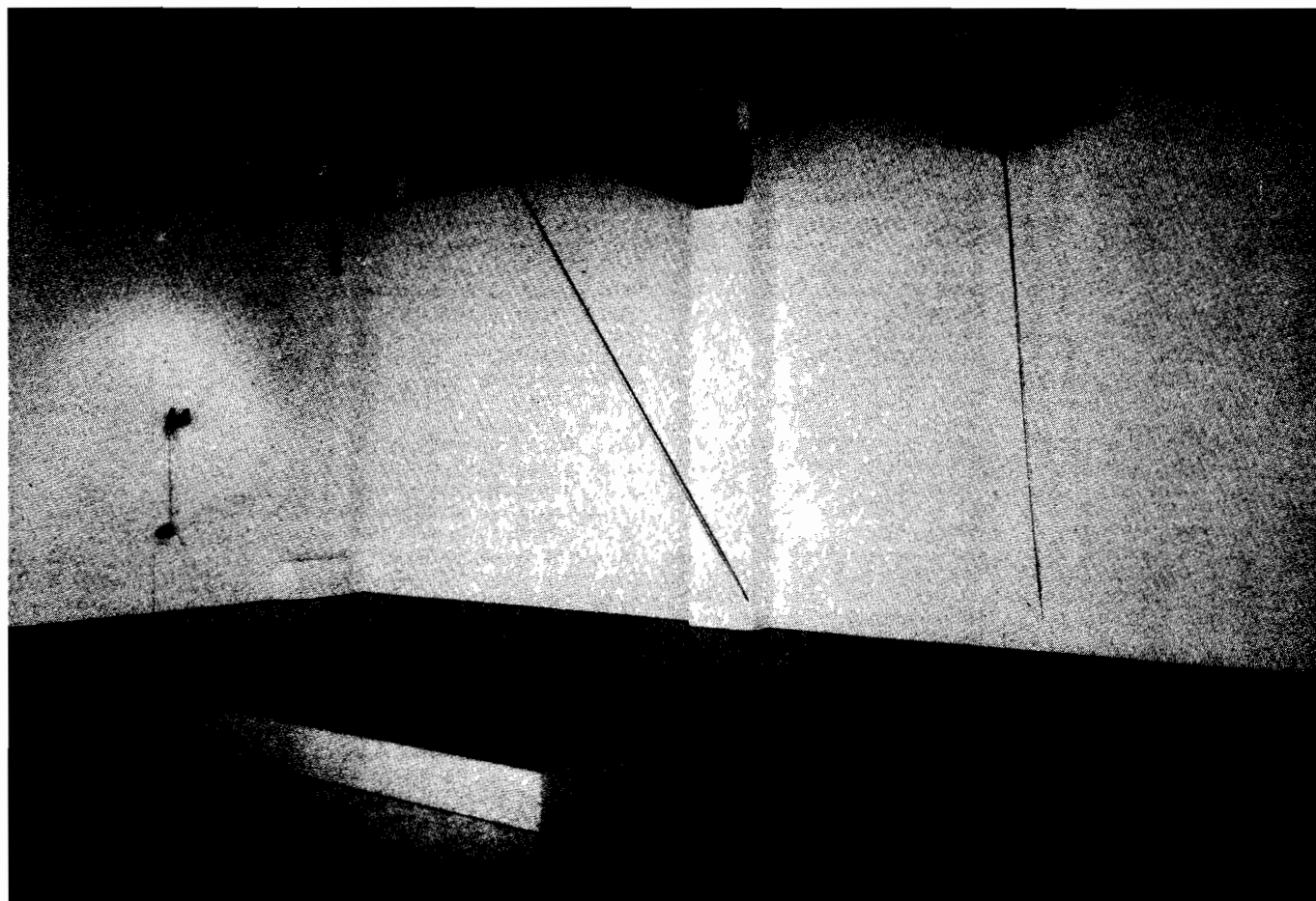
Rencontre de Dante et Béatrice au PURGATOIRE

«Sous son voile, et au-delà du vert ruisseau, elle me paraissait vaincre elle-même sa beauté ancienne, mieux qu'elle vainquait les autres quand elle était avec nous.

Alors l'ortie du repentir me piqua tellement que, de toutes les autres choses, celle qui me détournait le plus dans son amour me vint le plus en haine.

Un tel remords me mordit le cœur, que je tombai vaincu, et ce que je devins alors, elle le sait, celle qui en fut la cause.

F. HECQ



Bain noir avec pendule, New York, 1986

Alors que nous déplorons sans cesse la cécité des sciences et des savoirs constitués et que nous œuvrons pour qu'une perspective féministe investisse toutes les disciplines, nous nous sommes réjouies de visiter au Musée de l'Homme à Paris une exposition ethnologique militante et féministe «Côté Femmes».

Rompant avec la tendance traditionnelle à n'étudier les sociétés que du point de vue masculin, et à les présenter au travers de leurs modèles, leurs objets et leurs discours, voici qu'une équipe scientifique sous la direction de Françoise Cousin décide de montrer l'énorme variété d'images, de rôles et de statuts féminins par des exemples choisis, çà et là, à travers le monde au sein des sociétés «archaïques» et d'opposer leur diversité à l'unicité «naturelle» de la représentation féminine de nos sociétés patriarcales actuelles.

Quelques aspects parmi d'autres de notre imagerie contemporaine: «Il est dans l'ordre des choses que les femmes restent à la maison, en raison des contraintes de la maternité».

Le «bon sens», l'ordre «naturel» vacillent, face à la confrontation d'un ensemble de systèmes de portage imaginés par des sociétés qui estimaient nécessaire la mobilité des femmes.

Brassières, anoraks, porte-bébés de tissu, de cuir, de bois ou de filet, berceaux et couffins de tous genres provenant d'Afrique Noire montrent que la maternité ne constitue pas un obstacle à la poursuite des activités et aux déplacements des mères.

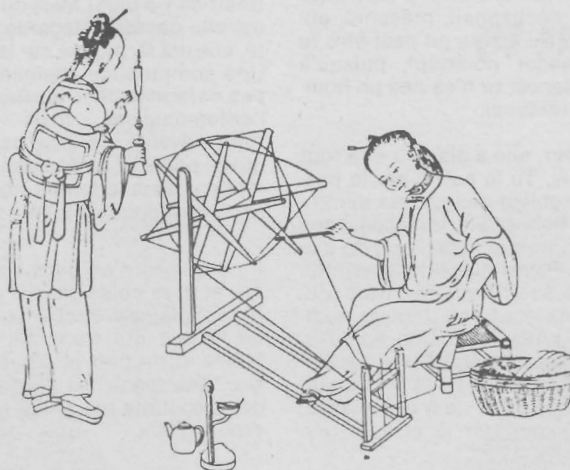
«La création artistique n'est pas du domaine des femmes».

Oeufs de Pâques décorés, broderies, papiers découpés venant d'Europe centrale, illustrent la fertilité de l'imagination féminine, sa maîtrise technique, son sens de l'abstraction.

«L'infériorité intellectuelle des femmes».

La complexité du tissage, que ce soient des ceintures faites par les femmes du Nord du Pérou ou des couvre-jupes portés par les femmes Quechua dans les hautes terres de Bolivie, atteste de la maîtrise des opérations de permutation, de substitution, d'inversion et de synchronisation. La difficulté de réalisation des motifs déno-

Côté Femmes



Dessin d'une femme au dévidoir. Sur le plan gauche, sa servante portant son bébé dans le dos, Chine, début XX^e S.

te que ces femmes jouent avec les nombres, leurs rythmes et les opérations abstraites.

L'étude du Côté Femmes à travers les latitudes fait apparaître comment chaque société, quelle que soit la complexité de son organisation, se donne les moyens d'accentuer délibérément la différence entre hommes et femmes, de constituer des groupes sociaux de sexes, d'imposer aux femmes une place, un rôle, un statut qu'elle entend justifier comme une distribution «naturelle».

Cette différenciation apparaît tantôt par des moyens concrets et matériels, tantôt par des éléments abstraits relevant de la symbolique ou de l'idéologie: le vêtement, la parure mais aussi les transformations morphologiques-déformation des pieds, du buste ou du sexe -ou des manipulations mutilantes-désarticulations des vertèbres cervicales, excisions, infibulations.

Si en règle générale le poids de ce marquage ou de ce conditionnement pèse principalement sur les femmes -gavage ancien, cures d'amaigrissement actuelles, vêtements contraignant le mouvement-, les transformations morphologiques les touchent tout aussi particulièrement et les mutilations sexuelles exclusivement.

Un troisième axe de cette exposition s'attache à battre en brèche l'image actuelle de l'unicité du rôle de la femme. Il se trouve en effet des hommes qui brodent ou tricotent, des femmes forgerons en Inde, orfèvres en Insulinde, chauffeurs de camions au Portugal, terrassiers ailleurs... L'ethnologie montre que dans une même région, il est possible de constater le voisinage d'une même activité réalisée par les hommes et les femmes, une participation distincte, complémentaire ou alternée pour mener à bien un même travail.

La ségrégation par catégorie de sexes est tantôt rigide et va jusqu'à l'interdiction du simple contact avec les outils réservés à l'autre sexe. Parfois pour des raisons de survie du groupe familial, la transgression est prévue et une fille peut être élevée en garçon et vice versa.

Ailleurs la séparation bien qu'affirmée en principe est beaucoup plus souple dans la pratique, d'autant plus qu'à l'opposition homme/femme se combinent ou se substituent d'autres éléments tels que les castes, les lignages.

Un ensemble d'objets illustrent l'importance et le dynamisme des femmes dans les circuits

économiques, ainsi que le poids des charges sociales familiales... qui reposent sur elles. L'ensemble de ces tâches liées à la production et à la reproduction témoignent de leur capacité, de leur résistance physique et de leur force sociale.

«Côté femmes» représente une somme de travail tout à fait originale et intéressante mais il me semble que les moyens financiers suffisants lui ont fait défaut. En effet, des surfaces plus importantes, un éclairage correct auraient permis une autre mise en valeur des œuvres et une lisibilité générale plus grande. Est-ce cela qui était à craindre vu la liberté, que dis-je, l'impertinence des propos?

Martine LAHAYE



Laksmi en Bronze - Inde. CL. K. Lemzaouda

Les femmes à Sri Lanka



Lors de mon séjour à Sri Lanka en novembre-décembre 1985 et grâce à deux amies sri lankaises, Kumari et Shireen, deux personnalités féministes, j'ai eu l'occasion unique de rencontrer plusieurs autres femmes, d'échanger avec d'autres des questions parfois similaires aux nôtres bien que les situations diffèrent; enfin, d'approcher quelques organisations et de récolter des informations à leur sujet.

DEUX FÉMINISTES SRI LANKAISES

On pourrait dire qu'en égard au mouvement des femmes, Kumari est une féministe radicale, théoricienne et activiste. Il faut dire qu'elle fait partie de la crème de l'intelligentsia progressiste du pays. Elle a une longue expérience de professeur de sciences politiques à l'Université de Colombo et a enseigné à l'étranger. Sa formation et son activité professionnelle lui

ont donné cette fabuleuse capacité d'analyse politique.

Kumari dédie une grande partie de son temps aux femmes. Elle initie et soutient des groupes de recherches féministes tels que le «Feminist Study Circle» (1). Elle écrit et collabore à de nombreux articles touchant aux problèmes des femmes de son pays. Par exemple, dans le «LANKA GUARDIAN», journal bi-mensuel progressiste, elle s'occupe avec d'autres féministes d'une rubrique «Cat's Eye». Cette rubrique reprend des articles, des déclarations ou des faits recueillis dans les divers médias pour en croquer souvent avec humour ou révolte l'image, les a-priori, les jugements émis à propos des femmes. En vue du Forum de Nairobi, Kumari a également écrit un document sur les aspects de la conscience féministe à Sri Lanka (2).

A cause de l'utilisation des langues vernaculaires, je n'ai malheureusement pas pu participer au séminaire qu'elle avait

organisé et qui rassembla pendant trois jours, dans une petite maison au bord de la mer, des représentantes du mouvement des femmes du Nord comme du Sud de l'île. Le thème abordé était la production de médias par et pour les femmes, c'est-à-dire la production de moyens de communication tels que le théâtre, la danse, la conception d'affiches etc... comme outils de mobilisation, d'information des femmes. A côté de ses propres initiatives, elle est membre d'autres organisations (mouvement pacifiste etc).

Shireen, elle, travaille comme free lance pour une organisation féministe «VOICE OF WOMEN» (3). Cette organisation existe depuis 1978 et est née de la rencontre de plusieurs femmes qui désiraient rendre publique la parole des femmes et mener des actions pour la reconnaissance des droits des femmes et de leur participation au développement de leur société.

VOICE OF WOMEN est soutenue par une coopération hollandaise bilatérale et non-gouvernementale et par certains bailleurs de fonds scandinaves. Ce soutien financier permet de couvrir les salaires des permanents, les frais de fonctionnement et les frais partiels de publication du journal. Le journal «Voice of Women, Sri Lanka Journal for Women's Emancipation» est publié trimestriellement en trois langues. Il s'articule le plus souvent autour d'un dossier spécial comme les femmes et le tourisme, les femmes et la violence... mais on y trouve aussi des articles de fond, des poèmes, des lettres à l'éditeur, des photos, des dessins, des interviews, des nouvelles régionales ou/et d'autres organisations. VOICE OF WOMEN est très dynamique. Les objectifs sont précis et bien définis; son action est féministe:

- mener des campagnes pour la reconnaissance et la défense des droits économiques, politi-

ques, sociaux et juridiques des femmes;

- examiner les politiques gouvernementales afin d'évaluer leurs effets sur et les attitudes envers les femmes dans les secteurs public et privé de même que dans les médias et déployer des action concrètes sur ces thèmes lorsque nécessaire;

- organiser régulièrement des réunions et des débats dans tout le pays sur des questions se rapportant aux femmes et envoyer des conférenciers dans d'autres groupes de femmes ou organisations;

- initier des recherches et études sur les questions de femmes et disséminer les résultats dans les organisations de base en milieu rural, urbain et des plantations;

- publier et traduire tout document pertinent afin de faire prendre conscience de certains problèmes vécus dans le pays ou ailleurs: par exemple, sur la violence, et fournir un tel matériel aux mass-médias;

- publier régulièrement un journal en cinghalais, tamoul et anglais.



LA CONSCIENCE FÉMINISTE À SRI LANKA

Comme l'écrit Kumari dans son article cité en «(2)», la conscience féministe à Sri Lanka est une réalité dont le pays doit tenir compte. Cette conscience, Kumari la définit comme la reconnaissance de l'exploitation et de l'oppression des femmes à tous les niveaux de la société et la détermination à changer cette situation. La question et le mouvement des femmes font partie de l'activité politique nationale. Mais la lutte demeure ardue, pour preuve, les violen-

ces rituelles exercées contre les féministes à l'occasion du 8 mars.

Le mouvement des femmes et leur participation dans les luttes démocratiques ont une histoire indépendante et qui ne doit rien aux féministes occidentales ou aux déclarations émises par les Nations-Unies. Les femmes ont participé à la résurgence culturelle de la période 1880-1910 à Sri Lanka; elles se sont mises à étudier et ont fait leur entrée professionnelle. Au début du siècle, il y avait trois femmes médecins, par exemple. Dans les années 20, la «Women's Franchise Union» a mené les campagnes pour le droit de vote des femmes, obtenu finalement en 1931. Les années suivantes, plusieurs organisations telles que la «Women's Political Union» et la «All Ceylon Women's Conference» se sont mobilisées pour la reconnaissance des droits égaux. Les groupes de femmes de la Gauche ont eux soutenu les luttes anti-impérialistes et les batailles pour le changement économique et social. Le premier groupe socialiste féministe fut formé en 1946 et était dirigé par les femmes des partis de gauche. En 1975, les femmes avaient déjà fait des percées importantes non seulement en obtenant les droits politiques mais aussi dans l'éducation, l'emploi, l'alphabétisme, l'espérance de vie, la santé.

La décennie 1975-85 pour la femme proclamée par les Nations-Unies a donné l'occasion à ces féministes de se rendre dans tout le pays: de Jaffna à Hambantota, elles ont été parler de la question des femmes; elles ont rencontré des femmes de toutes classes et de toutes situations; des liens se sont créés.

De plus, l'apport extérieur de littérature féministe en a également influencé plus d'une. Des femmes se sont mises à écrire et à traduire dans leurs langues tout un «matériel» jusque là non disponible à l'échelle internationale. Des organisations nouvelles se sont formées. On trouve à Sri Lanka des organisations aussi bien libérales que de gauche; tous les courants existent. Malgré des idéologies et des stratégies d'émancipation différentes, sur des questions spécifiques, les divisions entre les groupes s'estompent et font place à des alliances momentanées. Enfin, des bail-

leurs de fonds, mis sous pression chez eux par leurs féministes, ont commencé à soutenir des projets de femmes dans les pays en développement. Ce soutien, parfois très engagé, moral, idéologique ou financier a résulté non seulement en une vaste expansion de la conscience féministe à Sri Lanka mais aussi en la création de réseaux entre les mouvements de femmes disséminés dans le monde entier; des liens spécifiques ayant bien évidemment été créés avec les groupes indiens et dans la région asiatique. Comme dans nos sociétés, il n'y a pas à Sri Lanka une conscience féministe unifiée et légitimée. Le panorama des groupes, des organisations, des activités du mouvement est varié. Les femmes sont en tout cas en mouvement... Ainsi, dans le cadre du conflit ethnique entre cinghalais et tamouls, conflit qui embrase à nouveau le pays violemment depuis 1983, les femmes ont adopté une attitude d'avant-garde. En effet, le désir du mouvement féministe, du moins d'une partie, consiste à dépasser les tendances chauvines qui traversent les partis politiques pour rechercher une solution juste et pacifique et faire obstacle aux violences. C'est pourquoi dans le Nord (en majorité tamoul) et dans le Sud (en majorité cinghalais), les femmes se sont rassemblées en un mouvement pour la paix. Au nord, l'on trouve un «Front des mères» et des comités de citoyens; au Sud, il y a eu de nombreuses campagnes de signatures. Pourtant combien de fois n'a-t-on pas entendu que les femmes ne s'intéressaient pas au devenir de leur société?!!!!

Pour conclure, une vue générale des changements de la conscience féministe à Sri Lanka pendant la décennie nous montre clairement le passage de l'idéologie traditionnelle à une perspective qui envisage les femmes dans les sphères productives. C'est ainsi que Kumari termine son article: «aussi longtemps que les femmes sont encouragées à passer du travail domestique au travail salarié, et à s'assurer une indépendance économique, il y aura un avancement dans la voie de l'émancipation des femmes (...). Cependant, il y a des limites à cette approche; la nécessité d'aller bien au-delà dans la voie de la vraie libération est la tâche des féministes aujourd'hui, et dans cet effort, la priorité doit encore être donnée à la prise de conscience».

DEUX GROUPES DE FEMMES TRAVAILLEUSES: DEUX SITUATIONS TYPIQUES DU SRI LANKA

(Extraits de revues résumées et traduites de l'Anglais)



Les femmes tamoules: travailleuses dans les plantations de thé

Depuis plus de 150 ans déjà, la source la plus grande de devises étrangères est constituée par les produits des plantations. La prospérité du pays a pendant longtemps reposé uniquement sur le travail fourni par les travailleurs des plantations.

C'est dans ce secteur aussi que la population est la plus exploitée et la plus opprimée. Les femmes représentent la moitié de la force de travail; c'est là aussi qu'elles constituent le groupe le plus organisé de l'île. Elles ont participé aux grèves les plus militantes qu'ait connu le pays.

Alors qu'on considère que la situation des femmes à Sri Lanka est relativement bonne: taux élevé d'alphabétisation, taux élevé d'assistance scolaire et universitaire, taux bas de mortalité maternelle et taux élevé d'espérance de vie, paradoxalement, la réalité des femmes tamoules, travailleuses des plantations ne correspond en rien à la situation générale. L'économie de plantation de café fut instaurée dans les années 1820 pour les Anglais. La main d'œuvre était recrutée dans l'Inde du Sud au Tamil Nadu, principalement parce que la population locale refusait de travailler pour les planteurs britanniques. Initialement, les travailleurs étaient masculins et saisonniers. Lorsqu'en 1858, la Im-

migrant Labour Commission fut instituée pour réguler, encourager et améliorer l'immigration, cette Commission fit un effort tout spécial pour recruter les femmes et les familles. C'est ainsi que débuta le travail des femmes.

Ce n'est qu'après 1880 cependant, lorsque le thé et le caoutchouc se substituèrent au café, que le nombre de travailleuses augmenta. Ces deux cultures nécessitaient en réalité une main d'œuvre régulière permanente et nombreuse. En 1911, la proportion de travailleurs était 84 femmes pour 100 hommes; cette proportion devint moitié-moitié quelques années plus tard.

Comme le facteur décisif pour les planteurs était de maximiser le profit, la main d'œuvre féminine était cruciale à trois égards:

- source illimitée de main d'œuvre à bon marché;
- force de travail docile et non organisée;
- productrice de la nouvelle génération de travailleurs.

Soumises à ces conditions, les femmes tamoules l'étaient aussi à l'idéologie patriarcale dominante qui régnait à cette époque en Inde du Sud comme à Ceylan et qui apprenait aux femmes à servir les hommes à quelque niveau que ce soit, sous l'emprise de leur mari, père et frère, des kanganis (superviseurs) et des planteurs. Les femmes servaient constamment les intérêts des hommes de leur vie à la maison et au travail, et les intérêts de l'économie des plantations: elles travaillaient 9 à 11 heures par jour dans une plantation et devaient aussi s'occuper du reste. Cette situation semble avoir peu changé. J'ai eu l'occasion de m'en rendre compte sur place.

Historiquement et aujourd'hui encore, les femmes reçoivent des salaires plus bas que les hommes pour le même travail sur les plantations. Si un homme et une femme cueillent la même quantité de feuilles de thé, l'homme est payé 17.71 Rs (= 35 FB) tandis que la femme est payée 16.26 Rs (= 32 FB). Sri Lanka est en réalité un des seuls pays du monde où la femme est légalement payée moins que les hommes pour le même travail.

Les femmes sont discriminées non seulement eu égard à leur salaire de base mais aussi eu



égard aux allocations. Le salaire est payé mensuellement mais sur la base des jours effectifs de travail. Or en ce qui concerne la cueillette, principalement le travail des femmes, le nombre de jours effectifs de travail peut varier: s'il pleut trop ou s'il fait trop sec, on ne cueille pas. Il arrive ainsi que les femmes ne travaillent que 2 à 3 jours par semaine. On comprend dès lors que l'une des principales revendications autour de laquelle les travailleuses se mobilisent dans ce secteur est celle d'un salaire mensuel minimum garanti. En outre, le salaire journalier minimum est calculé en fonction de la «norme» journalière que les cueilleuses doivent satisfaire. Cette norme varie d'une région à l'autre et se situe entre 8 et 15 kg. Enfin, tout surplus est payé à un taux inférieur. C'est dire que les cueilleuses qui cherchent à obtenir un supplément de revenu font un effort plus grand pour, en fin de compte, être moins rémunérées.

Quant à la journée de travail sur la plantation, elle dure officiellement 8 heures. La femme travaille habituellement de 7 h 30 à 16 h 30 avec une heure de pause à midi. Mais l'on sait qu'une femme à-bas se lève plus tôt encore pour accomplir les autres tâches liées à la «re-

production». En outre, elle habite souvent à plusieurs heures de marche de son lieu de travail. Enfin, à 16 h 30, elle doit faire la queue à l'usine et attendre son tour pour que la cueillette soit pesée et enregistrée. Dans les faits, une journée de travail pour la travailleuse de plantation s'élève en moyenne à 18 heures. Les femmes travaillent de plus longues heures que les hommes et gagnent moins.

Enfin, bien qu'illégal, il est de coutume que le salaire de la femme et des enfants soit remis au «chef de famille», le mari ou le père. La femme ne dispose donc d'aucun contrôle sur les dépenses. Les auteurs de l'étude signalent que des enquêtes font apparaître qu'une part non négligeable disparaît dans l'alcool. Et l'on connaît les problèmes engendrés en matière de santé, de nutrition et de violence par ce type d'affectation du revenu. Des crèches ont été mises sur pied sur les plantations principalement pour libérer les femmes. Mais ces crèches sont souvent situées très loin; ce qui ajoute à la surcharge des femmes. Ainsi, les mères préfèrent laisser la garde de leurs jeunes enfants aux soins d'un enfant plus âgé, généralement une fille.

Conditions de vie des femmes tamoules

La santé des travailleurs des plantations a toujours été la pire de toute l'île. Les maladies fréquentes qui prévalent dans la région sont liées au climat pluvieux, humide et aux conditions d'environnement dans lesquelles les travailleurs sont obligés de vivre et de travailler: eau non potable, pas de sanitaires, maladies respiratoires, etc. Les femmes sont particulièrement sensibles à l'anémie (malnutrition) qui est la cause du taux élevé de mortalité maternelle et infantile. L'allocation de naissance qui existe est payée à l'homme.

Le taux de mortalité infantile s'est à nouveau accru ces dernières années dans différentes régions révélant le niveau croissant de malnutrition des mères. Enfin, l'habitat pauvre ajoute à la mauvaise santé des travailleurs. Une famille entière composée du père, de la mère, des grands enfants, des bébés vivent, cuisinent, et dorment dans une seule pièce de 4 m sur 2,5 m. Parfois, il y a une sorte de véranda. Ces pièces sont construites les unes à côté des autres: une sorte de longue étable («lines») avec au maximum une fenêtre. Aucun sanitaire et aucune ventilation n'existent. Dans chaque étable, vivent de 6 à 8 familles!

Les femmes tamoules sont soumises aux abus de la violence sexuelle de trois manières. Elles peuvent être battues par leur mari quand elles posent, par exemple, des questions sur les dépenses. Sur les plantations, ensuite, elles sont harcelées par leurs supérieurs. Lors des émeutes ethniques de 1978, 1981, 1983, les femmes tamoules ont été sujettes au viol et aux assauts physiques de bandes non tamoules venant des villages avoisinants. Enfin, la culture tamoule étroitement liée à la religion hindoue indique qu'en vertu de son sexe (même si la déesse Sakti fait partie du panthéon), la femme est un être humain inférieur aux yeux de la communauté.

L'éducation scolaire au-delà de l'enseignement primaire n'est pas considérée comme importante pour les femmes et les jeunes filles puisqu'elles finissent toutes par être cueilleuses et femmes au foyer. Le taux d'analphabétisme le plus élevé de l'île se trouve chez les fem-

mes tamoules des plantations: plus de 80 % de ces travailleuses ne savent ni lire ni écrire. Lorsqu'en 1975 les plantations ont été nationalisées, les écoles ont été reprises par le Ministère de l'Education mais la plupart ont été fermées sans aucune autre alternative. Le manque d'éducation scolaire enferme les femmes dans un cercle vicieux bien connu. Il renforce la dépendance de la femme en matière d'emploi vis-à-vis des planteurs et vis-à-vis de leur homme pour les problèmes de revenus, dépenses, prêts et dettes. Enfin, son accès à l'information sociale et politique reste limité; ce qui renforce aussi le pouvoir et le contrôle que les hommes exercent sur sa vie et sur son travail.

Voilà, telles sont la situation et les conditions de vie et de travail des femmes tamoules immigrées, travailleuses sur les plantations. Les auteurs de l'étude concluent en mettant l'accent sur la nécessité pour ces femmes de s'organiser entre elles et d'exercer des pressions pour rendre publiques leurs demandes. Espérons, et soutenons-les pour qu'un jour elles connaissent une situation meilleure.

Les femmes dans la zone franche de production

L'organisation VOICE OF WOMEN a mené une étude publiée en 1982 sur les travailleuses dans la zone franche de production (ZFP) située près de l'aéroport. Le but de cette étude était d'examiner les divers aspects et éléments des conditions des travailleuses de la zone; leur profil social, leurs conditions de travail, l'impact social et culturel de l'emploi des femmes sur les villages et familles dont elles sont originaires, sur les travailleuses elles-mêmes et enfin, la logique économique d'utiliser une main d'œuvre féminine. Ci-dessous, nous traduisons des extraits de l'étude, principalement sur les conditions de travail.

En 1978, Sri Lanka cherche le concours de multinationales en offrant une zone de promotion de l'investissement ou zone franche de production. Les premières entreprises commencèrent en 1979. En 1981-82, on trouve 47 usines dont 27 relèvent de l'industrie textile pour l'exportation. Les 20 autres produisent des chaussu-



res, des biens électroménagers, des bijoux, de l'appareillage de pêche, des sacs de thé, de l'huile de pépin d'acajou, des biens en caoutchouc. Selon les données, la zone franche de production emploie en 1980 près de 22.000 personnes: 86 % environ sont des femmes. Il est intéressant de noter aussi, que l'investisseur étranger, pour presque la moitié de ces firmes établies dans la ZFP, est un autre pays en voie de développement (Hong Kong, Corée du Sud, Thaïlande, Inde).

+ Le profil social des travailleuses de la ZFP

La composition de l'âge reflète que 72 % des travailleuses ont moins de 25 ans. 88 % sont célibataires: la direction décourage, est même hostile aux travailleuses mariées. Ces deux paramètres (âge et état civil) indiquent clairement que la main d'œuvre féminine recrutée est celle dont les conditions de santé sont les meilleures. Les femmes sont jeunes et commencent leur vie de travail. Un examen médical est effectué avant le recrutement pour écarter celles qui ne sont pas en bonne santé. De même, les travailleuses ne peuvent travailler qu'aussi longtemps qu'elles sont en bonne santé. Mais la plupart de ces femmes perçoivent ce premier job comme une étape -5 à 10 ans maximum- après quoi, soit elles espèrent cesser de travailler, soit elles aspirent à trouver un type de

travail comme fonctionnaire ou employée. 70 % de ces travailleuses ont un taux élevé de scolarité puisqu'elles ont suivi complètement, pour la plupart, l'enseignement secondaire.

+ Type de travail accompli par ces travailleuses

Les femmes sont réparties en deux catégories qui correspondent en gros au travail (semi)-qualifié et au travail non-qualifié. Une troisième catégorie est constituée de «superviseuses». Le travail est principalement du travail à la chaîne, de façonnage dans le textile, tout au plus du travail sur machine. Dans l'industrie non textile, 70 % des femmes fabriquent des appareillages de pêche. La tâche ici est monotone. Par exemple, elles doivent attacher les hameçons à la canne à pêche à intervalles réguliers ou alors accrocher de petits poids métalliques aux filets de pêche. Dans des interviews, les femmes ont clairement exprimé le caractère «mortellement ennuyeux» de ce genre de tra-



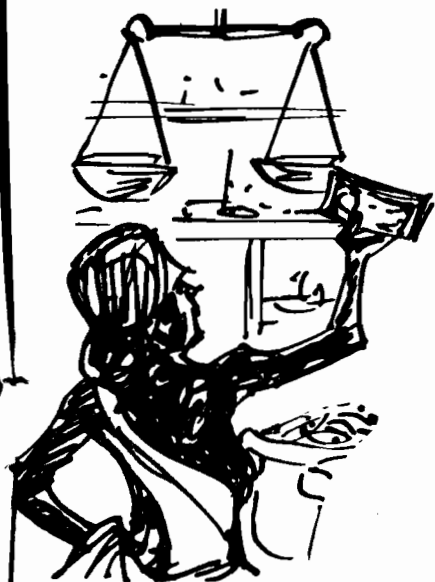
vail. Des interviews, il ressort aussi qu'un travail monotone, répétitif convient mieux aux femmes; les hommes y répondraient par la protestation. Mais ne voit-on pas là une réaction propre d'un conditionnement social et culturel attribué à tort aux pays asiatiques seulement. Néanmoins, ce type de réflexion entraîne une dépréciation de ce type de travail; il crée une sorte de «syndrome psychologique» chez ces travailleuses. En effet, elles se perçoivent comme une marchandise dépréciée sur le marché du travail et, lorsque s'y ajoute le harcèlement sexuel, cette perception et la conscience d'être une femme au rôle social dévalué par opposition aux rôles vénérés, dans cette société, de mère et d'épouse s'intensifient.

La norme de productivité a été imposée par les investisseurs. Elle est satisfaite à 75 % par la main d'œuvre féminine. Les auteurs de l'étude ont pu s'entretenir avec quelques personnes de la direction. Ils ont pu savoir ainsi que pour l'usine qui fabrique les appareils de pêche, la productivité du travail à Sri Lanka était la meilleure d'Asie, et que pour une usine de confection de gants tricotés, la productivité était de 90 paires par fille par jour, comparé à 65 paires au Pakistan. «Business Asia», un journal de Hong Kong place le Sri Lanka en deuxième position après Singapour pour ce qui concerne la productivité du travail.

+ Les salaires et les conditions de travail

Les travailleurs de la ZFP sont payés quotidiennement. Dans les usines textiles de grande dimension, le salaire est de 17.50 Rs (= 35 FB)/jour pour les débutantes, de 20 Rs (= 40 FB) pour les plus anciennes et de 22.50 Rs pour les «superviseuses». Les salaires baissent encore quand la taille de l'entreprise diminue et peut tomber à 11.50 Rs (= 23 FB). Les entreprises non-textiles auraient, semble-t-il, une structure de salaires un peu plus attrayante; elles recrutent d'ailleurs les travailleurs les mieux formés. Les salaires atteindraient de 15 Rs à 23 Rs par jour! Les industries de confection situées juste à l'extérieur de la ZFP ont une structure de salaire similaire. Cependant, une étude a révélé que 57 % des travailleuses de la ZFP gagnaient plus de 500 Rs par mois alors que ce n'était le cas que pour 29,3 % des travailleuses hors de ZFP. A l'inverse des revenus, les conditions de travail, notamment le rythme de travail, dans les entreprises textiles hors ZFP sont plus «détendues» que dans la zone.

Dans la ZFP, les travailleuses ont 15 jours de congé annuels; hors ZFP, certaines entreprises accordent 28 jours. La plupart des quatorze des dix-huit usines de la ZFP étudiées, offrent une tasse de thé aux travailleuses; mais dans les entreprises à l'extérieur, un des repas est gratuit. Des toilettes et des cantines sont prévues dans les deux cas (dans et hors ZFP), mais les travailleuses ne peuvent s'y rendre que durant les pauses.



Une bonne partie des revenus des travailleuses de la ZFP est dépensée en «vêtements» (image de l'ouvrière à maintenir!) et une somme également importante est dépensée en nourriture et frais médicaux. Ces derniers sont élevés: les travailleuses tombent souvent malades et sont contraintes de se rendre dans une clinique privée ouverte tard, au-delà des heures de travail.

En 1980, lorsque l'étude a été réalisée, aucune des entreprises ne travaillait la nuit. Depuis, un changement législatif le permet. Les entreprises travaillent toutes six jours. Certaines, travaillent plus de 8 h par jour; ce qui fait une semaine de plus de 45 heures alors que 45 h est la norme légale à Sri Lanka.

+ Accidents, maladies professionnelles, santé des travailleuses

Il n'y a pas d'accidents majeurs mais beaucoup de travailleuses interviewées mentionnent fréquemment les accidents ou maladies suivantes: blessures aux mains dues aux machines, aiguilles..., douleurs de poitrine, des articulations, aux genoux, aux épaules, dans le dos, tension dans les yeux et laryngites fréquentes. Des spécialistes médicaux ont recommandé le port de masques de gaze mais peu d'entreprises ont suivi une telle recommandation. Les travailleuses des usines de transformation de l'acajou et du caoutchouc souffrent de brûlures sur le visage, surtout dans les yeux et sur les mains.

Les interviewées mentionnaient également l'odeur forte et désagréable qui se dégage du traitement de ces matières premières. Les plaintes de détérioration de la santé enregistrées représentent le pourcentage suivant: 83 % dans les grandes usines, 70 % dans les entreprises moyennes, 82 % dans les petites et 100 % dans les industries non textiles. La fatigue est la plainte la plus fréquemment émise. Les travailleuses disaient toutes que leur santé se détériorerait davantage si le travail de nuit était introduit. Les effets du travail sur la santé apparaissent moindres dans les industries textiles hors ZFP.

+ Le système des relations industrielles

Les cent femmes interviewées ont toutes été catégoriques pour dire que dans le climat qui régnait dans la ZFP, il n'y avait pas de place pour un syndicat, qu'il n'était pas autorisé et même que toute tentative pour en créer un, ou le simple fait de mentionner le terme éveillait déjà la suspicion.



Néanmoins, les auteurs de l'étude mentionnent deux principaux mécanismes de protestation et les analysent. Un premier mécanisme est constitué par des arrêts de travail spontanés. Ceux-ci ont été notés dans quatre des dix-huit entreprises enquêtées. Les arrêts de travail sont souvent provoqués par un incident. Selon les auteurs, ce type de protestation donne à penser que les femmes sont conscientes du caractère oppressif du système, qu'elles encaissent mal les aspects répressifs et que le caractère souvent très explosif que prend la protestation reflète une sorte d'inquiétude, de révolte latente. Le deuxième mécanisme est la fréquence très élevée avec laquelle les femmes se rendent chez le médecin pour soigner

leurs maux professionnels. L'analyse indiquerait une sorte «d'incapacité» pour ces femmes de faire face à de telles conditions de travail.

Nous concluons ce dossier, comme le font les auteurs et l'organisation de femmes qui ont mené l'enquête, en nous demandant quelle leçon peuvent retirer d'une telle étude les féministes des pays en voie de développement en particulier, le féminisme international en général. Malgré le caractère d'exploitation, la nature «extractive» de ce travail et l'appropriation injuste du surplus du travail féminin, les femmes, les travailleuses de la ZFP acquièrent un pouvoir économique relativement considérable ce qui a des conséquences également très importantes sur

leur statut, leur rôle dans leur famille, dans leur village d'origine et dans la société en général. L'impact d'un travail salarié des femmes change les valeurs sociales traditionnelles, les rôles sexuels habituellement définis dans la division sociale du travail. La vulnérabilité de ces jeunes femmes est grande parce qu'elles sont jeunes mais cette jeunesse représente aussi un potentiel pour s'organiser. Enfin, l'émergence d'une certaine conscience d'être exploitée parce que femme, même si elle est rudimentaire, est présente. L'ensemble de ces effets et de bien d'autres ne peut que faire apparaître de nouvelles configurations d'attitudes sociétales et culturelles.

Myriam VANDAMME
Bruxelles, avril 1986.

(1) Ce groupe d'étude a publié la première partie d'un pamphlet intitulé «Feminism is relevant: part I: History, politics and economics». Ce groupe prépare la deuxième partie. Ce pamphlet est remarquable à plusieurs égards; notamment c'est très didactique; vulgarisé de manière convaincante, il anticipe et/ou répond aux arguments classiques/habituels anti-féministes. Enfin, très concret il démontre pourquoi le féminisme est pertinent à Sri Lanka (histoire propre, luttes diverses). Cette brochure de 22 p. a été publiée en Anglais, Sinhala et Tamoul. Tous les exemplaires publiés en Tamoul ont été vendus ou demandés comme des petits pains! Vraiment, je trouve que c'est un outil éducatif très bien fait. (Disponible à l'Université des Femmes).

(2) «Some aspects of Feminist Consciousness in the Decade 1975-1985 in Sri Lanka» 10 pages. J'en reprendrai plus loin les grandes lignes.

(3) Voice of Women est le seul groupe que je connais. Néanmoins il existe à Sri Lanka divers groupes dont j'ai pu m'informer, répartis dans tout le pays. Par exemple, le CENTRE FOR WOMEN'S DEVELOPMENT, situé dans le sud-ouest de l'île, s'est formé en 1983 et vise à organiser, à mobiliser les femmes rurales à travers diverses activités -lectures, formations, activités génératrices de revenus, industrie rurale, formation au leadership etc.. Si à l'origine, ces activités étaient confinées à certains villages, cette organisation est aujourd'hui une organisation nationale. Ce centre a lui-même des contacts avec le réseau des organisations des femmes rurales -RWON (Rural women's organisations network), seule organisation qui rassemble tous les groupes des femmes rurales de Sri Lanka, quelles que soient les différences de caste, ethnique, religieuses ou politiques. Les activistes de RWON visitent les régions éloignées, rencontrant les femmes pour les organiser. Plus de 2.000 femmes sont membres du RWON. Les activités sont similaires à celles de CWD bien que l'accent soit mis sur les aspects réseau, organisation. Je sais aussi qu'il existe plusieurs organisations qui travaillent avec les femmes ouvrières des zones franches de production et les femmes des plantations. Nous en reparlerons plus loin.

(4) Tiré du pamphlet n° 3 publié par le Women's Education Centre et écrit par Rachel Kurian et Kumari Jayawardena. Les objectifs de ce centre sont doubles. D'une part, il voudrait soulever les questions importantes concernant le rôle des femmes dans la société moderne. D'autre part, le centre espère, grâce à ce programme de publication en trois langues, se lier à un réseau couvrant tout le pays pour parvenir à une meilleure compréhension des expériences et besoins des femmes et, avec elles, participer à des luttes plus larges de changement social.

Tilff, Université d'été des femmes

Du 30 juin au 4 juillet, une quarantaine de femmes de bords et de milieux différents ont participé à une session de formation: c'était l'Université d'Été des Femmes. Deux mois déjà ont passé.

J'aurais dû écrire sur l'Université d'Été des Femmes pendant que j'y étais, avant de m'envoler en vacances. Aujourd'hui, pour retrouver l'intensité de ces journées, j'ouvre la farde remise à mon arrivée, le 30 juin au soir (j'ai manqué la première journée de l'Université d'Été en terminant la dernière du cycle scolaire). Je relis la feuille bleue pétrole du programme.

Je me rappelle. A Tilff, j'ai retrouvé des femmes que je connaissais et, après leur balade au village, Nadine et Françoise. Elles sont contentes.

Puis je m'installe, c'est-à-dire, que je choisis mon lit superposé dans le dortoir. Ouf, un matelas du haut est libre. J'ai horreur d'entendre des grincements au-dessus de ma tête. Quand même! On nous loge comme des gamines! Je me demande quel chargé de cours accepterait un tel logement, je me demande qui oserait offrir un tel logement à des chargés d'autres cours. Bah, j'ai mes boules Quies. En sortant je vois l'affiche sur la porte: «Un homme sur deux est une femme». Hum... si l'affiche avait indiqué «Un homme sur deux est un homme», nous logerions à l'hôtel!

Vite, que je rassure nos futures invitées à l'Université des Femmes: malgré la modestie de nos moyens financiers nous estimons que la moindre des courtoisies est d'accueillir nos hôtes avec quelques égards et nous leur offrons toujours, quitte à racler nos fonds de poche, un couvert et une auberge des plus convenables.

Pour en finir avec l'intendance j'ajouterai que la nourriture était comme l'éclairage des chambres: unique, l'ampoule et aussi triste que le vol-au-vent farineux, collective, la lumière et arrosant nos lits comme la sauce bolognese arrosait nos pâtes, suffisante pour être rassasiée avant d'avoir fini son livre et satisfait sa faim.

Par bonheur nous avons fait contre médiocres logement et nourriture, excellents contacts et amitiés.

J'ai aimé l'atmosphère des repas. On choisissait sa place.

UN DES MOMENTS FORTS A L'UNIVERSITE D'ETE

Pendant cette session de l'Université d'Été nous avons rencontré les responsables de la Commission Femmes de la FGFB de Liège.

Pour une rencontre vive, ce fut une rencontre vive. Et vivifiante.

Laurette Witsel, responsable de cette commission, nous a reçues généreusement: drink et zakouski. «cadeau de la Fédération», nous a-t-elle dit, non sans fierté. Le débat tournait sur la non-présence active des féministes dans les syndicats. C'était les classiques différences.

Les responsables syndicales femmes insistaient sur la nécessité d'être plus nombreuses et plus actives dans les syndicats à la fois pour mener une lutte commune avec tous les travailleurs et mieux se faire entendre en tant que femmes. Elles pensent que le féminisme n'est pas un combat à mener hors des murs mais dans les murs, que c'est là qu'elles sont même si ce n'est pas facile pour les femmes d'être travailleuses-épouses-mères-militantes, même s'il est vrai que les postes au sommet sont encore très chers aux hommes.

Les féministes répondent que c'est le syndicat qui décourage les femmes à y être plus présentes dans la mesure où les actions spécifiques qui les concernent sont toujours renvoyées après la «lutte commune» et comme la lutte commune n'a pas de fin, il n'y a jamais de commencement pour des actions spécifiques pour les femmes; que si l'action prioritaire d'un syndicat est de défendre les plus faibles, les plus discriminés, les femmes sont exactement dans cette situation quel que soit le groupe social auquel elles appartiennent: travailleurs actifs, chômeurs, jeunes; que les intérêts des hommes et les intérêts des femmes dans le syndicat ne sont pas forcément les mêmes; que le syndicat fait silence sur certaines exigences des femmes dont notamment: le partage du travail domestique et des responsabilités familiales, la dépenalisation de l'avortement, l'augmentation des salaires féminins, de meilleures conventions collectives dans les professions où elles sont majoritaires, une présence sexuellement plus équilibrée aux postes de décisions.

Il est vite apparu que si le but est le même: l'amélioration des conditions de vie de femmes, les moyens pour y parvenir sont différents (littes dans ou hors des structures) mais non contradictoires, que les femmes peuvent, doivent s'épauler, que diversité n'est pas opposition, que cumulées les forces se renforcent, que les femmes ont tout à gagner à mieux se connaître et plus se rencontrer.

Aussi, nous nous sommes promis de nous revoir, mieux, nous avons demandé à Marcelle Hoens, présidente nationale de la Commission Femmes de la FGFB d'organiser une rencontre nationale le 8 mars 1987.

Jacques Yerna, président de la Fédération liégeoise était discrètement présent et très attentif. Il a tenu à nous faire savoir, par l'intermédiaire de Laurette Witsel, que nos propos méritaient l'attention du syndicat. Ce dont nous sommes évidemment persuadées.

Près de cette femme que je ne connais pas, pour lui parler. Savoir ce qu'elle fait dans la vie, ce qu'elle est venue chercher ici, près d'une copine que je n'ai plus vue depuis la dernière manifestation, près des syndicalistes de Mons parce que les grèves, là-bas, ça a été quelque chose, près de ces femmes très jeunes parce que ça fait du bien qu'elles soient là ou au gré de ces hasards qui font quelquefois si bien les choses.

Parfois nous étions happées par les femmes qui voulaient en savoir plus long sur l'Université des Femmes, notre fonctionnement, nos cours, nos publications. C'était aussi le moment, pour nous qui étions chargées des thèmes, d'avoir des échos des débats qu'ils suscitaient en ateliers, parfois aussi d'être interrogées, serrées au plus près entre nos dires et leurs réactions.

Pour cette rencontre nous avons été pressenties par Marie-Thérèse Destercke, chargée de mission au Service pour la Promotion culturelle et professionnelle des femmes, pour prendre en charge deux thèmes: «Les discriminations dans l'éducation, l'enseignement et la formation des jeunes femmes» et «Les discriminations sociales et économiques qui touchent les femmes».

Pour chacun de ces thèmes nous avons travaillé en équipe mettant ainsi en pratique un de nos buts: le partage du savoir et des responsabilités.

L'attention des participantes à chacune des conférences de près de deux heures était la preuve évidente de leur motivation et, pourquoi être modestes, de l'intérêt des exposés. Contrairement à ce que «le laboureur» dit à ses «enfants», ici c'est le temps qui manque le plus.

Entre nous, Femmes de l'Université, ça a été l'apothéose de l'amitié. Oh, nous le savons depuis belle lurette que nous nous entendons bien, que nous sommes très proches, très attentives l'une à l'autre, mais dans ce contact avec le public nous avons senti, à travers nos personnalités si affirmées (dit-on de nous), nos différences (disons-nous) comme une circulation sanguine faite de complicité, de connivence, de plaisirs partagés d'aller vers des contacts, d'affronter les critiques, les contradictions.

Notre principal souci, pendant les conférences, lors des discussions, était de démontrer que les féministes n'exagèrent pas, que les théories féministes résistent à l'analyse du réel, que c'est d'ailleurs à partir de la réalité de la vie des femmes qu'elles ont été élaborées, qu'il faut, autant que faire se peut, ne pas en faire l'économie avant d'entreprendre l'action, qu'il y a un lien indissociable entre théorie et pratique, pratique et théorie.

Quelques réflexions, que j'avais notées, seraient-elles le signe que «quelque chose» s'est passé à Tilff?

«Dans mon parti je suis dans un groupe «femmes», mais je n'ai jamais vu les discriminations sous ce regard. Ainsi, à la dernière manifestation contre les mesures de Val Duchesse j'étais près de mon homme, la prochaine fois j'essaierai de regrouper les femmes».

«J'étais plutôt encline à défendre les positions «femmes» dans les groupes mixtes. J'y tiens encore, mais je pense qu'il faut aussi des rencontres entre femmes».

«Pour moi, ce n'est pas tellement les chiffres qui m'étonnent, je les connaissais en gros, mais la façon dont vous les utilisez, le ton des exposés, la manière d'analyser les injustices, les arguments développés pour défendre la cause des femmes... J'espère qu'il m'en restera quelque chose...»

«Il faudrait que nous nous revoyions plus souvent. Ce sont les bases théoriques qui nous manquent, c'est sûr».

Dans l'horaire très serré se sont heureusement glissés des moments cools, sur la pelouse, le soir aux terrasses des bistrot de Tilff. Véronique De Graef qui fait l'émission «femmes» sur Radio-Air-Libre, nous a fait entendre des morceaux d'enregistrement de chanteuses, musiciennes et parleuses dont une chanteuse belge enregistrée en Angleterre qui contait une «histoire» de «vagin denté» tirée d'un livre du célèbre ethnologue Lévi Strauss avec une voix aigüe de fillette étonnée et ravie sur un rythme de rires de femmes. Génial, comme disent les jeunes.

(1) Le contenu des conférences fera prochainement l'objet d'une publication du Ministère de la Communauté Française.

Fanny FILOSOF

1986

30 JUIN - 4 JUILLET

UNIVERSITE D'ETE DES FEMMES

TILFF
« Vallée de l'Ourthe »



Service pour la promotion culturelle
et professionnelle des femmes.
Ministère de la Communauté française,
7, rue Stevens, 1000 Bruxelles.

«UN HOMME SUR DEUX EST UNE FEMME»

(Le Ligueur 22.8.86)

En ce début juillet, il flottait un air joyeux de vacances et nous étions une cinquantaine à participer, sous le chaud soleil de Tilff (près de Liège) à la première session de l'Université d'été des Femmes, organisée par le service pour la Promotion culturelle et professionnelle des femmes du Ministère de la Communauté française avec la collaboration du Grif et de l'Université des Femmes.

Femmes de tous âges et de tous horizons, engagées pour la plupart dans des mouvements sociaux, nous étions venues avant tout exprimer ensemble l'envie de comprendre, avec une perspective féministe, le monde dans lequel nous vivons.

Un programme qui proposait en alternance quatre thèmes et quatre ateliers, nous faisait passer de la curiosité intellectuelle à l'expérience vécue.

Le dernier jour fut pour nous l'occasion d'interpeller nos responsables politiques et de leur faire part de nos revendications.

C'est ainsi que nous souhaitons que cette initiative d'une Université d'été pour les Femmes puisse se renouveler chaque année et qu'elle soit assortie «d'un congé d'éducation».

Nous proposons également qu'un réseau d'information fonctionne entre les divers mouvements, associations et centres de documentation, à l'initiative du Ministère de la Communauté française.

Nous revendiquons une part spécifique des budgets, national et communautaire, afin que soit valorisée l'identité des femmes au sein de toutes les structures d'information, d'éducation et de formation.

Pour nous enfin, ces jours passés ensemble furent riches de partage et d'échanges, et au bout de cette session, nous avions en tout cas réalisé l'égalité entre nous, affirmé notre force et notre volonté pour dépasser la «victimologie».

Marie-Thérèse
GHOOS-SAUSSEZ

Y en a marre...

Agnès, ma fille, à quoi ça te sert de beugler si fort dans les manifs! Tu crois que c'est ça qui motivera les gens, qui les convaincra, les ralliera, les contaminera? D'accord, tu as la raison de l'analyse politique avec toi. Oui, tu possèdes aussi la passion de la raison et la raison de la passion. Puis, ces 200.000 personnes ce 31 mai, ce raz-démarré rouge-bigarré qui a coulé fermement dans les artères de Bruxelles. Et, en plus, ces «verts», ceux du syndicat chrétien qui veulent comme toi un mouvement plus global, organisé, porteur d'une opposition politique et d'une alternative socio-économique novatrice, transformatrice, «révolutionnaire»! Préparons la grève générale que tu hurlais à pleins poumons, toutes cordes vocales déployées. Les autres étaient avec toi, les belles inconnues-connues un peu, de l'intérieur, à cause de l'identité du vécu par rapport à l'égalité des mesures qui nous frappent et les belles connues, Onorina, Ida, Marion, Myriam, Toniette,... elles qui, quels que soient le temps et les saisons, font le travail militant de fond, le travail de pigeon!

J'ai envie de continuer, nous devons tous et toutes poursuivre, secouer inlassablement le cocotier de la FGTB, secouer pour que les bonzes (déguisés en singes pour la métaphore tropicale) tombent, atterrissent mais Bon Dieu! Qu'ils se fassent mal! Y en a marre, avec ma cotisation de les engraisser mensuellement pour qu'ils

s'accrochent et fassent un travail de vigie. Face à la mer, Vandembroucke, Vandermeeren et D'Hondt (mais attention Monsieur sur un autre cocotier, tout aussi cerné que le nôtre par des indigènes verts) scrutent l'horizon car ils se disent: la marée est encore loin, elle a déferlé, sagement, à l'heure et au jour voulus, comme toutes les marées du monde, sur Bruxelles pas sur la place Fontainas. Alors, patience! Fuyons! En avant, bien sûr.

J'entends, au «poste», que la communauté éducative chrétienne ne désire pas que des éléments étrangers se joignent à sa manifestation! On sait bien, je sais, Saints et Saintes hypocrites, pouvoirs organisateurs assujettissant les travailleurs, opium du peuple et des masses laborieuses, que, comme toujours, vous cherchez à vous sauver tout seuls.

Pharisiens, sépulchres blanchis, marchands du temple, comme je vous retrouve des années après, égaux à vous-mêmes! Même combat, même trahison! Je ne vois plus que des Judas! Mais, bon sang, Monique, Annie! Où sont les Jean,... qui n'ont pas laissé tomber la mère de Jésus? Car, Marie, celle-là ou une autre, la Marie, par exemple, qui a bossé 40 ans à la RTT ou à Bell Téléphone elle est repartie pour un tour de 5 ans (à 11 % en moins pour sa pension, par an, je crois!) (NB. J'évite de dire ce mot-là, car ça a un relent de catholicisme rampant).

Que faire? Lénine, aide-nous! Continuer à mobiliser? Pourquoi? Comment? Quand on est trahi de partout!

Camarades et citoyens, messieurs de l'Etat-Major, les femmes n'accepteront jamais que vous négociez, secteur par secteur, en laissant tomber le volet de Sécurité Sociale qui nous bouffe toutes crues. Si vous faites cela, vous les aurez toute la vie sur les reins, et à coups de pieds dans vos tibias. Vous en ferez tous de l'anorexie syndicale? C'est le moment stratégique ou jamais d'avoir les femmes avec vous ou contre vous? Mais, non ne me dites pas, SVP, que vous êtes les Sacha Guitry du syndicat.

Harceler, continuer à harceler, nos dirigeants, le gouvernement, les patrons? Il faut encore trouver la force, la vigueur idéologique, le ressort politique.

Heureusement, il y a les copains et les copines qu'on se fait dans le combat. Avec eux et avec elles, ce ne sera jamais plus pareil! Entre nous, il y aura cette impression, cette émotion, cette sensation du coude à coude, dans l'événement qui façonne l'histoire, l'histoire des combats des hommes.

Pourtant, je sais que c'est pas la passion, les sentiments qui doivent orienter les stratégies de lutte. Sinon, on serait des «pervers» du militantisme. Pourtant, quand il ne reste plus que cela, car une autre tiédeur

aura déterminé les options politiques du mouvement d'opposition, hé oui. Messieurs les Sinistrables, vous aussi avez l'erreur politique possible!

Nous n'avons pas le monopole des mauvaises tactiques politiques. Il semble que ce soit Thorez qui ait dit, au lendemain des grèves de 36, en France, alors que le mouvement des grèves avait emporté les congés payés -et ça, c'était pas prévu par les politiques, socialistes et communistes d'ailleurs,- il faut savoir terminer une grève! Oui, mais, Camarade, toi t'avais gagné des congés! Mais, nous! Du sang et des larmes? Un milliard pour la SNCB et les transports urbains, qui dit De Croo.

Faut voir! 4 commissions sur l'enseignement qui se renvoient le 13.6.86. C'est maigre! Camarade! Un os à ronger! Plus besoin de s'aiguiser les dents! Elles sont longues et bien limées par 3 semaines d'actions. Alors! Il faut continuer, ensemble, au-delà des limites des organisations et des structures. On ne peut pas avaler ça. Ça nous restera (ça restera sur l'estomac des militants tièdes jusqu'à la fin de leurs jours). Tu sais, camarade Chef du syndicat rouge ou vert? C'est plus grave de perdre des militants que de perdre des affiliés.

Agnès
7 juin 86
8 h 45

Avortement

La déclaration de Miet Smet, comme quoi elle considère la proposition de loi Lallemand-Michielsen comme une base de discussion, a suscité une mâle colère dans son parti. «Vrouw en Maatschappij» dont elle avait été présidente, a volé à son secours en rappelant une enquête que l'association avait effectuée en 1984, avec l'aide d'une équipe scientifique de l'Université catholique de Louvain flamand, auprès d'un échantillon représentatif de femmes membres du CVP et qui avait révélé que 78 % des femmes étaient d'avis qu'il fallait modifier la loi en matière

d'avortement. Elle souligne de plus que mettre en doute la compétence du Parlement c'est mettre en doute la démocratie.

Le président du CVP a mis en doute les résultats de l'enquête, considérant que l'avis de 407 femmes sur 42.000 membres féminins ne peut être considéré comme représentatif. Comme quoi les échantillons ne sont significatifs que lorsqu'ils vont dans le sens escompté. L'équipe de la KUL est sûrement très heureuse de voir son travail ainsi déconsidéré!

Entretiens, une proposition de dépénalisation a également été déposée à la Chambre, mais elle n'est plus contresignée que par Philippe Moureaux (PS) et Léona Detiège (SP).

Sur le terrain des procès, la Chambre du Conseil de Gand a décidé de renvoyer en correctionnelle les soixante personnes (médecins, paramédicaux et patientes) du Collectif contraception de Gand. La date du procès n'a pas été fixée. La plainte d'une doctoresse, pour violation du secret médical par des policiers, a été repoussée.

Les médecins iront en appel. Le collectif poursuit son activité.

A Charleroi, comme prévu, le Tribunal a trouvé un «truc» pour ne pas devoir condamner le Dr Moonens, membre du Collectif Contraception de Charleroi. Une perquisition ayant été opérée sans mandat, cette illégalité entraîne la nullité des poursuites et de la condamnation, ce qui a permis au Tribunal de ne pas rendre de jugement.

(Suite au prochain numéro)

E.R.

Machiavel à la sauce du 20^e siècle

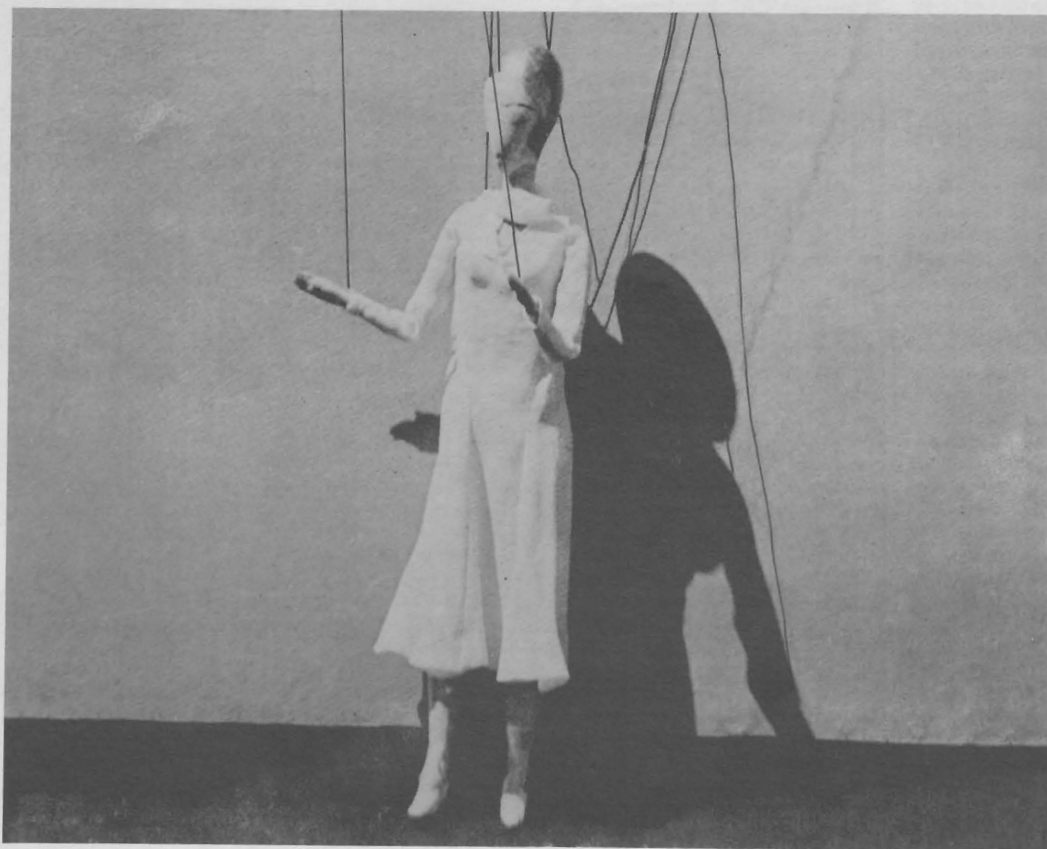


photo Tina Modotti, éd. des femmes

L'analyse que Frans Verleyen fait du comportement politique dans son éditorial du KNACK du 11.6.86 m'a semblée si judicieuse que j'ai voulu vous le traduire. Il est plein d'enseignements pour les femmes et leurs aspirations aux responsabilités politiques. Le choix du titre (en Français) «Cherchez la femme» est par contre plus discutable, sinon débile.

«Déjà en 1513, le grand publiciste Niccolò Machiavel, avec une élégance toute florentine, écrivait qu'un leader politique avait tout avantage à faire exécuter ses plans par ceux qui en étaient les adversaires virtuels. Dans les démocraties occidentales modernes, cette ligne de conduite est devenue une réalité évidente et a été érigée en une loi «d'absence de principes constructive». L'histoire de Belgique récente en offre des exemples nombreux. Il suffit de feuilleter les deux tomes de l'ouvrage de notre histoire par Luyckx-Platel pendant un quart d'heure pour se rendre compte dans toute son ampleur des ravages de conscience chroniques de nos dirigeants. Prenons par exemple le récent débat télévisé où notre Secrétaire

d'Etat à l'émancipation sociale, Miet Smet, fut interrogée par des féministes, ses sœurs d'armes d'hier, sur le plan de Val Duchesse et ses conséquences pour la partie féminine de la population. Ce débat télévisé avait quelque chose de pathétique. On put entendre et voir une politicienne, qui jusqu'à présent avait toujours été fiable et solide, devoir renoncer à ses conceptions personnelles pour défendre le cabinet Martens VI auquel elle est associée depuis peu de temps. Pourtant, le gouvernement dans sa politique budgétaire s'essuie les pieds avec certains principes de base, sacrés pour les femmes.

La mesure la plus importante concerne les allocations de chômage des chômeurs de longue durée qui ne vivent pas seuls. Dès que le conjoint gagne plus de 40.000 frs par mois, cette allocation est suspendue; la police d'assurance sociale et le droit à la «solidarité» ne sont plus valables dans ce cas. Cette nouvelle situation vaudra quasi exclusivement pour les femmes, mariées ou non mariées, parce que le nombre de cas où maman a du travail et

papa non, est statistiquement limité.

Jusqu'à récemment, Madame Smet commençait la plupart de ses interventions par la déclaration solennelle du grand principe selon lequel tout citoyen a droit à un revenu individuel, quel que soit son sexe. A présent ce droit a disparu. Indépendamment de la question de savoir si, sur ce terrain, il n'est pas sage pour les ministres d'appliquer la «nécessité fait loi», le féminisme organisé se trouve ici devant une situation de capitulation inconditionnelle. La pierre angulaire qui soutient le processus d'émancipation a été retirée. Elle a été remplacée par quelques désavantages supplémentaires tels que le relèvement de l'âge de la pension des femmes à 65 ans et la diminution de la prime de grossesse. La journaliste EVITA NEEFS le résuma en une seule phrase: «La femme est touchée parce qu'elle travaille, parce qu'elle est mariée avec un homme qui dispose d'un revenu, et parce qu'elle met des enfants au monde».

Maintenant, il est évident que la Secrétaire d'Etat Smet sait

cela aussi. Ses possibilités pour s'assurer un succès dans le débat télévisé en mettant en évidence les bonnes intentions du gouvernement et de son propre Département étaient fort limitées. Elle a fait alors ce que les hommes font toujours: «laisser parler simplement les faits et les chiffres» et montrer que pratiquement les dégâts restent limités. Ses contradictrices du SP, de la VU et d'Agalev ne se montrèrent même pas irritées, uniquement attristées. Mais leur compassion en dit bien long sur la perversion intellectuelle qui apparemment surgit fatalement dès que quelqu'un doit fonctionner dans la logique d'un travail ministériel.

Frans Verleyen termine son article en citant de nombreux exemples de comportements similaires chez nos ministres au cours du temps.

La question qui se pose est de savoir si nous, les femmes, nous désirons vraiment ce genre de politique!

E.R.

En Irlande, Satan ne mènera pas le bal

Les Irlandais, qui ont dit non au divorce à une très large majorité, revendiquent avec fierté le titre de pays le plus rétrograde de la CEE. Il s'agissait pourtant d'un tout petit divorce: possible uniquement après une séparation de cinq ans et l'accord des deux conjoints.

L'absence de divorce entraîne cependant des situations kafkaïennes car des couples se défont comme partout ailleurs. Mais l'hypocrisie est telle qu'ils sont obligés de vivre dans une quasi clandestinité. Comme partout ailleurs, des couples se refont et si par malheur ils ont des enfants, ceux-ci doivent être déclarés sous le nom du premier mari pour que les parents ne soient pas inculpés de bigamie et pour que les enfants ne soient pas des bâtards. Ce genre de problème subsiste même quand le mariage est dissous par l'Eglise, ce qui est possible dans un nombre limité de cas, mais comme le divorce est interdit par la constitution, il reste indissoluble devant la loi. Il est donc possible de se remarier devant l'Eglise mais cette pratique est découragée et la femme est souvent envoyée en consultation chez un psychiatre. On raconte même que l'employeur d'une de ces femmes a été averti qu'elle était «en analyse». De toutes façons, les enfants de ce deuxième mariage seront nécessairement bâtards devant la loi, et l'épouse ne pourra bénéficier d'aucun des droits dérivés découlant de son deuxième mari, alors qu'elle aura par contre encore besoin de l'autorisation du premier pour bâtir une maison par exemple. Bref, le vrai bordel financier, juridique et social.

Deux mois avant le référendum, tout semblait indiquer que les partisans du divorce allaient l'emporter confortablement, mais au cours de la campagne on vit cette avance fondre comme neige au soleil sous les coups de boutoir de l'Eglise catholique, toute puissante dans un pays où 95 % de la population est catholique et 80 % pratiquante.

L'Eglise et l'opposition n'ont pas hésité à utiliser tous les moyens y compris les plus discutables pour gagner cette pauvre bataille. Les organisations catholiques laïques se lancèrent d'abord fougueusement dans la lutte, mettant les femmes au centre du problème: «Donner aux femmes la possibilité de divorcer c'est leur donner la possibilité de faire un



mariage à l'essai ou leur permettre d'assouvir leurs désirs les plus pervers». Satan n'est pas loin.

L'Eglise aurait voulu laisser l'illusion de la séparation des pouvoirs mais finalement le clergé s'est mêlé au débat, avec la bonne foi qui lui est habituelle.

Ainsi, Mgr Cassidy, évêque de Clonfert a, au début de la campagne, souligné que si l'Eglise devait faire connaître son avis sur des questions d'ordre moral, comme elle l'avait fait dans une lettre épiscopale très sévère, les fidèles n'en étaient pas moins libres de voter selon leur conscience. Libres d'aller en enfer quoi! Le Cardinal Thomas O'Fiaich retrouve des tons médiévaux pour dénoncer la «peste du divorce» et l'Etat qui ne saurait modifier la «loi divine». Quant à l'archevêque de Dublin Mc Namara, il préfère le discours prophétique et contemporain et compare les effets du divorce à ceux de Tchernobyl: «Ce désastre vient nous rappeler comment des radiations négatives pénètrent tout le corps social».

La chaire fut utilisée dans les paroisses pour exhorter les croyants à bien voter. Un curé de Dublin a même déclaré «qu'il déplorait que certains couples

soient obligés de vivre un mariage raté. Mais pour le bien de la majorité, il faut pouvoir se sacrifier. Dieu connaît la croix que supportent ces gens et les aidera à la porter et ils en seront récompensés dans cette vie ou dans l'autre». La rédemption par la souffrance semble encore à l'honneur en Eire! Un curé, Standun, qui dans «The Irish Times» plaidait pour la tolérance fut rappelé à l'ordre par la hiérarchie et prié de s'abstenir de toute déclaration à l'avenir. Plusieurs nonnes se sont également exprimées dans ce sens et par la même voie.

Le clergé ne se contente pas d'objections d'ordre moral ou religieux, il crée également des anxiétés sur un plan plus concret. Aux fermiers très nombreux, il fit croire que si le divorce était introduit, leurs femmes pourraient obtenir devant les tribunaux une partie de leurs terres. Aux femmes, l'Eglise fit croire qu'après un divorce éventuel, elles perdraient tout droit sur les biens acquis pendant le mariage et que le mari n'aurait pas besoin de l'autorisation de la femme pour divorcer.

Cette dernière argumentation a d'ailleurs rencontré l'opinion de certaines femmes socialistes qui craignaient, sans doute avec raison, que le divorce

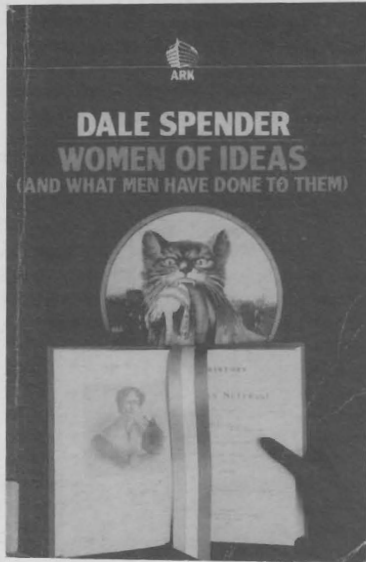
plonge certaines femmes dans la misère et «ait finalement les mêmes conséquences pour les femmes que Noël pour les dinde».

Le chef de l'opposition Charles Haughey a tenu de pieux discours sur la sainteté du mariage. Il est pourtant notoire qu'à côté de son épouse légitime qu'il exhibe dans toutes les réunions officielles, il entretient une liaison depuis des années. La double morale dans toute sa splendeur!

Finalement la question du divorce ne sera jamais simple pour les femmes tant qu'elles restent vulnérables sur le plan financier à cause de leurs faibles rémunérations qui les contraignent bien souvent à devoir compter sur le «revenu d'appoint» (comme dit Hedwige) que constitue le mariage.

Le problème finira peut-être par se régler tout seul en Irlande. On constate en effet, que malgré la chappe de la pression sociale et religieuse, de plus en plus de jeunes se mettent en ménage sans se marier.

Edith RUBINSTEIN



J'ai vécu avec ce livre pendant à peu près trois mois. Je veux dire par là, que j'en étais imprégnée même quand je ne le lisais pas. Dans la notice biographique on peut lire: Dale Spender est une féministe australienne qui vit et travaille à Londres. Elle est l'auteure de plusieurs livres bien connus sur le féminisme et l'éditrice du journal «Women's Studies International Forum». Elle fait des conférences et des émissions dans le monde entier.

Cet important ouvrage de plus de 750 pages est en quelque sorte une anthologie de vie de femmes anglo-saxonnes qui se sentaient opprimées dans un monde dominé par les hommes et une analyse détaillée de leurs écrits. Il débute avec Aphra Behn qui vécut de 1640 à 1680, donc plus d'un siècle avant Mary Wollstonecraft, et dont la vie et les écrits furent étonnants.

Parlant du mariage

«Il veut quelqu'un pour s'occuper de sa famille, une maîtresse de maison, quelqu'un qui aura intérêt à ne pas lui nuire de sorte qu'il pourra lui accorder une plus grande confiance qu'à une personne qu'il aurait engagée pour de l'argent. Quelqu'un qui élèvera ses enfants et assumera tout le soin et le poids de leur éducation pour préserver son nom et la famille. Quelqu'un dont la beauté, la sagesse ou l'humour et la conversation plaisante le distrairont quand il aura subi des contrariétés et des déconvenues à l'extérieur, qui lui rendra justice quand le monde extérieur dénaturé le lui refusera; c'est ce qui s'appelle dans toutes les langues, sauf la

sienne rehausser sa fierté et flatter sa vanité, en ayant toujours suffisamment de bon sens pour se trouver à ses côtés, pour le confirmer dans son droit quand d'autres sont suffisamment ignorants ou brutaux pour le lui dénier... En un mot, quelqu'un qu'il peut entièrement gouverner et auquel par conséquent il peut imposer sa volonté et son goût, quelqu'un qui doit lui appartenir pour la vie et ne peut donc quitter son service, et qui se laisse traiter selon sa volonté». Mary Astell (1668-1731)

Dale Spender, dans un style tonique et militant explique sa démarche dans l'introduction: «Ce livre trouve son origine dans mon expérience personnelle: à la fin des années 60, j'ai éprouvé le besoin impératif de découvrir si d'autres femmes ressentaient et pensaient les mêmes choses que moi, dans une société dominée par les hommes. Il devint vite évident que je n'étais pas seule». Ensuite, la question s'est posée de savoir si elle appartenait à la première génération à éprouver ce sentiment. D'autres semblaient s'être posé la même question puisque toute une littérature fut publiée qui retraçait la vie de femmes du passé. Ces femmes avaient donc bien existé. «Une autre question surgit à sa place: pourquoi ne le savais-je pas, pourquoi ne le savions nous pas? Il ne s'agissait pas simplement d'une question superficielle ou intéressante intellectuellement mais d'une question centrale à notre compréhension du patriarcat. Pourquoi les femmes du présent étaient-elles coupées des femmes du passé et par quel processus cela s'était-il produit?»

Les hommes en nous considérant incapables d'améliorer nos facultés intellectuelles nous ont complètement écartées des avantages d'une éducation: ils ont contribué ainsi au maximum à faire de nous les créatures privées de sens commun qu'ils nous imaginent être. «Sophia» (Probablement lady Mary Wortley Montagu (1689-1762).

«On dégrade les femmes lorsqu'on ne leur permet pas d'autres idées que celles suggérées par la fabrication d'un pudding ou la couture d'un ourlet de jupe». Judith Sargent Murray (1751-1820).

Dale Spender avait, tout au plus, appris dans ses cours d'histoire qu'au début du 20^e

siècle une poignée de femmes déséquilibrées et exaltées s'étaient enchaînées pour essayer d'obtenir le droit de vote. Pourtant lorsqu'elle apprit plus tard, qu'à la même époque circulaient en Grande-Bretagne 21 périodiques féministes elle soupçonna que ce mouvement ne pouvait pas avoir été aussi marginal qu'on le lui avait laissé entendre et elle commença à se demander si vraiment la disparition des femmes du passé était accidentelle ou voulue.

«Par quel procédé a-t-on pratiqué l'éradication des femmes et, est-elle toujours opérationnelle? Ces questions représentent la substance de ce livre. J'en suis venue à accepter qu'une société patriarcale dépend, dans une large mesure de l'expérience et des valeurs des hommes qui sont perçues comme l'unique cadre de référence valable dans la société et pour cela, il est de l'intérêt du patriarcat d'empêcher des femmes de partager, d'établir, d'exprimer leur cadre de référence tout aussi réel, valable et différent qui est le résultat d'une expérience différente».

Comment se fait-il que les hommes se trouvent dans la position de décider ce qui est juste et ce qui ne l'est pas. Qui a fait de l'homme le juge exclusif si les femmes partagent avec lui le don de la raison? En vertu de quelle autorité les hommes jugent-ils de ce qui convient le mieux aux femmes? Comment se fait-il que le terme «raison féminine» soit pratiquement dépourvu de sens? Parce que les hommes sont des tyrans, les hommes ont le pouvoir et les femmes sont exclues, privées de voix. Mary Wollstonecraft (1759-1797).

Nous, les opprimés, devons briser nos constructions mentales dominantes, et examiner étroitement d'où proviennent nos idées et comment il se fait que nous savons ce que nous savons. Frances Wright (1795-1852).

Dans un monde où ne s'exprime que la vision masculine, où le pouvoir est masculin, les femmes auront naturellement tendance à se sentir inférieures, et seront confirmées dans cette idée par des raisonnements masculins imparables. Les femmes ont été socialisées dans une société patriarcale et il est difficile de s'en dépêtrer. «Pour devenir des membres de la société où ils tiennent le haut du pavé, nous devons apprendre leurs règles, nous devons apprendre que nous sommes des femmes, que nous n'occupons pas la position pri-

vilégiée tenue par les hommes, que nous ne comptons pas autant, que nous n'avons pas les mêmes besoins humains; et en outre, nous devons apprendre que ces conditions de notre existence ne sont pas ouvertes à la discussion».

Il n'est ni nécessaire ni juste d'imposer aux femmes qu'elles seront mère ou rien du tout, ou si elles ont été mère, elles ne seront plus rien d'autre durant tout le restant de leur vie. Harriet Taylor (1807-1858).

Hommes, vous ne pouvez pas y croire, mais la seule raison pour laquelle les femmes assument ce qui vous convient le mieux c'est que vous les empêchez de découvrir ce qui leur convient à elles-mêmes. Margaret Fuller (1810-1850).

Les hommes ne sont pas opposés au travail féminin en principe, ce qu'ils n'acceptent pas c'est qu'elles soient payées pour cela. Barbara Bodichon (1827-1891).

Après avoir expliqué l'origine de son ouvrage, Dale Spender en livre la méthode. Elle soulève elle-même certaines objections auxquelles elle tente d'apporter une réponse. Faut-il présenter les femmes qui percevaient les hommes comme des ennemis? On ne fait pas tant d'histoires quand on parle de classes ou de racisme répond-elle. Elle décide d'étudier les femmes «hors contexte» en les suivant pas à pas.

«Je ne veux pas étudier les femmes par rapport aux hommes, entre autres parce que la majorité des femmes citées dans ces pages refusaient elles-mêmes de se considérer par rapport aux hommes». Bien qu'elle soit tout à fait consciente que les femmes ne sont pas pareilles, elle opte de les traiter de manière identique parce que toutes les femmes ont une caractéristique commune: l'expérience d'être femme dans un monde masculin. Elle adopte le parti pris de présenter toutes les femmes positivement, dans un but politique conscient: ne pas fournir au patriarcat une connaissance qui permette aux hommes de diviser et régner. Quelles préoccupations vont guider son choix? (près de 150 femmes décrites).

«Il est évident que je n'ai pas suivi les voies traditionnelles d'une historienne. Mon but a consisté à découvrir certaines femmes qui, dans le passé, ont publié leurs idées sur le pouvoir masculin, ensuite j'ai essayé d'établir ce qui leur est arrivé, de découvrir ce que les

hommes leur ont fait».

Tant que nous ne voyons pas ce que nous sommes, nous sommes incapables de poser les actes nécessaires pour devenir ce que nous devrions être.

Charlotte Perkins Gilman (1860-1935).

Nous découvrons une raison pour cette haine intense envers les vieilles femmes dans le fait que la femme était principalement considérée d'un point de vue sexuel par l'homme chrétien, l'Eglise enseignant qu'elle avait été créée uniquement pour l'utilisation sexuelle par l'homme. Par conséquent quand, à cause des années écoulées, elle n'attire plus l'adulation sensuelle de l'homme, il considère qu'elle usurpe tout droit à la vie (Dans «Woman, Church and State»).

Mathilda Joselyn Gage (1826-1898).

Que se passe-t-il donc quand certaines femmes à partir de leurs expériences propres ne voient pas les hommes comme des êtres supérieurs et considèrent les problèmes féminins comme plus consistants? Les hommes décrèteront dans leur ignorance que ce qui se produit en dehors de leur expérience propre est irréel et n'existe pas.

«Comme ce livre le démontre, depuis des siècles des femmes se sont opposées aux hommes et les hommes ont utilisé des mesures primitives contre elles; depuis des siècles, des femmes ont clamé que le monde et les hommes apparaissent très différents vus sous un angle féminin».

Donc si nous n'avons pas hérité d'une tradition dans laquelle le pouvoir masculin était remis en cause c'est parce que ce sont les hommes qui décident de ce qui est réel et important dans la société.

Les hommes contrôlent la connaissance. «S'ils aiment ce que nous produisons, ils se l'approprient, s'ils peuvent l'utiliser (même contre nous) ils le prendront, s'ils ne veulent rien savoir, ils l'égarent».

Dale Spender va nous démontrer en décortiquant les écrits de femmes au cours des siècles que leur disparition est liée au fait que les hommes ne les ont pas considérées comme des intellectuelles dignes de foi et que le patriarcat y trouvait avantage.

Les écrits des femmes ont été discrédités en utilisant la règle de la double morale. Ils furent

considérés comme subjectifs alors que les activités masculines sont révérees comme objectives. Les écrits féminins seront simplement disqualifiés parce qu'écrits par des femmes. Dans leurs critiques les hommes ne s'arrêteront devant aucune bassesse: attaquant les femmes sur le physique, sur leur moralité, mettant en doute leurs connaissances, les présentant bien souvent comme des hystériques. Et qui donc serait tenté de lire des ouvrages présentés d'une manière aussi outrageuse et dénigrante? Sans parler des couples où la contribution féminine souvent prépondérante était bien des fois passée sous silence par le partenaire. Et quand le partenaire rendait hommage à sa femme, les critiques s'empressaient de démontrer qu'il était aveuglé par l'amour.

La lutte militante elle-même a fait davantage pour modifier le statut des femmes -parce qu'elle contribuait davantage à modifier notre propre opinion de nous-mêmes- que le suffrage ne l'a jamais fait.

Lady Rhondda (Margaret Haig) (1883-1958).

Grâce à Freud, l'entière des Etats-Unis grouillent de millions et de millions d'hommes adultes se lamentant sur la manière dont ils ont été traités par leur mère qui en général est décédée.

Rebecca West (1892-1983).

Dale Spender montre que ce harcèlement sexuel se poursuit de nos jours et propose quelques recettes pour y échapper. Elle nous invite à une non-coopération active en nous rappelant le message de Virginia Woolf et Adrienne Rich, message qui avait déjà été lancé dans le passé. «Elles nous incitent à être «déloyales envers la civilisation» à nous libérer de loyautés irréelles envers les institutions politiques, économiques, scientifiques et technologiques des hommes. Elles nous demandent de réexaminer ce que nous savons et de rejeter ce qui détruit la vie; elles nous implorent de cesser d'attribuer aux hommes une taille deux fois supérieure à la normale et au contraire d'appeler leurs méthodes folie, et leurs logiques mensonge».

Cependant Dale Spender est optimiste. Elle croit que les choses pourraient changer. «Quand les femmes deviennent visibles, quand elles affirment la validité de leur expérience et refusent l'intimidation, le patriarcat est menacé».

Edith RUBINSTEIN

Elle était toujours souriante

C'était à **Droit de réponse** de Polac, vous savez ce genre d'émission «à la française où le débat entretient l'aimable» confusion entre pagaille et liberté de parole.

En la circonstance, on y traitait de l'intégrisme et de l'Islam. Sur le plateau, une belle brochette d'intellectuels arabes, ceux dont on s'étonne qu'ils se taisent. Mais ce jour-là, pardon, que de logorrhées! Et je vous coupe la parole, la retient dans le fleuve des mots. Words, words. Parmi ces pourfendeurs, un journaliste du **Monde**. Forte stature et crâne rasé. Qu'a-t-il dit? Je n'en sais plus rien tant le contenu le cédait à la forme, sabre à la main, à la hussarde.

Une femme aussi, une seule, belle grande personne, souriante, raffinée. Elle s'appelle Fatima Mernissi et a écrit «**Sexe Idéologie Islam**» (1). Professeur de sociologie à l'Université de Rabat, elle est venue à Paris, tout spécialement pour l'émission. Grande dame courtoise, elle lève le doigt pour avoir le droit de dire, entre deux souffles de mâles déchainés. Polac l'ignore. Elle relève le doigt, Polac l'ignore encore. La troisième fois aussi. Il est vrai que notre animateur n'a d'yeux et d'oreilles que pour le Yul Brynner, qui, derrière Madame de Rabat, étirpe, assène. Or, il se fit quelques secondes de silence, un temps de répit, afin que ces fringants coursiers puissent reprendre haleine. Et c'est alors qu'on l'entendit, suave: «Vous savez, Monsieur Polac, quand je reviendrai chez vous, je me raserai le crâne pour avoir une petite chance de parler». A ces mots, la bedaine de Polac fut secouée d'une cascade de petits rires, ses moustaches s'égayèrent comme s'il venait d'entendre une gaudriole dans une fête de famille. Ensuite, savez-vous ce qu'il fit? Et bien il accorda la parole à un sympathique travailleur maghrébin. Un non-intellectuel, celui-là. Oui, un laïque. Livreur de son métier, il a jeté sa soutane islamique aux orties ou par-dessus les moulins, comme vous voudrez. Madame la sociologue, toujours souriante, l'écoutait avec intérêt, plaisir, à visage ouvert. Et puis derrière, du public, surgirent des mots, ceux d'une jeune femme arabe, mots hachés, arrachés, tendus,

de ces mots maladroits qui font parfois les plus beaux dits: «L'Islam est profondément inégalitaire envers les femmes, les traite comme (comme elle cherchait ce «comme»)... des moins que rien». Polac avait repris son humeur de croisière et glissa: «il faudra revenir sur ce problème». On avait compris. Il est vrai qu'à cet instant, la voix nasillarde de Vincent Monteil du Collège de France, couvrit tout le terrain. Distingué érudit de l'Islam, récent converti, visage émacié à la Paul Valéry. Il tint d'indécents propos. Fit l'éloge de la dictature iranienne, le panagérique de Khomeiny. Et c'est alors qu'outre mon agacement, j'ai eu mal. Parce que la caméra se fixa sur le visage de Maxime Rodinson, silencieux et tassé. Paupières lourdes, affaissées sous le poids de l'imbécillité fanatique de son collègue. Maxime Rodinson, intellectuel juif qui eut le courage, en pleine guerre des 6 jours, de publier en première page du Monde, toutes les raisons dont les frères ennemis disposaient pour une réconciliation. Or là, sur ma lucarne, je voyais un homme sans doute fini, vaincu par la bêtise. Pendant ce temps Monteil, Monseigneur Lefèvre, persévérait dans son discours d'inquisiteur, avec de grands gestes d'araignée.

Et Madame? Et bien, elle levait le doigt. A force d'être là, Polac finit quand même par feindre de remarquer sa présence et lui accorda un petit bout de temps. Elle essaya de clarifier de grandes confusions européennes: «L'Islam est installé dans des pays non-démocratiques qui se servent du Coran pour exclure les femmes». Elle allait vers une analyse.

Ciac! L'ardoise tombe. C'est la fin de l'émission. «Merci, Madame», dit Polac, avec ce brin de galanterie qui ne dissimule guère l'immensité de la muffle.

Mais j'ai remarqué, que tout en buvant son calice jusqu'à la lie, elle était toujours souriante.

Françoise Hecq

(1) Fatima Mernissi: «**Sexe Idéologie Islam**», Ed. Tierce, Coll. Femmes et Sociétés, 1983.



La bibliothèque est accessible à toutes et à tous sans condition préalable (financière ou autre).

Elle offre une large gamme de documents sur le féminisme, la condition féminine et féministe. Vous pourrez y consulter les ouvrages de références, les revues féministes d'ici et d'ailleurs, des dossiers thématiques, etc.

Elle est ouverte du lundi au vendredi de 10 h à 17 h.
Le mardi de 10 h à 19 h et sur rendez-vous.

Dans chaque numéro de **CHRONIQUE** sont reprises toutes les nouveautés reçues en service de presse (SP) ou achetées par l'Université des Femmes (acq).

BIBLIO

CIVILISATION

- **Pour une autre vision**, Josette DUBOIS, Les Lettres libres, 1985, 167 p., SP

PHILOSOPHIE

- **Hannah Arendt**, éd. Ouisa, 1985, 136 p., (Etudes phénoménologiques T1 n° 2), SP

- **Philosophie et sociologie**, Julien FREUND, suivi d'une bibliographie par Pit TOMMISEN, éd. Cabay, 1984, 457 p., (coll. Perspectives sur l'homme; 6), Acq.

PSYCHOLOGIE - PSYCHANALYSE - SENTIMENTS - MORALE

- **Revivre le passé: sous hypnose**, mille cas de retour dans les vies antérieures, Helen WAMBACH, R. Laffont, 1986, 243 p., (coll. Les énigmes de l'univers), SP

- **Les rêves porte-bonheur**, Angèle TOFFOLI, éd. de Vecchi, 1985, 221 p., SP

- **Que veut une femme**, Serge ANDRE, Navarin éd., 1986, 274 p., (Bibliothèque des Analytica), SP

- **Le travail amoureux: éloge de l'incertitude**, Max PAGES, Dunod, 1983, 131 p., (coll. Organisation et Sciences Humaines, SP

- **L'intervention féministe: l'alternative des femmes au sexisme en thérapie**, Christine CORBEIL, Anne PAQUET-DEEHY, Carole LAZURE et Gisèle LE GAULT, éd. Saint-Martin, 1984, 188 p., (coll. «Femmes»), Acq.

- **La voie de l'individuation dans les contes de fées**, Marie-Louise VON FRANZ, éd. La Fontaine de Pierre, 1985, 301 p., SP

- **Amour et identité: le couple spirituel**, David SPANGLER, éd. Le Souffle d'Or, 1985, 113 p., (coll. «Spiritualité»), SP

- **La place de l'amour en psychanalyse**, Maurice-Moshe KRAJZMAN, éd. Point Hors Ligne, 1986, 126 p., (coll. Les problèmes actuels de la psychanalyse), SP

- **L'intime**, numéro réalisé sous la direction de Nicole CZECHOWSKI, éd. Autrement, 1986, 204 p., (Autrement n° 18), SP

- **Les passages de la vie: les crises prévisibles de l'âge adulte**, Gail SHEEHY, éd. P. Belfond, 1977, 314 p., SP

- **Lettres sur l'amour**, Marc CHABOT et Sylvie CHAPUT, éd. Saint-Martin, 1985, 148 p., (coll. «Indiscipline»), SP

- **Jealousy**, Nancy FRIDAY, éd. Collins, 1986, 593 p., SP

RELIGIONS - MYTHOLOGIE

- **Le loup de Gubbio: psychanalyse à la lumière de la Bible**, éd. Salvator, 1985, 137 p., SP

- **Thérèse de Lisieux: la grande amoureuse**, Jean DAUJAT, éd. P. Tequi, 1986, 209 p., (coll. «L'auteur et son message»), SP

- **La femme et l'Eglise**, éd. P. Tequi, 1983, 32 p., (Dieu est amour; 51), SP

- **Sainte Thérèse d'Avila**, éd. P. Tequi, 1981, 32 p., (Dieu est amour; n°s 35-36), *SP*

- **Le chamanisme, ancêtre du druidisme**, Renée-Paule GUILLOT, R. Laffont, 1986, 254 p., (coll. Les énigmes de l'Univers), *SP*

- **Avortement: les enjeux d'un débat passionné**, Pierre de LOCHT, EVO, 1985, 157 p., *SP*

- **Oedipe et Akhenaton**, Immanuel VELIKOVSKY, R. Laffont, 1986, 207 p., (coll. Les énigmes de l'Univers), *SP*

- **Ecrits**, Claire d'ASSISE, éd. du Cerf, 1985, 253 p., (coll. Les sources chrétiennes; 325), *SP*

- **Les couples non mariés**, Robert GRIMM, Labor & Fides, 1985, 94 p., (La parole et les hommes; 7), *SP*

- **Marie, mère de Dieu, notre mère**, Agnès RICHOMME, éd. SOS, 1986, 173 p., *SP*

- **Le sexe dans les religions du monde**, Geoffroy PARRINDER, éd. Le Centurion, 1986, 274 p., *SP*

- **L'Initiation féminine: une voie exceptionnelle de réalisation pour la femme d'aujourd'hui**, Heptagone, éd. Le Rocher, J.P. Bertrand, 1986, 177 p., *Acq.*

- **La voix des anges**, Doroty MACLEAN, éd. Le Souffle d'Or, 1986, 188 p., *SP*

- **Conscience et créativité: les lois de la manifestation**, Davis SPANGLER, éd. Le Souffle d'Or, 1985, *SP*

SOCIOLOGIE - POLITIQUE - ECONOMIE

- **Le sexe du pouvoir: femmes, hommes et pouvoirs dans les organisations**, ouvrage publié sous la direction de Nicole AU-BERT, Eugène ENRIQUEZ et Vincent de GAULEJAC, Desclée de Brouwer, 1986, 422 p., *SP*

- **Participation des femmes au développement**, programme des Nations-Unies pour le Développement, 106 p., l'appendice, (Etudes d'évaluation n° 13)

- **L'un est l'autre: des relations entre hommes et femmes**, Elisabeth BADINTER, éd. Odile Jacobs, 1986, 361 p., *Acq.*

- **L'intégration des femmes dans l'économie**, OCDE, 1985, 203 p., *Acq.*

- **La gauche, le pouvoir, le socialisme: hommage à Nicos Poulantzas**, ouvrage publié sous la direction de Christine BUCKLUCKSMANN, PUF, 1983, 376 p., (coll. Politiques), *Acq.*

- **Sociale zekerheid en emancipatie: advies over de herziening van het stelsel van sociale zekerheid**, Emancipatieraad, 1984, (avis n° 84/17, août 84).

- **Patriarchy and Accumulation on a World Scale: Women in the International Division of Labour**, Maria MIES, Zed Books, 1986, 251 p., (Third World Books), *Acq.*

- **L'Etat des Sciences sociales en France**, ouvrage établi sous la direction de Marc GUILLAUME, éd. La Découverte, 1986, 587 p., *Acq.*

- **Avec une femme comme toi...**, Huguette MAURE, Calmann-Lévy, 1979, 230 p., *SP*

FAMILLE - COUPLE ...

- **De la guerre conjugale**, Irène PENNACCHIONI, éd. Mazarine, 210 p., *SP*

- **Comment aimer vivre seul**, Lynn SHAHAN, éd. Le Jour, 1982, 182 p., *SP*

- **La famille comme unité de reproduction**, publication réalisée avec le concours du CNRS, 1986, 59 p., (Cahiers n° 4).

- **Rapports intra-familiaux et rapports sociaux de sexe**, Atelier Production Reproduction, 1986, 59 p., (Cahiers n° 5).

VIOL - VIOLENCES - PROSTITUTION - PORNOGRAPHIE

- **The proceedings of the International Tribunal on Crimes against Women**, Diana E.H. RUSSEL et Nicole VAN DE VEN, éd. Frog in the Well, 1984, 294 p., *Acq.*

- **La violence**, Conseil de l'Europe, 1985, XXIV p., (Forum 4/1985), *SP*

- **Qu'as-tu fait de ton frère: études de criminologie spéciale**, Georges KELLENS, éd. P. Mardaga, 1986, 188 p., (coll. Psychologie et Sciences Humaines), *SP*

- **Gyn-Ecology: the Metaethics of Radical Feminism**, Mary DALY, The Women's Press Ltd, 1984, 485 p., *Acq.*

- **Father-Daughter Rape**, Elisabeth WARD, The Women's Press, 1985, 247 p., *Acq.*

- **Prostitution: portes ouvertes**, Giova SELLY et Claude GODFRY, éd. Le Carroussel, 1986, 245 p., *SP*

- **Viol et pouvoir**, Lorene CLARK et Debra LEWIS, éd. Saint-Martin, 1983, 207 p., (coll. «Femmes»), *SP*

FEMMES ETRANGERES, FEMMES DANS LE MONDE: CONDITIONS ET LUTTES

- **Espoirs et réalités de la femme arabe (Algérie-Egypte)**, Catherine DELCROIX, éd. l'Harmattan, 1986, 236 p., (coll. Perspectives Méditerranéennes), *SP*

- **La majorité absente: la femme 1975**, FAO, 1975, 47 p., *Acq.*

- **Forum 85: final report**, NGO Planning Committee, 1985, 105 p., *SP*

- **Chinese Women since Mao**, Elisabeth CROLL, Zed Books, 1986, 129 p., (Third World Books), *Acq.*

- **Greenham Common: women at the wire**, Barbara HARFORD et Sarah HOPKINS, The Women's Press Ltd, 1985, 171 p., (Politics Women's Studies), *Acq.*

- **Women in Denmark in the 1980s**, Ministère des Affaires Etrangères, 1986 ? I, 63 p.

- **Feminism and Nationalism in the Third World**, Kumari JAYAWARDENA, Zed Books Ltd, 1986, 269 p., *Acq.*

- **Third World-Second Sex: Women's Struggles and National Liberation**, Third World Women Speak Out, ouvrage établi sous la direction de Miranda DAVIS, Zed Books Ltd, 1985, 257 p., *Acq.*

- **The changing role of women in society: a documentation of current research (1981-1983)**, Werner RICHTER, Huberta HOGWEDE HAART en Liparit KIUZADJAN, Adakemie-Verlag, 1985, 818 p., (Vienna Centre Series), *Acq.*

- **The radical future of liberal feminism**, Zillah EISENSTEIN, Longman, 1981, 260 p., *Acq.*

- **Féminisme et pacifisme**, Danièle LE BRICQUIR et Odette THIBAUT, Les Lettres Libres, 1985, 149 p., *Acq.*

TRAVAIL PROFESSIONNEL - TRAVAIL DOMESTIQUE

- **Equility for women at work: a survey of 10 OECD countries**, Department of the Prime Minister and Cabinet Office of the Status of Women, Service des publications du gouvernement australien, 1985, 150 p.

- **La réinsertion professionnelle des femmes: mobilité professionnelle et accès à l'emploi**, Denise FAIVRE, in: Formation Emploi n° 5, pp. 29-38, éd. La Documentation Française, 1984, *Acq.*

- **Femmes et nouvelles technologies**, publication établie sous la direction de Raymonde DURY, éd. Labor, 1986, 212 p., *Acq.*

- **La division du travail entre hommes et femmes**, Catherine SOFFER, éd. Economica, 1985, 321 p., (coll. Approfondissement de la Connaissance Economique), *Acq.*

- **Les salaires féminins: économie ou politique?**, Robert LE-ROY, UCL, Institut des Sciences Economiques, IS.d.I, 23 p., (Working paper n° 7512).

DROIT

- **Analyse par approche socio-démographique et économique de la pension alimentaire en cas de divorce**, étude réalisée par l'Institut de Recherches et d'Etudes pour le traitement de l'information juridique de l'Université de Montpellier, sous la responsabilité d'Annie MAZEL, sous la direction de Pierre CATALA, éd. du CNRS, 1978, 261 p., (Actions Thématiques Programmées n° 24 Sciences Humaines), *Acq.*

- **Le divorce**, Comité d'action «A travail égal, salaire égal», 1973, 32 p.

- **Vivre musulmane au Maroc: guide des droits et des obligations**, Fadala SEBTI LAHRICHI, Librairie Générale de droit et de Jurisprudence, 1985, 134 p., *SP*

- **Guide des pères divorcés**, D. DE CAUMON et S. DITCHEV, éd. Jacques Grancher, 1986, 267 p., *SP*

EDUCATION

- **Girl friendly schooling**, Judith WHYTE, Rosemary DEEM, Lesley KANT et Maurren CRUICKSHANK, éd. Methuen, 1985, 252 p., *Acq.*

- **Some Process in Sexist Education**, Anne-Marie WOLPE, Women's Research and Resources Centre Publications IWRRCI, 1977, 42 p., (Explorations in Feminism; 1), *Acq.*

- **Sexism in the secondary curriculum**, Janie WHYLD, Harper & Row, 1983, 339 p., *SP*

- **Invisible women: the schooling scandal**, Dale SPENDER, Writers and Readers, 1984, 179 p., *SP*

- **Co-education reconsidered**, Rosemary DEEM, Open University Press, 1984, 108 p., (Gender and Education Series), *Acq.*

- **Just a bunch of Girls: Feminist Approaches to Schooling**, Gaby WEINER, Open University Press, 1985, 172 p., (Gender and Education Series), *Acq.*

- **Schools for the Boys? Co-education reassessed**, Pat MAHONY, Hutchinson Ltd, 1985, 118 p., (Explorations in Feminism), *Acq.*

- **Schools for the Boys: equal Opportunities Policies in Education**, Madeleine ARNOT, Pergamon Press, 1985, 150 p., *Acq.*

- **Education**, Dale SPENDER, Women's Studies International Quarterly, vol. 1 n° 4, 1978, 11191 p., *Acq.*

- **The ostrich position: sex, schooling and mystification**, Carol LEE, Writers and Readers, 1983, 149 p., *Acq.*

- **Rewriting English: cultural politics of gender and class**, Janet BATSLEER, Tony DAVIES, Rebecca O'ROURKE et Chris WEEDON, Methuen, 1985, 188 p., *Acq.*

- **Mère mortifière, mère meurtrière, mère mortifiée**, ouvrage collectif établi sous la direction de Michel SOULIE, éd. ESF, 1984, 176 p., (coll. La vie de l'enfant), *SP*

- **Education et promotion de la femme**, Jacqueline CHABAUD, Unesco, 1970, 157 p., *Acq.*

- **Guide pour l'action: comment réaliser l'égalité entre filles et garçons?**, European Community Action Programme, IFA-PLAN, 1985, 88 p., (Working Document 05WD85-FR).

- **Associations féminines et équipements sociaux de l'enfance en Belgique**, mémoire de licence présenté par Evelyn LE-NOTTE-FISCHER à l'Institut des Sciences Politiques et Sociales, UCL, 1972, 121 p.

- **Les héritiers: les étudiants et la culture**, Pierre BOURDIEU et Jean-Claude PASSERON, éd. de Minuit, 1985, 189 p., (coll. Le sens commun), *Acq.*

- **L'insoumission à l'école obligatoire**, Catherine BAKER, Barraud éd., 1985, 279 p., *Acq.*

ETHNOLOGIE

- **La sorcellerie**, Jean-Louis BRAU, M.A. éd., 1986, 183 p., (coll. Esotérisme), *SP*

- **Côté femmes: approches ethnologiques**, éd. l'Harmattan, 1986, 231 p., (coll. Connaissance des Hommes), *SP*

- **Le miasme et la jonquille: l'odorat et l'imaginaire social, 18ème et 19ème siècles**, Alain CORBIN, Flammarion, 1986, 336 p., (coll. Champs; 165), *SP*

SCIENCES

- **La nouvelle alliance: métamorphose de la science**, Ilya PRIGOGINE et Isabelle STENGERS, Gallimard, 1986, (coll. Folio; 26 Essais), *SP*

- **Approches du réel**, ouvrage collectif, éd. Le Mail, France-Culture, 1986, 173 p., (coll. Science et Conscience), *SP*

CORPS - SEXUALITE - SANTE - MEDECINE

- **La forme naturelle: vivre en pleine beauté**, Pierre et Florence PALLARDY, Elle, Edition n° 1, 1986, 205 p., *SP*

- **L'amour encore: l'harmonie sexuelle continue**, Gérard ZWANG, Plon, 1986, 164 p., *SP*

- **Nos trois corps et les trois mondes**, Janine FONTAINE, R. Laffont, 1986, 326 p., *SP*

- **La ménopause: une étude des attitudes de la femme en Belgique, France, Grande-Bretagne, Italie et Allemagne occidentale**, International Health Foundation, 49 p.

- **Seeing Red: the politics of pre-menstrual tension**, Sophie LAWS, Valerie HEY et Andrea EAGAN, Hutchinson, 1985, 89 p., (Explorations in Feminism), *Acq.*

- **The menstrual cycle and missing menstruation**, Pieter A. Van KEEP, M.D. et Pamela FREEBODY, International Health Foundation 1972 ?, 64 p.

- **Sex & Love: new thoughts on old contradictions**, Sue CARLEDGE et Joanna RYAN, The Women's Press Ltd, 1985, 237 p., (Women's Studies Health), *Acq.*

PLANNING FAMILIAL

- **Contraception et adolescence**, Université de Liège au Sart-Tilman, 1985, 45 p., (Les Cahiers de psychologie sociale n° 27), *Acq.*

- **Dossier accouchement et douleur**, Oeuvre Nationale de l'Enfance, 1986, 79 p., (L'Enfant; 1), *SP*

- **Contraception et avortement: dix ans de débat dans la presse (1965-1974)**, recherche menée par François A. ISAMBERT et Paul LADRIERE, éd. du CNRS, 1979, 125 p., (Actions Thématiques Programmées; 31 séries Sciences Humaines).

NOUVELLES MATERNITE

- **The mother machine: reproductive Technologies from Artificial Insemination to Artificial Wombs**, Gena COREA, Harper & Row, 1985, 374 p., *Acq.*

- **Test-Tube Women: what future for motherhood?**, Rita ARDITTI, Renate DUELLI KLEIN et Shelley MINDEN, Pandora Press, 1984, 482 p., *Acq.*

- **Reproductive Wrongs: male power and the new reproductive technologies**, Feminist International Network on the New Reproductive Technologies IFINNRET, 1984, 36 p., *Acq.*

- **Maternité en mouvement: les femmes, la re/production et les hommes de science**, ouvrage collectif sous la direction d'Anne-Marie de VILAIN, Laurence GAVARINI et Michèle LE COADIC, Presses Universitaires de Grenoble, éd. Saint-Martin, 1986, 244 p., *Acq.*

- **La paternité usurpatrice: l'origine de l'oppression des femmes**, Azadée AZAD, éd. du Remue-Ménage, 1985, 261 p., *SP*, (coll. Itinéraires féministes), *Acq.*

- **Vers la «procréatique»: une société où les enfants viennent par la science**, publication collective, éd. d'Assas, 1985, 208 p., (Projet n° 195 numéro spécial), *Acq.*

- **L'insémination artificielle**, dossier réalisé par Jean-Paul HEUSDENS, CEDIF, 1983, 27 p.

- **Des bébés autrement**, Vie Féminine, 1986, 53 p.

- **A propos des problèmes éthiques**, Service d'Etudes et de Documentation Sociales de la province de Namur, 1986.

EXPRESSION ARTISTIQUE - EXPRESSION CORPORELLE

- **Films de femmes: 8ème festival international de Créteil du 14 au 23 mars 1986**, Maison des Arts de Créteil, 76 p., *SP*

- **L'âme de Billie Holiday**, Marc-Edouard NABE, Denoël, 1986, 243 p., (coll. L'Infini), *SP*

- **Nuit et jour sur le dos du serpent à deux têtes**, Rebecca HORN, catalogue de l'exposition réalisée au Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris du 11 juillet au 22 septembre 1986, éd. Paris-Musées, 1986, In.p.l., *Acq.*

- **Le body-building au féminin: cours complet de culturisme**, éd. de Vecchi, 154 p., *SP*

PHILOLOGIE - LITTÉRATURE

- **Ecrits de femmes**, éd. Sud, 1981, 231 p., (Sud n° 37-38), *Acq.*

- **Jean-Paul Sartre**, Jeannette COLOMBEL, Le Livre de Poche, 1986, 12441 p., (Le Livre de Poche; 5013 série biblio essais), T. 2: Une œuvre aux mille têtes, *SP*

- **L'obsène**, colloque organisé par Sylvain FLOCH en mai 1986, Groupe de recherche en sociologie de la littérature, Université de Pau et des Pays de l'Adour, 1983, (Cahiers de l'Université; 4), 166 p., *SP*

- **Les femmes et le roman policier: anatomie d'un paradoxe**, Anne LEMONDE, éd. Québec/Amérique, 1984, 261 p., (coll. Littérature d'Amérique), *Acq.*

- **Women writing about men**, Jane MILLER, Virago Press, 1986, 311 p., *Acq.*

- **Les caquets de l'accouchée**, anonyme, éd. d'Aujourd'hui, 1985, 298 p., (coll. Les Introuvables), *SP*

- **Quand les femmes tuent**, Pierre BELLEMARE et Jacques ANTOINE, LGF, 1986, 309 p., (Le livre de poche; 6157), tome 1, *SP*

- **Chambres d'ailleurs**, Nicole-Lise BERNHEIM, éd. Arléa, 1986, 254 p., *SP*

- **Madame Isabelle**, Petrus BOREL, éd. d'Aujourd'hui, 1977, 387 p., (coll. Les Introuvables), *SP*

- **Les pavés de l'enfer**, Suzanne CHANTAL, éd. Olivier Orban, 1986, 439 p., *SP*

- **La lampe de la sagesse**, Alexandra DAVID-NEEL, éd. du Rocher, 1986, 237 p., *SP*

- **Les mains nues**, Lucette DESVIGNES, éd. Mazarine, 1986, 726 p., tome 3: Le livre de Juste, *SP*

- **La démonsse**, Anne FELIX, De-noël, 1986, 205 p., *SP*

- **Désirs**, Irène FRAIN, J.C. Lattès, 1986, 402 p., *SP*

- **Sphinx**, Anne GARRETA, Grasset, 1986, 229 p., *SP*

- **Canal de la Toussaint**, Jeanne HYVRARD, éd. des Femmes, 1986, 355 p., *SP*

- **Une enfance gantoise**, Suzanne LILAR, Marabout, 1986, 219 p., *SP*

- **Façons tragiques de tuer une femme**, Nicole LORAUX, Hachette, 1985, 127 p., (coll. Textes du XX^e siècle), *Acq.*

- **Le Mal de mère: nouvelles**, Annie LECLERC, Grasset, 1986, 162 p., *SP*

- **Thomas et son évêque**, Chantal LABRE, Grasset, 1986, 285 p., *SP*

- **Mémoires d'imposture**, Lucette MOULINE, éd. des Femmes, 1986, 245 p., *SP*

- **Le gobelet rouge**, Viviane MUSSOT, Stock, 1986, 158 p., *SP*

- **La sensitive, ou l'innocence coupable**, Michèle PERREIN, Grasset, 1986, 248 p., *SP*

- **Les petites filles ne meurent jamais**, Christine RHEIMS, J.C. Lattès, 1986, 250 p., *SP*

- **Eve comme Eve en ville**, Yolaine SIMHA, éd. Tierce, 1985, 78 p., (coll. Littérales), *SP*

- **La cité des sortilèges**, Han SUYIN, Libr. Générale Française, 1986, (Le Livre de Poche; 6153), *SP*

- **Entre les actes**, Virginia WOOLF, LGF, 1986, 189 p., (Le Livre de Poche Biblio; 3068), *SP*

HISTOIRE

- **La femme au temps de la guerre de 14**, Françoise THEBAUD, Stock, Laurence Pernoud, 1986, 319 p., (coll. La femme au temps de...), *SP*

- **Les quinze joies du mariage**, ouvrage traduit et présenté par Monique SANTUCCI, Stock, 1986, 168 p., («Série Moyen-Age»), *SP*

- **Mouvement de femmes (1919-1940): guide des sources documentaires**, Françoise BLUM, Colette CHAMBELLAND et Michel DREYFUS, Centre d'Etudes, de Documentation, d'Information et d'Action Sociale ICEDIAS, 1984, 143 p., (Vie Sociale n° 11-12), *Acq.*

- **Histoire orale et histoire des femmes: table ronde du 16 octobre 1981**, CNRS, 1982, 87 p., (Bulletin de l'Institut d'Histoire du Temps Présent, supplément n° 3 série «Histoire Orale»).

- **Congo belge: portrait d'une société coloniale**, Hilde EYNIKEL, Duculot, 1984, 309 p., *SP*

- **Filles de joie ou filles du roi: études sur l'émigration féminine en Nouvelle-France**, Gustave LANCOTOT, éd. Chantecler, 1952, 230 p., *Acq.*

- **L'histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles**, ouvrage collectif, éd. Quinze, 521 p., (coll. Idéelles), *Acq.*

- **La participation à la vie syndicale: aperçu historique**, Hedwige PEEMANS-POULLET et M.H. PIRARD, in «Recherches sociologiques» n° 1, mars 1976, 22 p.

BIOGRAPHIES

- **Clara Malraux: le regard d'une femme sur son siècle: biographie témoignage**, Christian de BARTILLAT, Libr. Académique Perrin, 1985, 200 p., *SP*

- **Mémoire d'une courtisane**, Cora PEARL, Acropole, 1985, 270 p., *SP*

- **Anna Bijns**, Elly de WAARD, Anna Bijns Stichting, 1985, 39 p., *Acq.*

- **Les insoumises**, Isabelle GERARD, Didier Hatier, 1986, 197 p., (coll. «Rouge et Noir»), *Acq.*

- **Parmi les buissons de Matagouri: autobiographie 2**, Janet FRAME, Hommes & Groupes éd., 1986, 217 p., *SP*

REVUES

Voici la liste des revues qui nous parviennent régulièrement et que vous pouvez consulter à l'Université des Femmes.

Note:

A = abonnement

E = échange

G = gratuit

REVUES FÉMININES ET/OU FÉMINISTES

A - AFI-Repères

G - Artemys

E - Association contre les violences faites aux femmes au travail

E - Atlantis

E - Bolletim (Commissao da Condicao feminina)

G - Breaking Chains - ALRA

E - Broadside

E - Broomstick

E - CRIF (Centre de Recherche et d'Information Féministe - Bulletin)

E - Cahiers de la Femme / Canadian Woman Studies

E - Cahiers du GRIF

E - Choisir

E - Chronique féministe

E - CODIF (bulletin du Centre d'Orientation, de Documentation et d'Information pour les femmes)

E - Comunidad

E - Communiqu'elles

E - Connexions

E - Crew Reports

E - Décennie des Nations-Unies pour la Femme

E - Donne e Politica

E - Dulle Griet-krant

E - Emma

E - Equality Now

E - FFQ - Petite Presse

E - Fémin' autres

E - Feminist Library and Information Centre

E - Feminist Review

E - Femme Prévoyante

A - Femmes au travail

E - Femmes d'Europe

A - Femmes et Monde

E - Femmes, féminisme et recherche (Bulletin de l'association...)

E - Femmes suisses et le mouvement féministe

E - Fireweed

E - Frauenfragen / Questions au féminin

E - Hysteria

E - Inform'elles

E - IAV (Internationaal archief voor de vrouwenbeweging - Overzicht van nieuwe aanwinsten in de bibliotheek)

E - ISIS

E - Kalliope (a journal of women's art)

G - L'Alliance (Internationale Jeanne d'Arc)

E - La Gazette des Femmes

G - La lettre du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur (Spécial Information Femmes)

E - Lesbia

E - Libre PFU (Parti Féministe

Unifié)

A - Lilith

A - Lover

E - Mujer feminista

E - M/F a feminist journal

E - Nationale Vrouwenraad

A - Nouvelles Questions Féministes

E - «Objectif +» (bulletin du CNFB)

E - Off our Backs

E - Paris Féministes

E - Pénélope

E - Poder y Libertad

G - Quehacere-Cipaf (Centre de Investigación para la Accion Feminina)

E - Réseau Femmes - Information - Bureaux

E - Réelles

E - Resources for feminist Research / Documentation pour la Recherche féministe

E - Revolutionnary & Radical feminist newsletter

A - Spare Rib

A - Séminaire Limites-Frontières (Bulletin)

E - Telewoman

G - The Tribune / La Tribune

E - La Vie en Rose

E - Vie Féminine

A - Voix des femmes (Organe de l'ANC - section femmes)

G - Womanews

E - Women & Performance

G - Wires

E - Woman and Revolution

E - Womenews

E - WOE (Women's Organization for Equality)

E - Women's Review of Books

A - Women's Studies International Forum

Nouvelles (Coordination européenne des femmes)

E - Tijdschrift voor Vrouwenstudies

E - Win (Women's International Network) News

E - Women in Libraries

E - Women of Power

AUTRES REVUES (sociales, spécialisées...)

E - AR-Infos (Antenne Rose)

E - Alternative Libertaire

G - Arcadia

E - Cahiers Marxistes (CM)

E - Champ Libre

E - Droits de l'Homme

E - EUR-Info

E - FAR (Bulletin de la Fondation André Renard)

E - GERM - Actualité Santé

E - GERM (Cahiers du)

E - International Health Foundation

G - JEB (Cahiers)

G - Le journal des procès

E - L'Espoir

E - Masques (revues des homosexualités)

E - Nouvelles Feuilles Familiales

E - Nouvelles du Mouvement du Nid

E - Virages

Officiel / Belgique

Commission du Travail des Femmes
Ministère de l'Emploi
et du Travail
rue Belliard 53, 1040 Bruxelles
Tél. 02/230.90.10 ext. 2542

Commission consultative de la Condition féminine
rue des Petits Carmes 14
1000 Bruxelles
Tél. 02/512.50.14

Le Service de la Femme
Ministère de la Communauté
Française
rue Stevens 7, 1000 Bruxelles
Tél. 02/518.12.11

Comité interministériel pour le statut de la femme
c/o Cabinet du Premier Ministre
rue de la Loi 16, 1040 Bruxelles
Tél. 02/513.80.20

Officiel / Europe

Bureau pour l'Emploi et l'Egalité des Femmes
Commission des Communautés
Européennes
rue de la Loi 200
1040 Bruxelles
Tél. 02/235.11.11

Service Information Femmes
D.G. de l'Information
Commission des Communautés
Européennes
rue de la Loi 200
1040 Bruxelles
Tél. 02/235.28.60 ou 235.78.76

Comité Consultatif pour l'Egalité des Chances
c/o Bureau pour l'Emploi et
l'Egalité des Femmes ou Com-
mission du Travail des Femmes
(cf. ci-dessus).

Commission pour les Droits de la femme
c/o Mme Marlène Lenz
Parlement Européen
rue Belliard 97, 1040 Bruxelles
Tél. 02/234.21.11

Femmes contre la crise

Contact National Francophone
Magda De Cock
rue des Paquerettes 102,
1030 Bruxelles
Tél. 02/523.50.30

Contact National Neerlandophone
Marijke Colle
Heerneslaan 109, 9000 GENT

Coordination/
Belgique

Communauté française

Comité de Liaison des Femmes
c/o Hedwige Peemans-Pouillet
(Tél. 02/733.48.80)
Place Quetelet 1a
1030 Bruxelles
pas de téléphone

Bureau des Plaintes des Femmes
c/o Comité de Liaison des
Femmes
Place Quetelet 1a
1030 Bruxelles
Permanence le lundi de 13 h 30
à 16 h 30
Tél. aux heures de permanence
02/219.28.02

Communauté flamande

Vrouwen Overleg Komitee
Liedtsstraat 29
1210 Brussel

Coordination / Europe
CREW

Centre de Recherches sur les
femmes européennes
rue Stevin 38, 1040 Bruxelles
Tél. 02/230.51.58

Femmes et syndicats

Commission Femmes de la FGTB
c/o Marcelle Hoens
rue Haute 42, 1000 Bruxelles
Tél. 02/511.80.67 et 511.64.66
Service Féminin de la CSC
c/o A. Françoise Theunissen
rue de la Loi 121
1040 Bruxelles
Tél. 02/233.34.11

Mouvements Féminins

Femmes Prévoyantes Socialistes
Place Saint-Jean 1-2
1000 Bruxelles
Tél. 02/513.64.70
Vie Féminine
c/o Andrée Delcourt
rue de la Poste 111
1210 Bruxelles
Tél. 02/217.29.52

Conseil National des Femmes Belges
rue de Florence 24
1050 Bruxelles
Tél. 02/538.03.04
Parti Féministe Unité
Renée Fosséprez
av. du Pesage 13
1050 Bruxelles
Tél. 02/648.87.38 de 10h à 13h

Parti Féministe de Belgique
av. Louise 385 bte 9
1050 Bruxelles
Tél. 02/771.90.56

Associations de
Femmes

La Porte Ouverte
rue Américaine 16,
1050 Bruxelles
Tél. 02/537.67.61

Solidarité Femme-Emploi
Place Quetelet 1a
1030 Bruxelles
Tél. 02/219.65.18

Centre Féminin d'Education Permanente
Place Quetelet 1a
1030 Bruxelles
Tél. 02/219.28.02

Changeons les livres
rue Blanche 29,
1050 Bruxelles
Tél. 02/538.67.61

Accueil:
maisons et cafés

Arlon
«Maison des Femmes»
rue de Diekirch 37, 6700 Arlon
Tél. 063/22.76.82
Bruxelles
Association rue Blanche
rue Blanche 29, 1050 Bruxelles
Tél. 02/538.47.73
Infor Femmes
rue de Brederode 29
1000 Bruxelles
Tél. 02/511.38.38

Charleroi

«Comme chez elles»
bd. d'Audent 7, 6000 Charleroi
Tél. 071/31.92.90
La Louvière
rue de Bouvy 9
7100 La Louvière
Tél. 064/21.43.33

Liège

«Maison des Femmes»
rue du Pont 6, 4000 Liège
Tél. 041/23.34.02

Mons

«Groupe des Femmes»
c/o Couvez Agnès
rue Thirion 31, 7000 Mons
Tél. 065/34.75.76

Namur

rue Notre-Dame 47, 5000 Namur
Tél. 081/71.55.45

Tournai

«Groupe des Femmes»
c/o Bernadette Michenaud
Place Verte 7, 7500 Tournai
Tél. 069/22.75.54

Wavre

«La Maison des Femmes»
rue des Brasseries 10
1300 Wavre
Tél. 010/22.38.02

Pilet (Fallais)

*Grande maison isolée.
Hébergement. Restauration.
Stages Animation.*
«Le Point du Jour»
4260 Pilet (Fallais)
Tél. 019/69.97.95

Centres
de documentation

Université des Femmes
Place Quetelet 1a
1030 Bruxelles
Tél. 02/219.61.07

Le Lesblanaire
rue Herman Richir 1
1030 Bruxelles
Tél. 02/215.99.38

CREW.
Centre de Recherches sur les
femmes européennes
rue Stevin 38, 1040 Bruxelles
Tél. 02/230.51.58

Rosa
rue Gallait 78, 1210 Bruxelles
Tél. 02/216.23.23

Artemys
Chaussée d'Ixelles, 249
1050 Bruxelles
Tél. 02/647.95.17

Réservé aux femmes

Librairies

Vrindts
rue de la Croix de fer 55
1000 Bruxelles
Tél. 02/512.84.15

Dulle Griet
Tiensestraat 45, 3000 Leuven
Tél. 016/23.41.23

Les Rabouilleuses - Diffus'elles
Stock de livres en vente au
bureau provisoire à Bruxelles
rue Américaine 7
1050 Bruxelles
Tél. 02/537.31.70

Revues

Chronique
Place Quetelet 1a
1030 Bruxelles
Tél. 02/219.61.07

Lille

c/o Julia Rottiers
Hoogvorstweg 15
1980 Tervuren
Tél. 02/767.49.21
Périodique des Ateliers du GRIF (Cahiers du GRIF)
rue Blanche 29, 1060 Bruxelles
Tél. 02/538.84.87
Le Lesblanaire
rue Herman Richir 1
1030 Bruxelles
Tél. 02/215.99.38
Femmes d'Europe
Commission des Communautés
Européennes
rue de la Loi 200
1040 Bruxelles
Tél. 02/235.11.11

Etudes féministes

Université des Femmes
Place Quetelet 1a
1030 Bruxelles
Tél. 02/219.61.07

Avortement /
Contraception

**Fédération Belge pour le Plan-
ning Familial et l'Education Se-
xuelle**

rue du Trône 51, 1050 Bruxelles
Tél. 02/513.72.64
Gacehpa
*Groupe d'action des Centres extra-
hospitaliers pratiquant des avorte-
ments*

*Permanence: lundi et jeudi,
de 14 h à 17 h*

rue du Trône 51, 1050 Bruxelles
Tél. 02/511.56.03

**Comité pour la dépenalisation
de l'avortement**
c/o Monique Geudin
rue A. Giron 23, 1050 Bruxelles
Tél. 02/649.18.22

VIOL

SOS Viol

Accueil, Information, soutien et
centre de documentation et de
recherche sur les violences
sexuelles
Place Quetelet 1a
1030 Bruxelles
Tél. 02/219.28.02

Femmes battues

Bruxelles
rue Blanche 29, 1060 Bruxelles
Tél. 02/539.27.44

Liège
rue Soeurs-de-Hasque
4000 Liège
Tél. 04/23.42.85 et 23.45.67

Arlon
rue de Diekirch 47, 6700 Arlon
Tél. 063/21.46.82

La Louvière
Fédération des Collectifs de
Femmes Battues
rue de Bouvy 9
7100 La Louvière
Tél. 064/21.43.03

Leuven
Federatie Vrouwen tegen mis-
handeling
Justus Lipsiusstraat 57
3000 Leuven
Tél. 016/23.36.61

Namur
rue Notre-Dame 47
5000 Namur
Tél. 081/71.55.45

CHRONIQUE FEMINISTE

CHRONIQUE N° 1 - NOVEMBRE/DECEMBRE 82

- Emilienne Brunfaut
- Finlandaises
- Le pouvoir

CHRONIQUE N° 2 - JANVIER/FEVRIER 83

- Les travailleuses de Bekaert
- Les hommes se déshabillent
- Viol

CHRONIQUE N° 3 - MARS/AVRIL 83

- Des hommes à l'Université des femmes
- Sommes-nous tous des Baruyas?
- Procès CVO

CHRONIQUE N° 4 - MAI/JUIN 83

- Greenham Common
- Travail ménager
- Femmes soviétiques

CHRONIQUE N° 5 - JUILLET/AOUT 83

- Ce que parler veut dire
- Sexisme Bigouden

CHRONIQUE N° 6 - SEPTEMBRE/OCTOBRE 83

- Regard sur la pornographie
- Les femmes en ISRAEL
- L'histoire des Femmes est-elle possible?

CHRONIQUE N° 7 - NOVEMBRE/DECEMBRE 83

- L'Energie et la Frustration
- Avortements, Femmes et tribunaux
- Les droits de l'homme contre le droit des Femmes

CHRONIQUE N° 8 - JANVIER/FEVRIER/MARS 84

- Vers un office national des créances alimentaires
- Moi, délinquante?
- Recherches Féministes en Afrique

CHRONIQUE N° 9 - AVRIL/MAI 84

- Etudes Féministes: principes et méthodologie
- Femmes et Syndicats
- Les prépensionnées des Galeries Anspach
- Coopératives de Femmes

CHRONIQUE N° 10 - JUIN/JUILLET 84

- Le savoir et le faire
- Loisirs des Femmes
- Pensionnées et veuves
- Femmes et développement

CHRONIQUE N° 11 - OCTOBRE/NOVEMBRE 84

- Evolution conceptuelle de la physique
- Partage des responsabilités
- Pacifisme et Féminisme

CHRONIQUE N° 12 - DECEMBRE 84/JANVIER 85

- Rester une égérie ou devenir soi-même
- Nicaraguayennes
- Sciences et Femmes: pas de recettes

CHRONIQUE N° 13 - AVRIL/MAI 85

- Anarcha-féminisme
- Séminaire Sociologie: analyse d'une enquête
- Marie Andrée, vidéaste

CHRONIQUE N° 14 - JUILLET/AOUT 85

- Le pouvoir de la mère
- Les femmes et l'innovation technologique
- Le sexe du travail

CHRONIQUE N° 15 - SEPTEMBRE/OCTOBRE 85

- Nairobi
- Les femmes du divorce
- Crise de l'Etat Keyneysien: questions aux femmes

CHRONIQUE N° 16 - DECEMBRE/JANVIER 85

- DOSSIER: Nouvelles Maternités

CHRONIQUE N° 17 - MARS/AVRIL 86

- Jésus et le Mythe D'Oedipe
- Emilie Claey: Féministe Socialiste rayée de l'histoire

CHRONIQUE N° 18 - JUIN/JUILLET 86

- Val Duchesse
- et pour les femmes c'est encore pire

«Pour les éditions épuisées les articles peuvent être obtenus sous forme de photocopie».